



2016

Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien



Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien 2015

Équipe de gestion du projet

Sam Bonti-Akomah, Jennifer Vignola

Équipe de projet

Les membres de la Section de l'analyse de l'industrie agroalimentaire et de la compétitivité. La présente publication renferme des données et des analyses provenant des trois divisions de la Direction de la recherche et de l'analyse, ainsi que d'autres divisions et directions générales d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

April 2016

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada

NOTE AUX LECTEURS

La présente publication se fonde sur les plus récentes données disponibles depuis septembre 2014.
En raison de l'arrondissement, il se peut que les totaux n'équivalent pas à la somme de leurs éléments.

Documents provenant de tiers

Certains documents et éléments graphiques de cette publication sont assujettis aux droits d'auteur d'autres organisations, en particulier dans le cas de sites exploités conjointement par une institution du gouvernement du Canada et une organisation externe, dans le cadre d'un accord de collaboration. Dans de tels cas, certaines restrictions sur la reproduction de documents ou d'éléments graphiques peuvent s'appliquer et il peut être nécessaire d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur avant de faire la reproduction.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, (2016)

N° de catalogue A38-1/1F

ISSN 1919-840x

N° AAC 12482F

Vous pouvez obtenir une version électronique des publications de la Direction de la recherche et de l'analyse, à l'adresse suivante : <http://www.agr.gc.ca>
Issued also in English under the title *An Overview of the Canadian Agriculture and Agri-Food System 2016*

Pour de plus amples renseignements, rendez-vous au www.agr.gc.ca ou composez sans frais le 1-855-773-0241.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|------------|
| LISTE DES GRAPHIQUES | 1 |
| RÉSUMÉ | 6 |
| FAITS SAILLANTS | 7 |
| SECTION A: Section spéciale | 10 |
| SECTION A1. Exploitation des ressources naturelles et environnement | 11 |
| SECTION B: PIB et emploi | 24 |
| SECTION C: Commerce international | 31 |
| SECTION D: Agriculture primaire | 40 |
| SECTION D1: Rendement des exploitations agricoles | 41 |
| SECTION D2: Intrants agricoles..... | 52 |
| SECTION E: Innovation dans les exploitations agricoles | 57 |
| SECTION F: Production en aval de la ferme | 65 |
| SECTION F1: Transformation des aliments et des boissons | 66 |
| SECTION F2: Le commerce alimentaire de détail, le commerce de gros et les services alimentaires..... | 76 |
| SECTION G: Consommateurs | 81 |
| SECTION H: Dépenses publiques et soutien aux producteurs | 89 |
| GLOSSAIRE | 97 |
| INDUSTRIES – SYSTÈME DE CLASSIFICATION DES INDUSTRIES DE L’AMÉRIQUE DU NORD | 103 |
| SOURCES DE DONNÉES ET RÉFÉRENCES | 105 |

LISTE DES GRAPHIQUES

SECTION A :

SECTION SPÉCIALE : Exploitation des ressources naturelles et environnement

- A.1 Émissions de GES et intensité des émissions par secteur économique en 2013
- A.2 Émissions absolues et intensité des émissions du secteur agricole, 1990-2013
- A.3 Tendances en matière d'émissions par catégorie, 1990-2013
- A.4 Émissions et absorptions associées aux changements dans l'aménagement des terres, 1990 et 2013
- A.5 Émissions de GES d'origine agricole projetée, 2005-2030
- A.6 Étendue spatiale de l'activité agricole canadienne, 2011
- A.7 Affectation des terres agricoles, 1971-2011
- A.8 Couverture des terres agricoles par classe de l'Inventaire des terres du Canada (ITC), 2000
- A.9 Utilisation de l'eau par secteur, 2009-2013
- A.10 Consommation d'eau par secteur, 2005-2009
- A.11 Utilisation de l'eau en agriculture au Canada, 2009-2013
- A.12 Proportion des fermes irriguées par rapport au nombre total de fermes, par province, 2010-2014
- A.13 Proportion des fermes irriguées selon la taille de la ferme, 2011
- A.14 Proportion des fermes irriguées, par type de ferme, 2011
- A.15 Pourcentage de la superficie irriguée par type de culture, 2010-2014
- A.16 Utilisation de l'eau d'irrigation par type de culture, 2010-2014
- A.17 Proportion des terres cultivées irriguées au Canada, par province, 2014
- A.18 Proportion des fermes irriguées par source d'eau d'irrigation, 2010-2014
- A.19 Proportion des fermes irriguées par méthode d'irrigation, 2010-2014
- A.20 Proportion des fermes irriguées selon des pratiques d'économie d'eau et d'énergie, 2010-2014

SECTION B : PIB et emploi

- B.1 Système agricole et agroalimentaire, 2014
- B.2 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB total, 2014
- B.3 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 1997-2014
- B.4 Répartition provinciale de la contribution du secteur agricole et agroalimentaire au PIB total du Canada, 2014
- B.5 Contribution du secteur de l'agriculture et de la transformation des aliments au PIB provincial, 2014
- B.6 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 2014
- B.7 Emplois dans le système agricole et agroalimentaire, 1997-2014
- B.8 Répartition provinciale de l'emploi dans le secteur de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments, 2014
- B.9 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi dans les provinces, 2014

SECTION C : Commerce international

- C.1 Part des exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2014
- C.2 Part des importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires selon la destination, 2014

- C.3 Part estimative de la production agricole primaire canadienne qui est exportée directement et indirectement, 1997-2014
- C.4 Part estimative des produits agricoles primaires et transformés qui sont exportés, basée sur le volume, moyenne de 2012-2014
- C.5 Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon la destination, 2014
- C.6 Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2014
- C.7 Composition des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par produit, 2014
- C.8 Ventés à l'exportation de produits agricoles et agroalimentaires du Canada, par groupe de produits, 1994-2014
- C.9 Composition des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, par produit, 2014
- C.10 Composition des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par groupe de produits, 1994-2014
- C.11 Exportations, importations et balance commerciale canadiennes des produits agricoles primaires, 1994-2014
- C.12 Exportations, importations et balance commerciale canadiennes des produits agroalimentaires transformés, 1994-2014
- C.13 Prix, volumes et valeurs des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1994-2014
- C.14 Prix, volumes et valeurs des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1994-2014

SECTION D : Agriculture primaire

SECTION D1 : Rendement des exploitations agricoles

- D.1.1 Répartition de la valeur de la production agricole primaire au Canada, 2011
- D.1.2 Part des recettes totales agricoles par produit, 2004 et 2014
- D.1.3 Prix du blé, du canola, du maïs et du soya canadiens, 1990-2014
- D.1.4 Cycle du prix des bovins, 1980-2014
- D.1.5 Recettes des marchés agricoles par produit, 2004-2014
- D.1.6 Recettes des marchés agricoles régionaux par groupe de produits, 2014
- D.1.7 Recettes agricoles, dépenses nettes d'exploitation et revenu net, 1994-2014
- D.1.8 Revenu net d'exploitation moyen, 2009-2014
- D.1.9 Revenu net d'exploitation moyen par province, 2014
- D.1.10 Revenu net d'exploitation moyen par catégorie de revenu, 2014
- D.1.11 Revenu net d'exploitation moyen par type de ferme, 2014
- D.1.12 Valeur nette ajoutée en agriculture, 2004-2014
- D.1.13 Valeur nette totale moyenne des fermes par province, 2010 à 2013
- D.1.14 Actif, passif et valeur nette, moyenne par ferme, 2013
- D.1.15 Taux de rendement des exploitations de céréales et d'oléagineux, 2001-2013
- D.1.16 Taux de rendement des fermes porcines, 2001-2014

SECTION D2 : Intrants agricoles

- D.2.1 Dépenses nettes d'exploitation des fermes, 2014
- D.2.2 Dépenses nettes d'exploitation des fermes et frais d'amortissement, 2004-2014
- D.2.3 Indice des prix des intrants agricoles, 2004-2014
- D.2.4 Prix au comptant de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel, 1999-2014

- D.2.5 Valeur de l'ensemble des loyers et des terres agricoles, 1981-2014
- D.2.6 Indice du tarif du transport routier et ferroviaire dans l'Ouest canadien, 1999-2000 à 2012-2013

SECTION E : Innovation dans les exploitations agricoles

- E.1 Pourcentage des exploitations agricoles qui ont adopté des produits, des pratiques ou des processus nouveaux ou considérablement améliorés entre 2011 et 2013
- E.2 Pourcentage d'agriculteurs qui ont adopté des produits ou des processus nouveaux ou considérablement améliorés, par taille d'exploitation, entre 2011 et 2013
- E.3 Importance des activités sélectionnées pour l'obtention d'information sur la prise de décisions liées à l'introduction de l'innovation, entre 2011 et 2013
- E.4 Importance des facteurs sélectionnés dans la décision de mettre en œuvre une innovation, entre 2011 et 2013
- E.5 Répartition des adopteurs selon le moment d'adoption de produits, de pratiques ou de processus nouveaux ou considérablement améliorés dans les exploitations agricoles canadiennes, entre 2011 et 2013
- E.6 Catégories des adopteurs selon le moment d'adoption de produits, de pratiques ou de processus nouveaux ou considérablement améliorés dans les exploitations agricoles canadiennes, par taille d'exploitation, entre 2011 et 2013
- E.7 Catégories des adopteurs selon le moment d'adoption de produits, de pratiques ou de processus nouveaux ou considérablement améliorés dans les exploitations agricoles canadiennes, par âge moyen des exploitants, entre 2011 et 2013
- E.8 Catégories des adopteurs selon le moment d'adoption de produits, de pratiques ou de processus nouveaux ou considérablement améliorés dans les exploitations agricoles canadiennes, par groupe de produits, entre 2011 et 2013

SECTION F : Production en aval de la ferme

SECTION F1 : Transformation des aliments et des boissons

- F.1.1 Transformation des aliments : composition des intrants et répartition des extrants, 2011
- F.1.2 Répartition du PIB total du secteur manufacturier par industrie, 2014
- F.1.3 Répartition du total des emplois du secteur manufacturier par industrie, 2014
- F.1.4 Répartition des établissements de fabrication de produits alimentaires et de boissons par province, 2014
- F.1.5 Répartition des expéditions d'aliments et de boissons par sous-industrie, 2014
- F.1.6 Livraisons de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-catégorie, 1995-2014
- F.1.7 Emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-catégorie, 2014
- F.1.8 Emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-catégorie, 2001-2014
- F.1.9 Coûts variables des intrants dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, 2013
- F.1.10 Coûts variables dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, par sous-secteur, 2013
- F.1.11 Indice des prix des matières premières pour certains produits de base, 2004-2014
- F.1.12 Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la fabrication de produits alimentaires et de boissons et dans le secteur de la fabrication, 1991-2014
- F.1.13 Marges bénéficiaires dans l'industrie de la transformation des produits alimentaires et des boissons gazeuses et dans le secteur manufacturier en général, 1999-2014

- F.1.14 Ratio d'endettement dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses et le secteur manufacturier en général, 1999-2014
- F.1.15 Dépenses réelles consacrées par le secteur privé à la R et D dans la transformation d'aliments, 1981-2014

SECTION F2 : Le commerce alimentaire de détail, le commerce de gros et les services alimentaires

- F.2.1 Nombre de magasins d'alimentation au Canada et ventes moyennes, 1990-2014
- F.2.2 Part des ventes des chaînes de supermarchés canadiens par rapport aux autres magasins, par région, 2014
- F.2.3 Ratio de marge bénéficiaire moyen des détaillants d'aliments et de boissons, 2000-2014
- F.2.4 Emplois et ventes dans la restauration commerciale, 1999-2014
- F.2.5 Marges bénéficiaires des établissements de restauration et de débits de boissons, 1999-2013
- F.2.6 Faillites de restaurants commerciaux, 1992-2014

SECTION G : Consommateurs

- G.1 Répartition des dépenses des ménages en biens et en services, 2014
- G.2 Valeur moyenne et répartition des dépenses des ménages canadiens en produits alimentaires et boissons non alcoolisées, 2014
- G.3 Dépenses réelles des ménages en produits alimentaires et en boissons non alcoolisées, 1982-2014
- G.4 Part de l'ensemble des produits alimentaires dans les dépenses des ménages par quintile de revenu au Canada, 2013
- G.5 Dépenses des ménages en produits alimentaires et en boissons non alcoolisées dans les magasins dans certains pays de l'OCDE, 1995-2014
- G.6 Indice des prix à la consommation (IPC) pour les aliments, le logement, l'énergie et indice d'ensemble, 1984-2014
- G.7 Inflation des prix de détail des aliments au Canada par catégorie, 2013 et 2014
- G.8 Dépenses moyennes des ménages canadiens en produits alimentaires dans les magasins et les restaurants, 2010-2014
- G.9 Consommation de bœuf, de porc, de volaille et de poisson estimée par habitant, 1991-2014
- G.10 Consommation de produits laitiers, de fruits et de légumes et de matières grasses estimée par habitant, 1991-2014

SECTION H : Dépenses publiques et soutien aux producteurs

- H.1 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, exprimées en pourcentage du PIB agricole, 1985-1986 à 2015-2016
- H.2 Dépenses publiques totales (fédérales et provinciales) à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, 1985-1986 à 2015-2016
- H.3 Dépenses publiques (fédérales et provinciales) à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par province, exercice 2015-2016
- H.4 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, exprimées en pourcentage du PIB agricole, par province, 2015-2016

- H.5 Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par grande catégorie, exercice 2015-2016
- H.6 Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par grande catégorie, 1985-1986 à 2015-2016
- H.7 Dépenses publiques consacrées à la recherche et au développement à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, 1985-1986 à 2015-2016
- H.8 Dépenses publiques en R et D à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en pourcentage des recettes agricoles brutes, pays sélectionnés, 1986 à 2014
- H.9 Pourcentage de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), pays sélectionnés, 1986-2014
- H.10 Composition du soutien aux producteurs (ESP), Canada, 1986-2014
- H.11 Composition du soutien aux producteurs (ESP), Union européenne, 1986-2014
- H.12 Composition du soutien aux producteurs (ESP), États-Unis, 1986-2014

RÉSUMÉ

Le présent rapport de 2016 donne un aperçu de la situation économique du système agricole et agroalimentaire canadien et contient les plus récentes données en la matière. Ce document de référence polyvalent :

- présente le système agricole et agroalimentaire dans le contexte de l'économie canadienne et des marchés internationaux;
- trace un portrait de la composition et du rendement du système et des changements qu'il subit en réaction aux défis, aux possibilités et à l'évolution des marchés.

Le rapport débute par une section spéciale sur l'exploitation des ressources naturelles et l'environnement. Cette section examine l'impact des activités agricoles sur l'environnement et quantifie les émissions de gaz à effet de serre (GES) des divers secteurs économiques du pays, en particulier l'agriculture. Elle présente les niveaux historiques des tendances d'émissions par sous-secteur de l'agriculture (élevage et culture, utilisation des terres, consommation d'énergie par les exploitations), ainsi que les émissions/absorptions dues aux changements de pratiques de gestion des terres. Elle donne également les prévisions d'émissions de GES par le secteur agricole jusqu'en 2030. La fin de cette section porte sur l'exploitation, par le secteur agricole canadien, des ressources en terres et en eau, notamment les différents types de couverture des terres agricoles, l'utilisation et la consommation d'eau par secteur, les niveaux d'irrigation par province, la taille des exploitations agricoles, le type d'exploitation agricole et la culture, ainsi que les méthodes d'irrigation et les sources d'eau d'irrigation.

Le reste du rapport se penche sur la pertinence du système agricole et agroalimentaire pour l'économie canadienne, établie en fonction de la contribution du système au produit intérieur brut (PIB) et du nombre d'emplois qu'il fournit au Canada. Il examine ensuite le rendement du secteur sur la scène internationale et la part des importations et exportations agricoles et agroalimentaires qu'il détient par rapport aux autres pays. Puis, il passe en revue chaque composante du système, c'est-à-dire l'agriculture primaire, la transformation des aliments, les consommateurs et la distribution alimentaire. La fin du rapport est consacrée au soutien gouvernemental à l'agriculture.

Le rapport décrit le système agricole et agroalimentaire canadien comme une chaîne d'approvisionnement moderne, intégrée et concurrentielle qui revêt une importance pour l'économie canadienne. Il s'agit d'un système dynamique et résilient qui s'adapte sans cesse aux nouvelles demandes des consommateurs, aux progrès technologiques et à la mondialisation.

FAITS SAILLANTS

SECTION SPÉCIALE – EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT

- L'agriculture peut être à la fois une source d'émissions et un puits de gaz à effet de serre (GES). En 2013, l'agriculture a été à l'origine d'environ 10 % des émissions canadiennes de GES. Si l'on tient compte de l'ensemble des sources et des puits, les émissions canadiennes de GES sont restées relativement stables entre 1990 et 2013.
- La proportion de terres consacrées à l'agriculture était faible en 2011 et a légèrement diminué depuis 1971 pour s'établir à 64,8 millions d'hectares, soit 7 % de la superficie du territoire.
- L'agriculture est responsable d'une faible proportion de l'utilisation d'eau globale au Canada, qui désigne toute utilisation d'eau, qu'elle soit consommée ou renvoyée à sa source originale. Cependant, la quantité d'eau consommée par le secteur agricole, l'eau prélevée mais pas renvoyée directement à sa source, est considérable par rapport à celle des autres secteurs économiques. En 2009, l'agriculture a consommé environ deux milliards de mètres cubes d'eau, soit 84 % de l'eau qu'elle a utilisée.

IMPORTANCE DU SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE POUR L'ÉCONOMIE CANADIENNE

- Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne d'approvisionnement complexe et intégrée qui englobe les fournisseurs d'intrants et de services, les producteurs agricoles primaires, les transformateurs d'aliments et de boissons, les détaillants et les grossistes en alimentation, ainsi que les fournisseurs de services alimentaires. Les activités menées tout le long de cette chaîne d'approvisionnement produisent des avantages économiques importants à l'échelle nationale et provinciale.
- En 2014, le système agricole et agroalimentaire canadien a généré des revenus de 108,1 milliards de dollars, soit 6,6 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada. L'industrie de la vente au détail et en gros d'aliments est à l'origine de la plus grande part de ces revenus (1,8 %), suivie de l'industrie de la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT) [1,7 %]. Le PIB de ce système a augmenté annuellement depuis 2007, sauf durant la récession économique de 2009.
- Dans la plupart des secteurs du système, l'emploi a poursuivi sa tendance à la hausse. En 2014, le système agricole et agroalimentaire canadien a fourni un emploi sur huit au Canada, employant plus de 2,3 millions de personnes. L'industrie de la restauration est l'employeur le plus important du système, comptant 5,7 % de tous les emplois canadiens.

CONTEXTE MONDIAL

- Le rendement des sous-secteurs du système agricole et agroalimentaire canadien dépend de leur capacité à livrer concurrence sur les marchés nationaux et les marchés internationaux à long terme.
- Le Canada s'est classé, en 2014, au cinquième rang mondial des exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires, après l'Union européenne, les États-Unis, le Brésil et la Chine. Les ventes canadiennes à l'exportation se sont accrues de 12 % par rapport aux niveaux de 2013 pour s'établir à 51,5 milliards de dollars en 2014, établissant leur part à 3,6 % des exportations agricoles et agroalimentaires mondiales.
- On estime à environ 58 % la proportion de la production agricole primaire canadienne exportée, qu'il s'agisse de produits primaires ou de produits alimentaires et de boissons transformés.
- Les États-Unis sont toujours la principale destination des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes, avec 51,4 % des exportations canadiennes totales. La Chine absorbe 9,2 % des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes; quant au Japon, à l'Union européenne et au Mexique, ils en absorbent collectivement 17,1 %.

- Les exportations vers les États-Unis ont augmenté de 13,1 % en 2014, pour atteindre 26,5 milliards de dollars, tandis que les exportations vers les autres marchés internationaux ont augmenté de 10,1 % pour s'établir à 25 milliards de dollars. Les exportations à destination de la Chine, qui ont grimpé de 84 % en 2012 et de 3,5 % en 2013, ont reculé de 8 % en 2014.
- Grâce à des importations de 39,4 milliards de dollars en 2014, en hausse de 14,9 % par rapport à l'année précédente, le Canada conserve le sixième rang des plus grands importateurs au monde, ayant perçu 2,9 % de la valeur totale des importations agricoles et agroalimentaires mondiales. Les États-Unis représentaient 61,4 % de la valeur de toutes les importations agricoles et agroalimentaires canadiennes.

AGRICULTURE PRIMAIRE

- Ces dernières années, les prix relativement élevés des céréales et des oléagineux, ainsi que les prix records des bovins et des porcs ont soutenu les recettes agricoles, qui ont totalisé 55,7 milliards de dollars en 2014.
- Les recettes tirées de la vente de bovins ont augmenté cinq années de suite en raison des prix élevés des bovins et ont enregistré une hausse de 44,4 % en 2014. Les prix élevés des porcs ont contribué à la hausse de 25,2 % des recettes tirées de la vente de porcs en 2014.
- Dans l'ensemble, les recettes du marché se sont accrues de 76,8 % entre 2004 et 2014. Les recettes tirées des céréales et des oléagineux ont augmenté de plus de 160 % durant cette période. Ces produits ont généré la plus grande part (35,5 %) des recettes agricoles en 2014. Le pourcentage des recettes agricoles tirées de l'industrie de la viande rouge, qui était de 30 % en 2004, a légèrement baissé pour s'établir à 27,1 % en 2014.
- Le rendement des exploitations agricoles, établi en fonction du revenu net, a atteint un niveau record en 2014, tandis que la valeur nette ajoutée a baissé par rapport au sommet record enregistré en 2013. Le revenu net des exploitations agricoles canadiennes a atteint 14,2 milliards de dollars en 2014, 32,5 % au-dessus de la moyenne de 2009 à 2013. En 2014, la valeur nette ajoutée dans le secteur de l'agriculture s'est établi à 14,9 milliards de dollars, un montant qui s'inscrit dans la moyenne observée entre 2009 et 2013, mais qui représente tout de même une baisse de 32,9 % par rapport au niveau de 2013.
- Les coûts d'exploitation des producteurs agricoles ont considérablement augmenté entre 2004 et 2014; la hausse de la demande mondiale à l'égard des produits agricoles a fait grimper le prix des intrants, et les coûts ont affiché une hausse de plus de 47 %. Les semences commerciales (107 %), l'engrais et la chaux (103 %), les achats de bétail et de volaille (91 %) et le carburant à machinerie (71 %) sont les catégories de dépenses d'exploitation qui ont le plus contribué à la hausse générale des dépenses durant cette période.

INNOVATION DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

- Les agriculteurs font preuve d'innovation dans les domaines suivants : nouvelles variétés de cultures et races de bétail, ou nouveaux processus et pratiques tels que des méthodes de gestion des sols, d'application d'engrais, d'agriculture de précision et de commercialisation. La moitié environ des exploitations agricoles canadiennes (48 %) a adopté au moins un type de pratique, processus ou produit nouveau ou considérablement amélioré entre 2011 et 2013.
- Le financement a été un facteur déterminant dans la décision des exploitants agricoles (59 %) de mettre en œuvre une innovation. Toutefois, une grande majorité d'exploitants agricoles millionnaires (72 %) affirmaient que le financement était un facteur déterminant, alors que ce n'était le cas que de 44 % des exploitants des plus petites exploitations agricoles de la catégorie de revenus de 25 000 \$ à 99 999 \$.
- Les agriculteurs canadiens disent avoir décidé d'adopter de nouveaux produits ou procédés ou d'innover compte tenu de leur propre expérience (91 %) et des conseils de pairs (68 %).

TRANSFORMATION D'ALIMENTS ET DE BOISSONS

- L'industrie de la transformation des aliments et des boissons était la plus grande industrie manufacturière au Canada en 2014, représentant 16 %, soit 27,7 milliards de dollars, du PIB total du secteur manufacturier cette année-là. Elle représentait également la plus grande part (16,6 %) des emplois du secteur manufacturier.
- L'industrie de la transformation des aliments et des boissons utilise comme intrants des produits primaires et transformés, et environ 50 % des matières premières agricoles produites au Canada sont utilisées comme intrants par l'industrie de la transformation alimentaire.
- L'industrie de la transformation des aliments et des boissons poursuit sa croissance, et la valeur de ses expéditions, qui a presque doublé entre 1995 et 2014, se chiffre à 103,4 milliards de dollars. La viande, les produits laitiers et les boissons représentent plus de la moitié de la valeur totale des expéditions de produits alimentaires transformés.

CONSOMMATEURS

- Les Canadiens ont dépensé 195,7 milliards de dollars en aliments, en boissons et en produits du tabac en 2014. Il s'agit de la deuxième plus importante catégorie de dépenses des ménages, après le logement.
- Les dépenses réelles en aliments et en boissons non alcoolisées ont augmenté de 2,2 % en 2014, en partie en raison d'une légère inflation des prix de détail des aliments au Canada.
- Au Canada, les dépenses des ménages consacrées à l'alimentation diminuent depuis 1997. En 2013, l'alimentation a compté pour 10,1 % des dépenses totales des ménages au Canada.

DÉPENSES PUBLIQUES À L'APPUI DU SECTEUR

- Exprimées en dollars, les dépenses publiques (fédérales et provinciales) à l'appui du système agricole et agroalimentaire canadien devraient s'élever à 5,3 milliards de dollars en 2015-2016. Exprimées en part du PIB agricole, les dépenses publiques sont estimées à 26 % du PIB du secteur en 2015-2016. Cette part était de 25,9 % en 2014-2015.
- Les paiements de programmes et les mesures de sécurité et de contrôle composent la plus grande partie des dépenses publiques fédérales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire. Les paiements de programmes, qui représentent également la plus grande partie des dépenses publiques provinciales, continuent de constituer une part importante du soutien apporté au secteur agricole et agroalimentaire. Toutefois, les paiements de programmes ont globalement baissé durant les années 2003-2004 à 2014-2015, mais ils devraient légèrement augmenter durant l'exercice 2015-2016.
- Les investissements publics en recherche et développement (R et D) dans le secteur agricole et agroalimentaire sont une importante source d'innovation et stimulent la productivité. Ces dépenses, dont la plupart sont engagées par le gouvernement fédéral, devraient augmenter de 7,1 % pour s'établir à 649,5 millions de dollars en 2015-2016.
- En pourcentage des recettes agricoles brutes, les dépenses publiques du Canada consacrées à la R et D dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont connu un recul depuis 2007. Elles sont toutefois toujours supérieures aux chiffres enregistrés aux États-Unis, mais inférieures à ceux enregistrés en Australie.

SECTION A

Section spéciale

SECTION A1

Exploitation des ressources naturelles et environnement

Introduction:

L'agriculture peut être à la fois une source d'émissions et un puits de gaz à effet de serre (GES). En 2013, l'agriculture était à l'origine d'environ 10 % des émissions canadiennes de GES. Si l'on tient compte de l'ensemble des sources et des puits, les émissions canadiennes de GES sont restées relativement stables entre 1990 et 2013.

L'agriculture est en compétition avec d'autres secteurs économiques qui reposent sur l'exploitation des ressources naturelles pour l'obtention d'eau et de terres disponibles; par ailleurs, elle a des conséquences sur l'environnement, lequel est également déterminant dans la bonne santé de l'agriculture.

Seule une petite partie de la superficie totale du territoire canadien est consacrée à l'agriculture. En effet, la qualité des sols et les conditions climatiques rigoureuses rendent la majorité des sols du pays impropres à la culture agricole. La superficie des terres agricoles du Canada a légèrement baissé au cours des 20 dernières années, car des terres peu productives ont cessé d'être exploitées et d'autres ont été cédées à l'expansion urbaine.

Même si elle représente une faible part de l'utilisation d'eau totale, l'agriculture est la plus grande consommatrice d'eau, dans la mesure où elle n'en renvoie pas beaucoup à sa source originale.

Le Canada se caractérise par une absence de stress hydrique à l'échelle nationale, malgré des variations régionales et des problèmes localisés.

Les émissions agricoles sont relativement stables, mais le secteur reste intensif en émissions comparativement à d'autres secteurs de l'économie.

En 2013, 10,3 % des émissions nationales de GES ont été imputables à la production primaire de produits agricoles (ce qui exclut l'utilisation des terres agricoles), laquelle a représenté 1,2 % du PIB du Canada.

Les émissions de GES dues aux activités agricoles sont imputables en grande partie aux processus biologiques inhérents à l'élevage et aux cultures agricoles. Par rapport à d'autres secteurs, le secteur agricole est intensif en émissions.

La fabrication des engrais et les machines utilisées dans le secteur agricole émettent du dioxyde de carbone (CO₂). Ces rejets indirects de CO₂ sont rapportés dans d'autres secteurs manufacturiers et ne sont donc pas comptabilisés dans les émissions du secteur agricole.

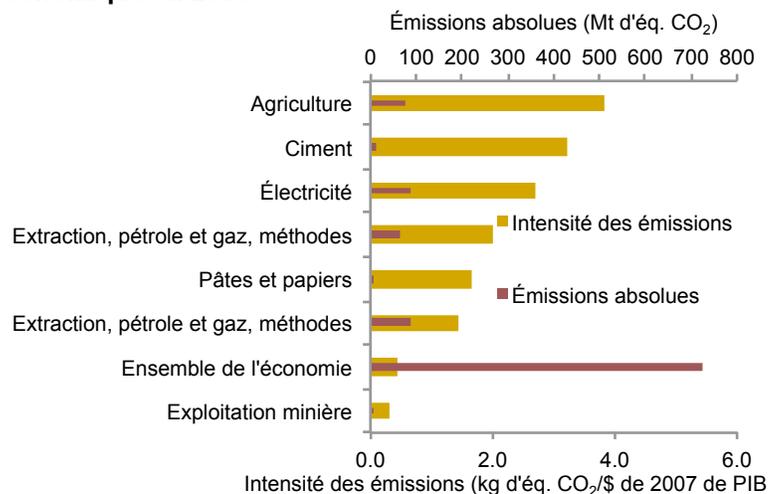
Les émissions de GES du secteur agricole canadien ont légèrement baissé entre 1990 et 2013, lorsque toutes les sources et les puits sont considérés.

En valeur absolue, si l'on tient compte des émissions et des absorptions des cultures agricoles, de l'élevage de bétail, de l'utilisation des ressources énergétiques par les exploitations agricoles et de l'utilisation des terres agricoles, les émissions absolues de GES du secteur agricole canadien ont baissé de 4,4 % (3,11 millions de tonnes ou Mt) entre 1990 et 2013.

L'intensité des émissions, mesurée par la quantité de GES émis par unité d'activité économique (\$ de PIB), a baissé de façon encore plus marquée durant la même période, soit de 5,2 kg à 3,4 kg d'équivalent CO₂ par dollar de PIB agricole, une baisse de 33,5 %. Les gains de productivité et l'évolution des pratiques de gestion enregistrés au fil du temps permettent d'expliquer cette baisse considérable de l'intensité des émissions. Ces résultats sont indicateurs de l'efficacité accrue de la production agricole.

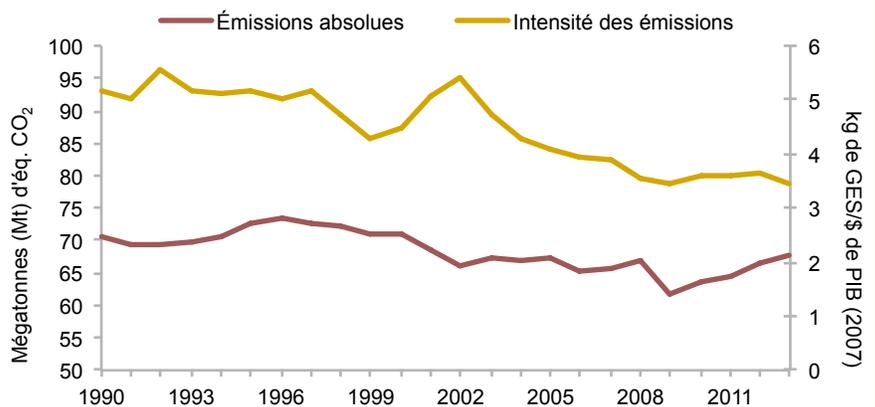
En comparaison, en 2013, l'intensité des émissions du secteur agricole aux États-Unis a été de 3,8 kg d'équivalent CO₂ par dollar américain de 2007 (calculs d'AAC à partir de données de l'EPA et du USDA).

Graphique A.1
Émissions de GES et intensité des émissions par secteur économique en 2013



Source : Environnement Canada, Rapport d'inventaire national 1990-2013, Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0031.

Graphique A.2
Émissions absolues et intensité des émissions du secteur agricole 1990-2013



Source : Environnement Canada, Rapport d'inventaire national 2015; Ressources naturelles Canada Base de données nationale sur la consommation d'énergie, 1990-2012.

L'évolution de l'utilisation des terres et des pratiques de gestion des terres au cours des vingt dernières années a permis d'améliorer la séquestration du carbone dans les sols et de réduire les émissions dues à l'utilisation des terres.

La réduction des émissions de GES dues à l'utilisation des terres entre 1990 et 2013 (- 17 Mt) a été partiellement neutralisée par l'accroissement des émissions dues à l'élevage et aux cultures agricoles (+ 11 Mt) et la consommation d'énergie des exploitations agricoles (+ 3 Mt) durant la même période.

Les principaux facteurs qui expliquent l'augmentation des émissions de GES dues à l'élevage et aux cultures agricoles sont la croissance des populations de bovins de boucherie et de porcs, et l'augmentation de l'épandage d'engrais synthétiques dans les Prairies.

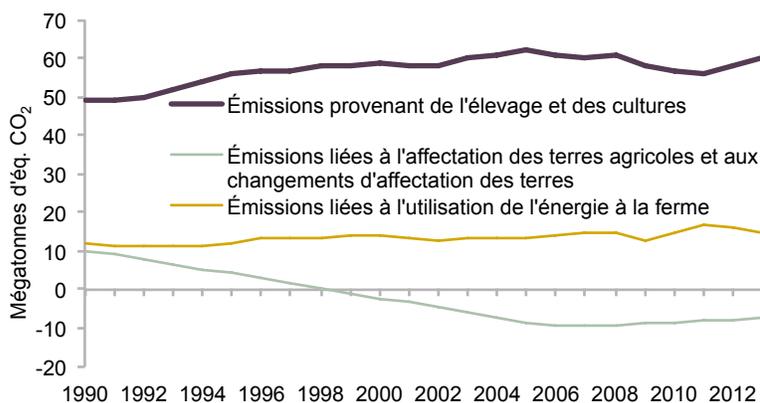
Ces vingt dernières années, l'évolution importante des pratiques de gestion des terres a permis de réduire les émissions de GES et d'améliorer la séquestration du carbone dans les sols.

Les changements dans la gamme des cultures, l'utilisation réduite des jachères d'été, les pratiques de travail du sol et la baisse de la superficie convertie en terres arables expliquent la diminution (- 17 Mt) des émissions nettes de GES résultant de l'exploitation des terres agricoles.

Entre 1991 et 2011, la superficie des terres en jachère d'été a diminué de 74 % et la superficie des terres sans travail du sol et en travail réduit du sol a augmenté de 165 % (Recensement de l'agriculture de 2011).

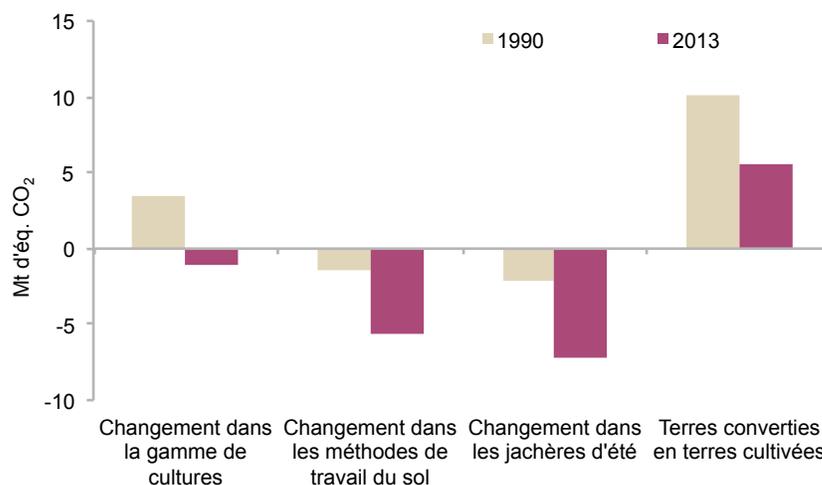
Durant la même période, la superficie consacrée aux cultures vivaces a augmenté et la superficie convertie en terres arables a diminué.

Graphique A.3
Tendances en matière d'émissions par catégorie, 1990-2013



Source : Environnement Canada, Rapport d'inventaire national 2015 et Ressources naturelles Canada, Base de données nationale sur la consommation d'énergie, 1990-2012.

Graphique A.4
Émissions et absorptions associées aux changements dans l'aménagement des terres, 1990 et 2013



Source : Environnement Canada, Rapport d'inventaire national 2015.

Les émissions du secteur agricole devraient rester relativement stables.

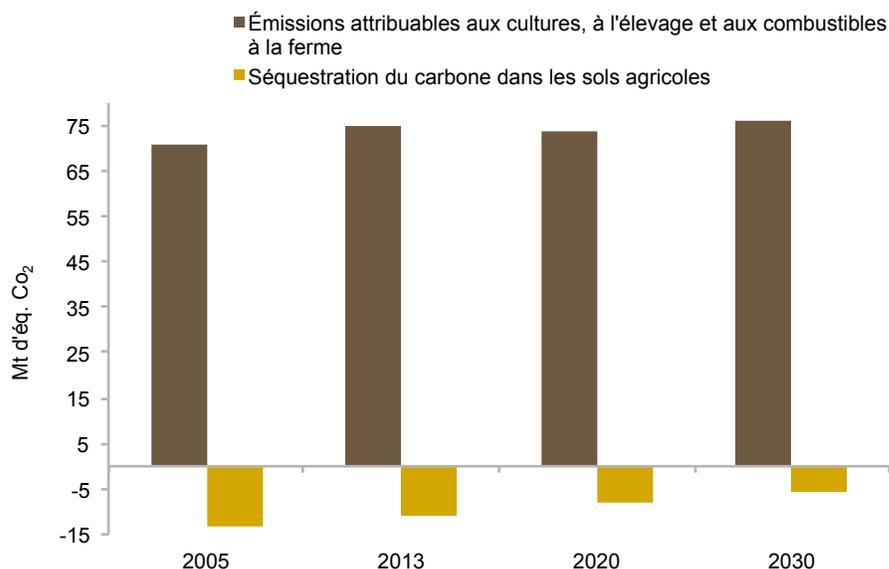
Selon les estimations, les émissions du secteur agricole ne devraient augmenter que légèrement.

Les émissions de GES provenant des cultures, de l'élevage et de la consommation de carburant devraient demeurer relativement constantes au cours des quinze prochaines années, passant de 75 Mt en 2013 à 76 Mt en 2030.

Le taux annuel de séquestration du carbone dans les sols cultivés devrait passer de 11 Mt en 2013 à 6 Mt en 2030. Cette baisse s'explique par le fait que le puits de carbone dans le sol approche de l'équilibre et que l'adoption supplémentaire de pratiques de séquestration du carbone, comme la culture sans travail du sol, a une portée limitée.

Les prévisions d'émissions ont été générées à l'aide de deux modèles : le Modèle agricole régional canadien, avec lequel on a estimé les schémas d'exploitation des ressources par le secteur agricole, et le Système de surveillance, de comptabilisation et de rapports sur les GES d'origine agricole du Canada (SSCR-AgCan), avec lequel on a effectué les estimations correspondantes d'émissions/absorptions des terres cultivées à partir des méthodes du deuxième volet utilisées pour produire les estimations historiques indiquées dans le Rapport d'inventaire national de 2015. Des schémas prévisionnels d'exploitation des ressources agricoles ont été générés en créant un indice jusqu'en 2024 dans lequel le Modèle agricole régional canadien a été aligné sur les projections de production des récoltes et du bétail des perspectives à moyen terme de 2015 d'Agriculture et Agroalimentaire Canada fondées sur les prévisions économiques jusqu'en 2024. L'indice de 2024 a ensuite été utilisé comme indicateur des schémas d'exploitation des ressources en 2030.

Graphique A.5
Émissions de GES d'origine agricole projetées, 2005-2030



Source : Environnement et Changement climatique Canada, Deuxième rapport biennal du Canada, 2016.

La proportion de la superficie totale des terres utilisées à des fins agricoles au Canada est faible et en légère baisse depuis 1971.

La superficie totale des terres agricoles était de 64,8 millions d'hectares en 2011, soit 7 % du territoire canadien.

Les terres agricoles de grande qualité sont principalement concentrées en Ontario et dans les Prairies.

De nombreux facteurs expliquent pourquoi le territoire, pourtant vaste, ne convient pas à l'exploitation agricole, notamment les conditions climatiques défavorables, la fertilité limitée des sols et la topographie.

Graphique A.6
Étendue spatiale de l'activité agricole canadienne, 2011



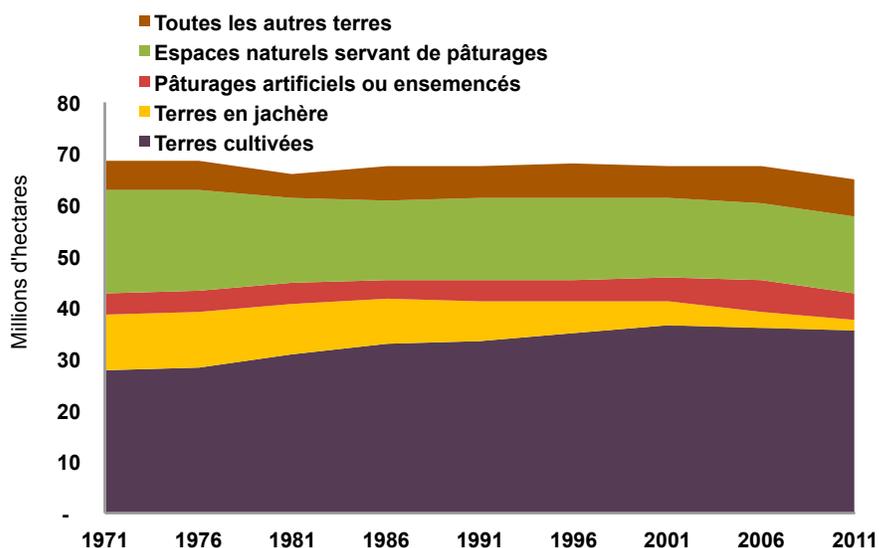
Source : Ensembles de données géospatiales, AAC.

La superficie totale des terres agricoles a légèrement baissé (5 %) entre 1971 et 2011. En effet, des terres agricoles peu productives ont cessé d'être exploitées et une partie a été cédée à l'expansion urbaine.

La principale catégorie d'affectation des terres agricoles est celle des terres cultivées, qui ont affiché une hausse de 27 % entre 1971 et 2011. À contrario, la superficie des terres en jachère d'été a baissé de 80 % au cours de la même période, en raison de l'adoption accrue de pratiques d'agriculture de conservation telles que la culture sans travail du sol et la culture continue.

La superficie des terres naturelles réservées au pâturage a diminué de 27 % entre 1971 et 2011, tandis que la superficie consacrée aux pâturages artificiels ou ensemencés a augmenté de 34 % durant la même période.

Graphique A.7
Affectation des terres agricoles, 1971-2011



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2011.

La superficie des terres agricoles de grande qualité est limitée au Canada et certaines parcelles de ces terres sont actuellement utilisées à des fins non agricoles.

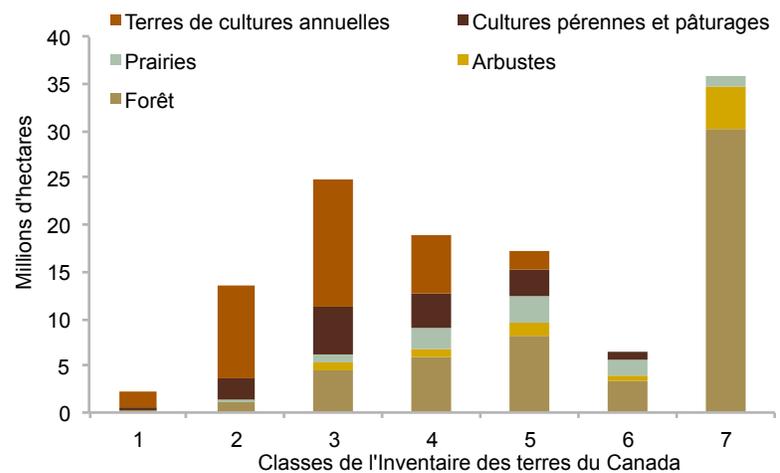
Les terres agricoles du territoire canadien sont répertoriées dans l'une des sept classes de l'Inventaire des terres du Canada (ITC). La classe 1 répertorie les sols de meilleure qualité, ne comportant aucune limitation importante à la production agricole tandis que la classe 7 répertorie les sols n'offrant aucune possibilité pour la culture ni pour le pâturage permanent.

La superficie des terres agricoles de grande qualité (classes de l'ITC 1, 2 et 3) est limitée au Canada et certaines parcelles de ces terres sont actuellement utilisées à des fins non agricoles (p. ex. arbustes ou forêts).

Le Canada pourrait développer davantage ses activités agricoles, mais les parcelles de terre couvertes d'arbustes ou de forêts sont importantes pour des raisons récréatives et environnementales (biodiversité, habitat faunique, esthétique du paysage et cycles de l'eau et du carbone). De plus les arbustes et les forêts servent également de brise-vent et de sources de produits du bois.

La plupart des terres des classes 4 à 6 sont dispersées et éloignées des infrastructures agricoles telles que silos, gares de transport ferroviaire et usines de transformation.

Graphique A.8
Couverture des terres agricoles par classe de l'Inventaire des terres du Canada (ITC), 2000



Source : Couverture des terres au Canada, AAC, vers 2000, Ted Huffman.

L'agriculture est responsable d'une petite proportion de l'utilisation totale de l'eau, mais est le principal consommateur d'eau au pays.

En 2013, l'agriculture a été à l'origine de 5 % de l'utilisation globale de l'eau, soit 2 007 millions de mètres cubes, une baisse de 15 % par rapport aux 2 366 millions de mètres cubes enregistrés en 2009.

Une grande variété de secteurs utilisent et consomment de l'eau au Canada. L'utilisation de l'eau regroupe toutes les utilisations d'eau, que celle-ci soit consommée ou rendue à sa source originale.

La production, le transport et la distribution d'électricité ont utilisé 25 635 millions de mètres cubes d'eau, soit 68 % de l'eau utilisée en 2013.

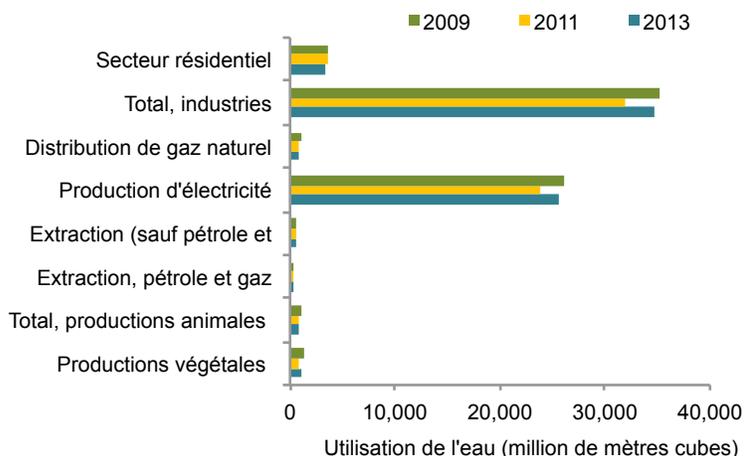
La consommation par l'agriculture d'eau de rivières et de lacs et d'eau souterraine est considérable par rapport à celle des autres secteurs économiques.

La consommation d'eau désigne l'eau captée, mais non rendue directement à sa source originale.

En 2009, l'agriculture a consommé environ 2 milliards de mètres cubes d'eau, soit 84 % de l'eau qu'elle a utilisée.

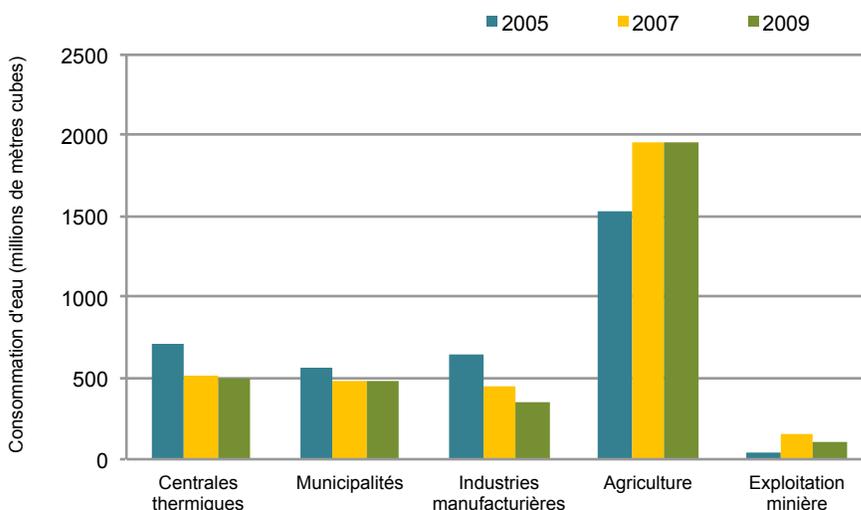
La production d'énergie thermique et les municipalités ont consommé respectivement 507 millions de mètres cubes et 480 millions de mètres cubes d'eau en 2009.

Graphique A.9
Utilisation de l'eau par secteur, 2009-2013



Source : Statistique Canada, Compte physique de flux d'utilisation de l'eau.

Graphique A.10
Consommation d'eau par secteur, 2005-2009



Source : Environnement Canada (2004, 2006, 2009), Enquête sur l'eau potable et les eaux usées des municipalités. Statistique Canada (2005, 2007, 2009), Tableau CANSIM 153-0101 - Utilisation de l'eau au Canada, selon le secteur, aux 2 ans.

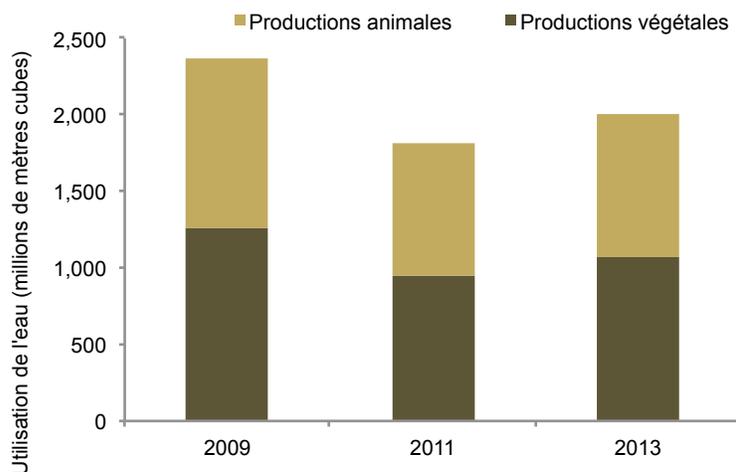
Les cultures agricoles et l'élevage d'animaux absorbent une proportion égale de l'eau utilisée dans l'agriculture tandis que le nombre d'exploitations irriguées a diminué au fil du temps.

Les productions végétales et animales ont utilisé 2 007 millions de mètres cubes d'eau en 2013.

Entre 2009 et 2013, l'utilisation d'eau par l'agriculture a baissé de 15 %.

Les productions animales et végétales ont utilisé de l'eau à part presque égale durant cette période.

Graphique A.11
Utilisation de l'eau en agriculture au Canada, 2009-2013



Source : Statistique Canada, Compte physique de flux d'utilisation de l'eau.

En 2014, 5 855 exploitations agricoles ont déclaré avoir recours à l'irrigation, soit environ 3 % des exploitations canadiennes.

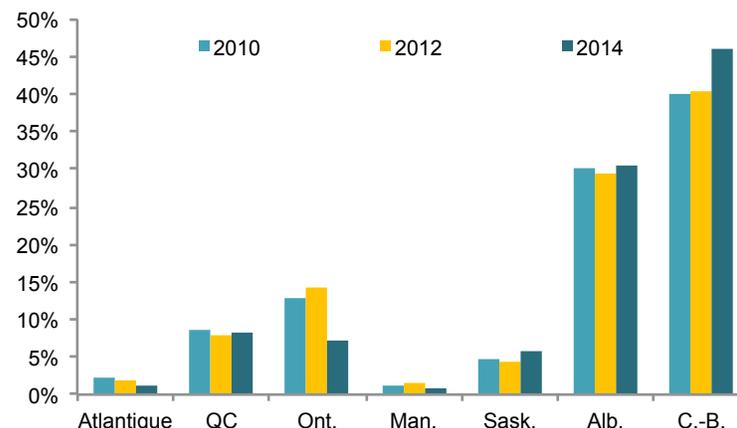
À l'échelle nationale, le nombre d'exploitations agricoles qui ont eu recours à l'irrigation en 2014 a considérablement baissé (24 %) par rapport à 2010. Cette baisse est en partie due à la consolidation des exploitations.

La Colombie-Britannique comptait le plus grand nombre d'exploitations ayant recours à l'irrigation en 2014 (2 695, soit 46 % des exploitations).

L'Alberta s'est classée, cette même année, au deuxième rang en nombre d'exploitations ayant recours à l'irrigation (1 795, soit 31 % des exploitations).

La proportion d'exploitations ayant recours à l'irrigation a augmenté entre 2010 et 2014 en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique, et a baissé au Manitoba, en Ontario, au Québec et dans les provinces de l'Atlantique.

Graphique A.12
Proportion des fermes irriguées par rapport au nombre total de fermes, par province, 2010-2014



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'eau dans l'agriculture.

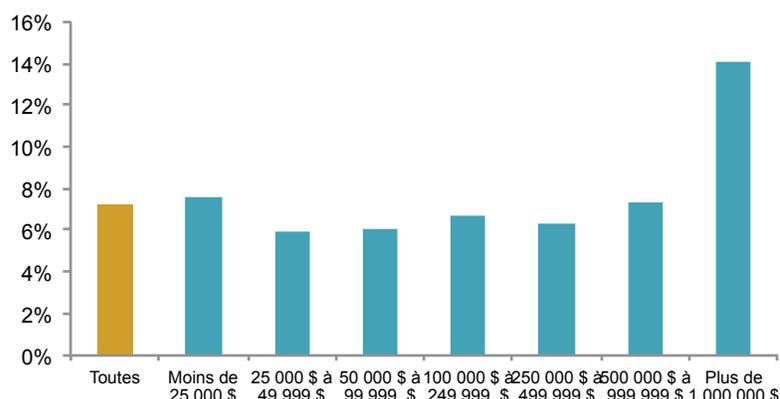
L'ampleur de l'irrigation varie selon la taille des exploitations et le type d'exploitation.

Les exploitations agricoles les plus grandes sont plus susceptibles de recourir à l'irrigation.

En 2011, environ 14 % des très grandes exploitations (celles ayant des recettes brutes de 1 000 000 \$ et plus) ont déclaré avoir recours à l'irrigation.

Au contraire, seulement environ 7 % des petites et moyennes exploitations (ayant des recettes brutes de moins de 1 000 000 \$) ont eu recours à l'irrigation.

Graphique A.13
Proportion des fermes irriguées selon la taille de la ferme, 2011



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2011.

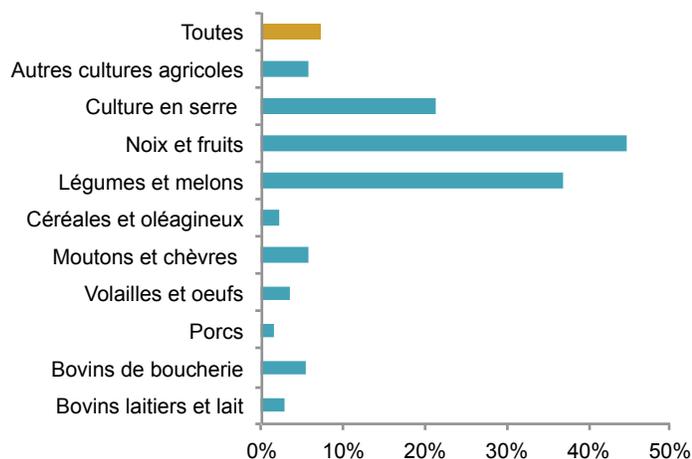
Les exploitations fruitières et productrices de noix ont déclaré le taux d'irrigation le plus important.

Tous les types d'exploitations agricoles ont eu recours à l'irrigation en 2011. Les exploitations fruitières et productrices de noix sont les plus susceptibles de recourir à l'irrigation : 45 % d'entre elles ont déclaré recourir à l'irrigation, contre 37 % des exploitations maraîchères et productrices de melons et 21 % des exploitants de serres, des pépiniéristes et des producteurs de fleurs.

Moins de 6 % des autres types d'exploitations ont déclaré avoir recours à l'irrigation.

Plus l'exploitation est grande, plus elle est susceptible de recourir à l'irrigation. Sept grandes exploitations fruitières et productrices de noix sur dix (72 %) ayant des recettes agricoles brutes de 1 000 000 \$ et plus ont eu recours à l'irrigation, tandis que 36 % seulement des petites exploitations de ce type ayant des recettes agricoles brutes de moins de 25 000 \$ ont indiqué recourir à l'irrigation.

Graphique A.14
Proportion des fermes irriguées par type de ferme, 2011



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2011.

Une très petite proportion de la superficie agricole totale est irriguée, les cultures de grande production et les cultures fourragères utilisant le plus de superficie et d'eau.

En 2014, 586 000 hectares de terres cultivées ont été irrigués, soit 1,6 % de la superficie agricole totale.

Les cultures de grande production occupaient 60 % de la superficie cultivée irriguée, suivies des cultures fourragères (34 %, luzerne, foin et pâturages améliorés) et de la culture des fruits (3 %) et des légumes (3 %).

La superficie totale qui est cultivée et irriguée a augmenté de 11 % en 2014 par rapport à 2010, principalement à cause de l'augmentation de la superficie irriguée dédiée aux cultures fourragères (33 %).

La superficie irriguée consacrée aux cultures de grande production et aux fruits a augmenté respectivement de 6 % et de 18 %, tandis que celle consacrée aux légumes a diminué de 51 % entre 2010 et 2014.

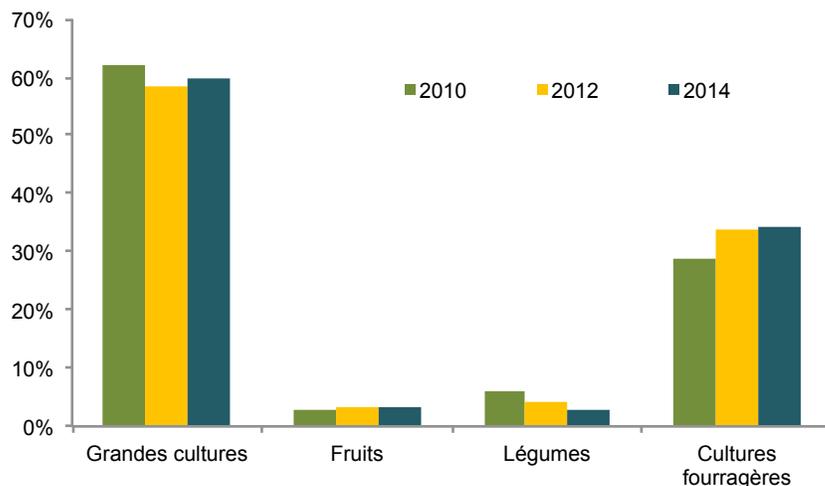
Les producteurs agricoles ont utilisé 1,67 milliard de mètres cubes d'eau pour l'irrigation en 2014, environ la même quantité que celle déclarée en 2012, mais le double de celle de 2010.

L'augmentation de l'utilisation de l'eau pour l'irrigation s'explique en partie par la sécheresse des dernières années dans certaines régions du pays.

L'utilisation d'eau pour les cultures de grande production et les cultures fourragères a doublé entre 2010 et 2014.

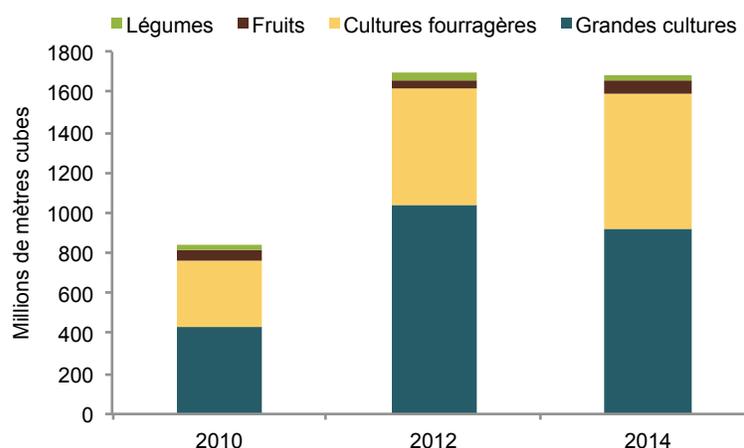
L'utilisation d'eau pour les cultures fruitières a augmenté de 22 % durant la même période tandis que l'utilisation d'eau pour les cultures maraîchères a été relativement stable.

Graphique A.15
Pourcentage de la superficie irriguée par type de culture, 2010-2014



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'eau dans l'agriculture.

Graphique A.16
Utilisation de l'eau d'irrigation par type de culture, 2010-2014



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'eau dans l'agriculture.

Les trois quarts des terres cultivées irriguées du Canada sont situées en Alberta et la moitié de toutes les exploitations agricoles qui ont recours à l'irrigation utilisent des sources d'eau situées à l'extérieur de l'exploitation

En 2014, 74 % des 586 000 hectares de terres cultivées irriguées du Canada étaient situés en Alberta.

Entre 2010 et 2014, la province a affiché une hausse de 22 % de sa superficie de terres cultivées irriguées.

En 2014, la Colombie-Britannique s'est classée au deuxième rang en superficie de terres cultivées irriguées (68 000 hectares), soit 12 % des terres cultivées irriguées du pays. Entre 2010 et 2014, la province a affiché une baisse (11 %) de sa superficie de terres cultivées irriguées.

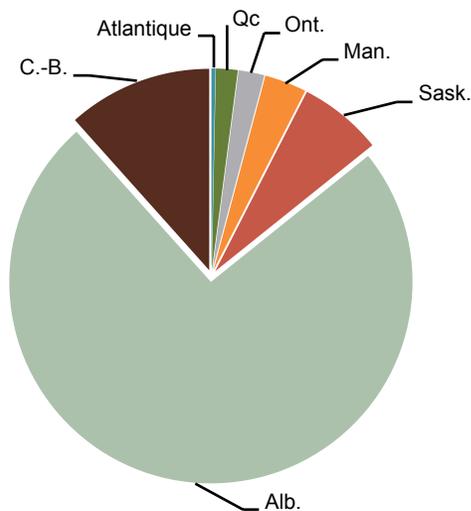
Les différences de régimes climatiques, la disponibilité de l'eau de surface, les types de cultures et les pratiques agricoles peuvent engendrer des écarts de superficies irriguées selon les régions et les périodes.

En 2014, la moitié (51 %) des exploitations agricoles qui ont eu recours à l'irrigation ont utilisé des sources d'eau situées hors de l'exploitation.

L'eau de surface dont la source est située sur l'exploitation agricole a été la deuxième source d'eau utilisée par 40 % des exploitations pratiquant l'irrigation. Vingt pour cent (20 %) des exploitations recourant à l'irrigation ont utilisé l'eau souterraine.

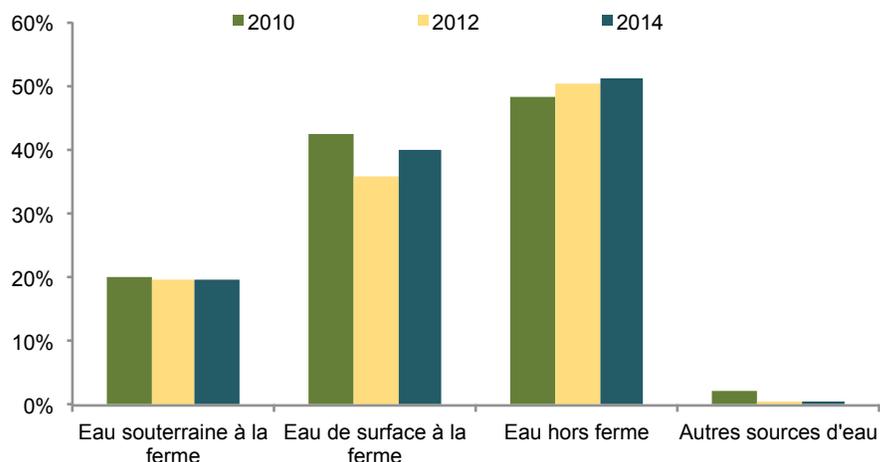
Les exploitations agricoles de la plupart des provinces de l'Ouest canadien déclarent plus fréquemment utiliser de l'eau captée hors de l'exploitation, tandis que celles de l'Est du pays utilisent généralement des sources d'eau de surface situées sur l'exploitation aux fins d'irrigation.

Graphique A.17
Proportion des terres cultivées irriguées au Canada, par province, 2014



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'eau dans l'agriculture.

Graphique A.18
Proportion des fermes irriguées par source d'eau d'irrigation, 2010-2014



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'eau dans l'agriculture.

Les quatre cinquièmes des exploitations agricoles ayant recours à l'irrigation pratiquent l'irrigation par aspersion et la grande majorité des exploitations pratiquant l'irrigation adoptent des pratiques d'économie d'eau et d'énergie.

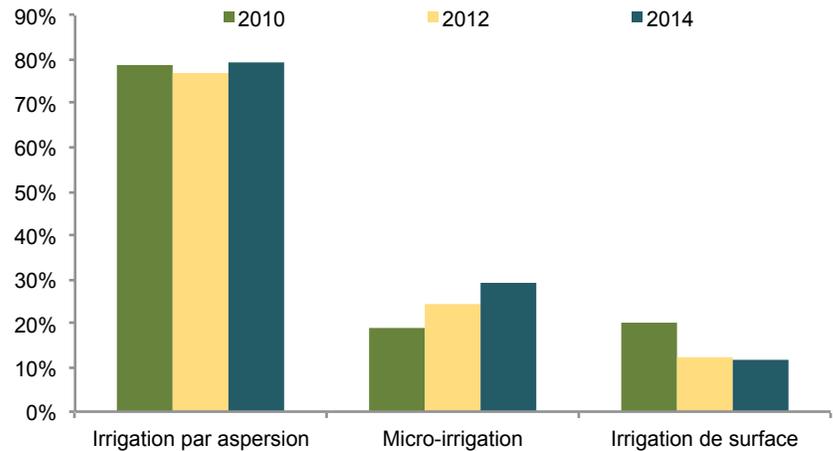
Les exploitations appliquent diverses méthodes d'irrigation, mais la plupart utilisent l'irrigation par aspersion.

Les exploitations agricoles ont recours à différents modes d'irrigation, selon la disponibilité des sources d'eau et la localisation de l'exploitation.

En 2014, 79 % des exploitations agricoles ayant recours à l'irrigation ont pratiqué l'irrigation par aspersion, 29 % ont pratiqué l'irrigation au goutte-à-goutte et 12 % ont pratiqué l'irrigation de surface.

Le nombre d'exploitations agricoles pratiquant l'irrigation par aspersion et l'irrigation de surface a baissé respectivement de 27 % et de 58 % entre 2010 et 2014, tandis que le nombre d'exploitations pratiquant l'irrigation au goutte-à-goutte, qui consiste à apporter l'eau selon un faible débit, a augmenté de 9 % durant la même période.

Graphique A.19
Proportion des fermes irriguées par méthode d'irrigation, 2010-2014



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'eau dans l'agriculture.

Les quatre cinquièmes des exploitations agricoles ayant recours à l'irrigation pratiquent l'irrigation par aspersion et la grande majorité des exploitations pratiquant l'irrigation adoptent des pratiques d'économie d'eau et d'énergie.

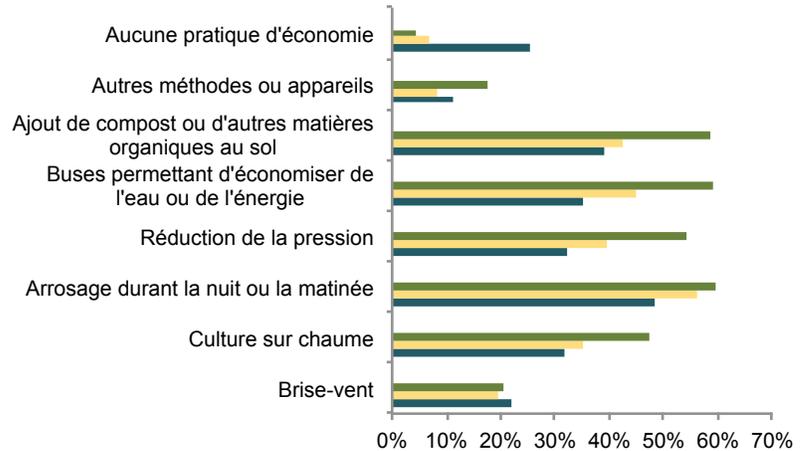
En 2014, 96 % des exploitations ayant recours à l'irrigation ont utilisé au moins une pratique d'économie d'eau et d'énergie, ce qui représente une hausse considérable par rapport à 2010, où les trois quarts des exploitations ayant recours à l'irrigation ont appliqué de telles méthodes.

En 2014, les pratiques d'économie d'eau ont englobé : l'arrosage nocturne ou matinal, l'utilisation de buses permettant d'économiser l'eau ou l'énergie, et l'incorporation de compost ou d'autres matières organiques à la terre. Presque 6 exploitations agricoles ayant recours à l'irrigation sur 10 (59 %) ont utilisé au moins l'une de ces pratiques.

Le nombre d'exploitations agricoles irriguées pratiquant la réduction de la pression de l'eau ou utilisant des buses permettant d'économiser l'eau ou l'énergie a augmenté respectivement de 21 % et de 22 % entre 2010 et 2014.

Le nombre d'exploitations agricoles laissant le chaume dans les champs et incorporant du compost ou d'autres matières organiques à la terre a augmenté d'environ 8 % durant la même période. Cette augmentation peut être due à la hausse de la superficie consacrée à la culture sans travail du sol depuis quelques années.

Graphique A.20
Proportion des fermes irriguées selon des pratiques d'économie d'eau et d'énergie, 2010-2014



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'eau dans l'agriculture.

SECTION B

PIB et emploi

SECTION B

PIB et emploi

Introduction:

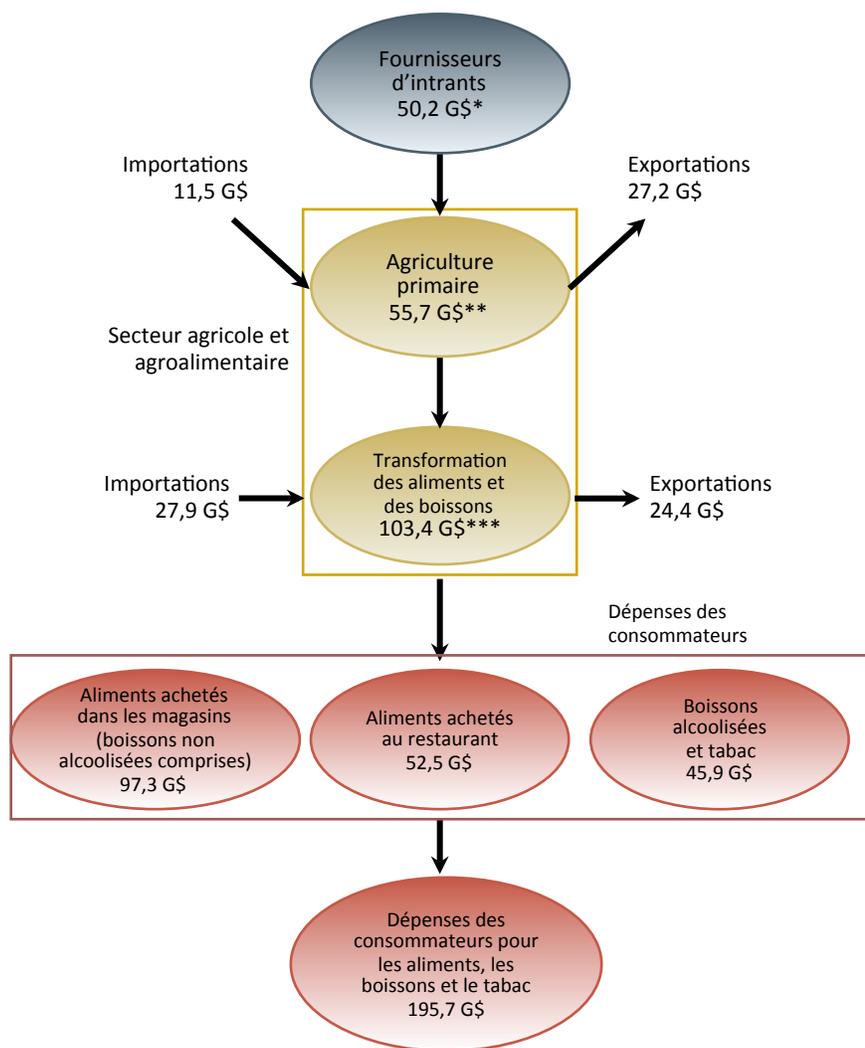
Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne d'approvisionnement complexe et intégrée qui englobe les fournisseurs d'intrants et de services, les producteurs agricoles, les transformateurs d'aliments et de boissons, les détaillants et les grossistes en alimentation, ainsi que les fournisseurs de services alimentaires. Le système agricole et agroalimentaire a un apport direct et indirect considérable au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi au Canada.

En 2014, ce système a contribué au PIB du Canada à hauteur de 6,6 % et a fourni 1 emploi sur 8. Le PIB de ce système a augmenté chaque année depuis 2007, sauf durant la récession économique de 2009. Les industries de la vente au détail d'aliments et de la restauration ont connu la plus forte croissance, alors que celle de l'agriculture primaire et de la transformation d'aliments et de boissons a été moins substantielle. En 2013, l'emploi a aussi poursuivi sa tendance à la hausse dans la plupart des secteurs du système agricole et agroalimentaire.

Le système agricole et agroalimentaire canadien produit, transforme et distribue des produits destinés à être consommés au Canada et à l'étranger.

Le système agricole et agroalimentaire est un système complexe, intégré et concurrentiel constitué de fournisseurs d'intrants, de producteurs primaires (agriculteurs), de transformateurs d'aliments et de boissons, de grossistes, de détaillants et de consommateurs.

Graphique B.1
Système agricole et agroalimentaire, 2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Remarque : *Mesure la valeur des intrants achetés par le secteur de l'agriculture primaire.

**Mesure la valeur de la production agricole (recettes du marché agricoles). * Recettes montaires agricoles.

***Mesure la valeur des expéditions pour la transformation des aliments et des boissons.

Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle de premier plan dans l'économie canadienne.

En 2014, le système agricole et agroalimentaire a contribué au produit intérieur brut (PIB) à hauteur de 108,1 milliards de dollars, soit 6,6 % du PIB total du Canada.

En 2014, l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros a apporté la plus forte contribution au PIB du système agricole et agroalimentaire : 28,7 milliards de dollars, soit 1,8 % du PIB total du Canada.

L'industrie de la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT) (28,3 milliards de dollars, soit 1,7 % du PIB total), la restauration (23,1 milliards de dollars, soit 1,4 % du PIB total), l'agriculture primaire (18,7 milliards de dollars, soit 1,1 % du PIB total) et les fournisseurs d'intrants et de services (9,3 milliards de dollars, soit 0,6 % du PIB total).

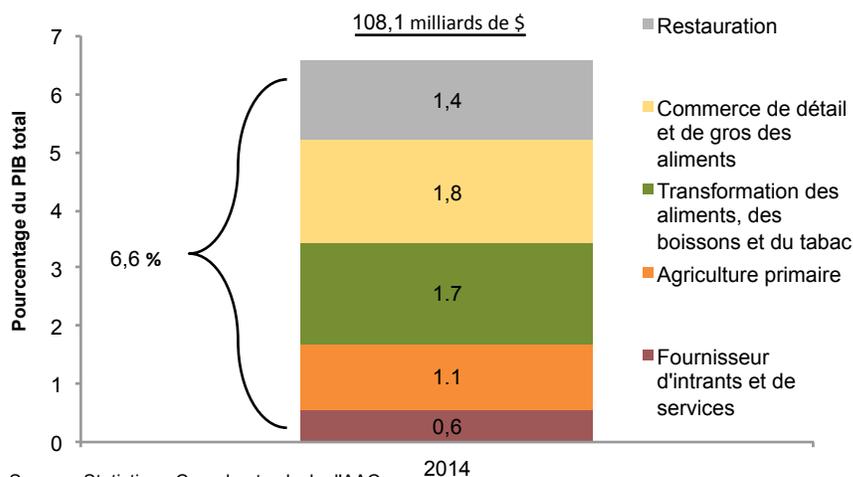
Entre 2010 et 2014, le PIB du système agricole et agroalimentaire a progressé de 6,9 %. À titre de comparaison, le PIB de l'ensemble des secteurs de l'économie canadienne a progressé de 10 % au cours de la même période.

De 2010 à 2014, le PIB du système agricole et agroalimentaire a enregistré une croissance annuelle moyenne de 1,1 %. En 2014, le PIB du système agricole et agroalimentaire a progressé de 1,2 % par rapport à celui de l'année précédente.

En 2014, le PIB généré par les fournisseurs de restauration, les détaillants et les grossistes alimentaires, les transformateurs d'ABT et les fournisseurs d'intrants et de services a augmenté respectivement de 4,5 %, de 1,8 %, de 2,5 % et de 3,2 % par rapport à l'année précédente.

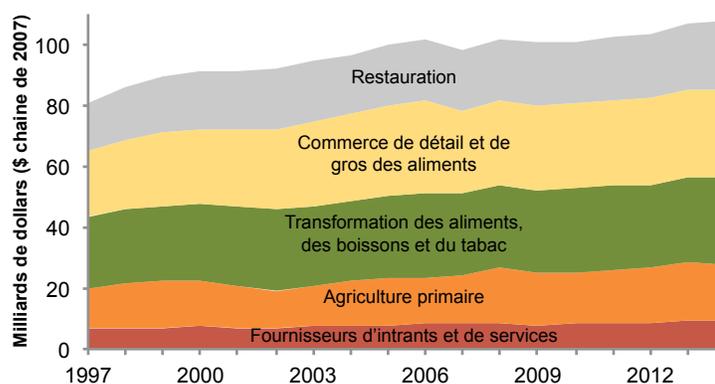
Dans le secteur agricole primaire, le PIB a diminué de 6 % par rapport à l'année précédente.

Graphique B.2
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB total, 2014*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : *Les données de 2014 pourraient être révisées.

Graphique B.3
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB 1997-2014*



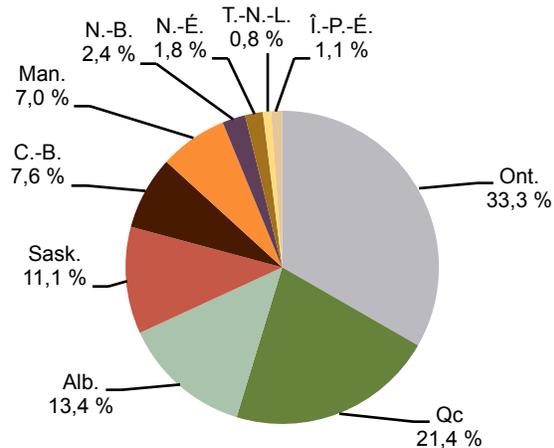
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : * Les données de 2014 pourraient être révisées.

L'agriculture primaire et la transformation des aliments sont d'importantes sources d'activité économique par la plupart des provinces.

Plus de la moitié (54,7 %) du PIB généré par l'agriculture primaire et la transformation des aliments au Canada en 2014 provenait de l'Ontario et du Québec.

L'Ontario a généré la plus grande part du PIB combiné de ces deux secteurs avec 33,3 %, tandis que le Québec et l'Alberta ont respectivement été à l'origine de 21,4 % et de 13,4 % de ce PIB.

Graphique B.4
Répartition provinciale de la contribution du secteur agricole et agroalimentaire au PIB total du Canada, 2014*



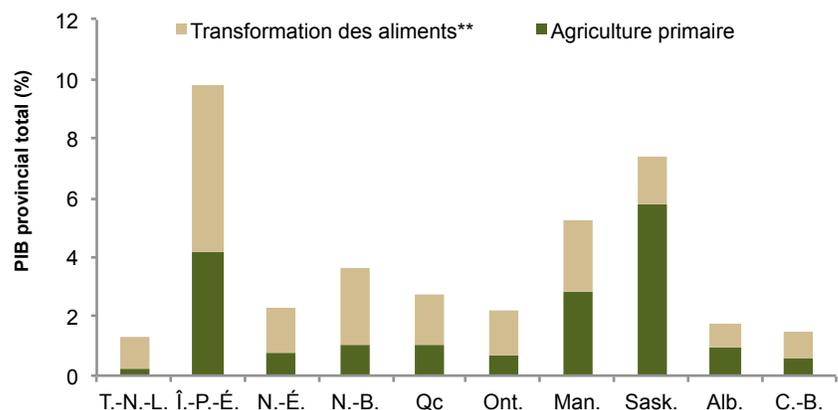
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Transformation des boissons et du tabac non comprise.
*Les données de 2014 pourraient être révisées.

La contribution des secteurs de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments au PIB provincial varie selon les provinces.

En 2014, la plus importante contribution économique des secteurs de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments a été enregistrée à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan, où elle a représenté respectivement 9,8 % et 7,4 % du PIB provincial.

À l'exception des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, la transformation des aliments a contribué à une plus grande part du PIB provincial que l'agriculture primaire.

Graphique B.5
Contribution du secteur de l'agriculture et de la transformation des aliments au PIB provincial, 2014*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : **Transformation des boissons et du tabac non comprise.
*Les données de 2014 pourraient être révisées.

Le système agricole et agroalimentaire fournit des emplois à de nombreux Canadiens.

En 2014, le système agricole et alimentaire a été à l'origine d'un emploi sur huit au Canada. Il a employé plus de 2,3 millions de personnes.

En 2014, le secteur de l'agriculture primaire a employé 275 300 personnes et a représenté 1,5 % de l'emploi au Canada. L'industrie de la transformation des ABT a employé 288 300 personnes et a représenté 1,6 % de l'emploi au Canada.

En 2014, les employeurs les plus importants du système agricole et agroalimentaire ont été l'industrie de la restauration – 1 007 100 travailleurs, soit 5,7 % de l'emploi au Canada – et l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros, qui a représenté 3,5 % de l'emploi au Canada.

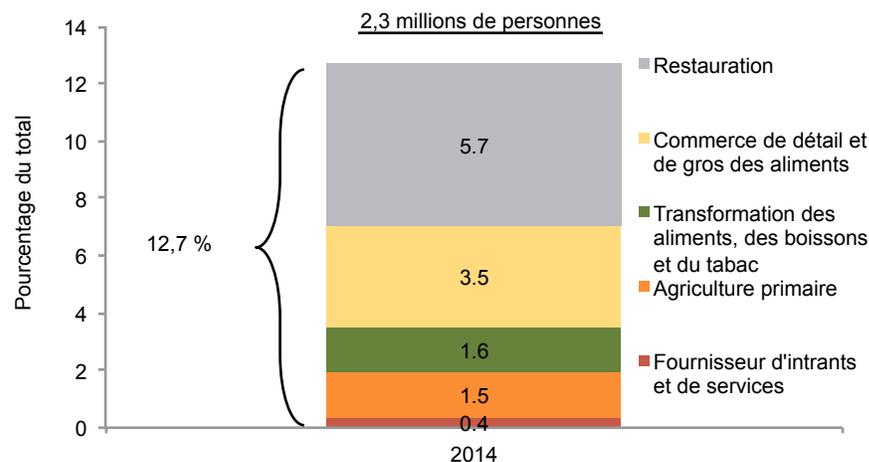
L'emploi dans le système agricole et agroalimentaire a crû de 7,2 % entre 2010 et 2014. À titre de comparaison, l'emploi dans tous les secteurs de l'économie canadienne a progressé de 4,5 % au cours de la même période.

De 2010 à 2014, l'emploi dans le système agricole et agroalimentaire a enregistré une croissance annuelle moyenne de 1,8 %. En 2014, l'emploi dans le système agricole et agroalimentaire a progressé de 3,3 % par rapport à celui de l'année précédente.

En 2014, le nombre de personnes employées par les fournisseurs de restauration, les détaillants et les grossistes alimentaires, les transformateurs d'ABT et les fournisseurs d'intrants et de services a augmenté respectivement de 6,6 %, de 2,5 %, de 1,4 % et de 1,4 % par rapport à l'année précédente.

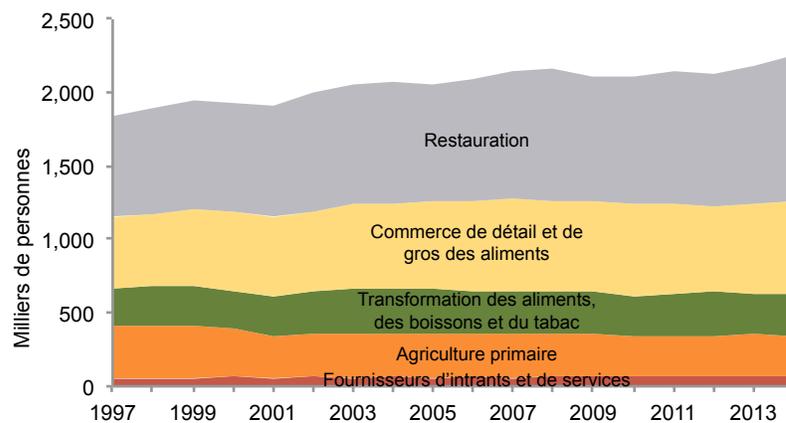
Toujours en 2014, le nombre de personnes employées par le secteur agricole primaire a diminué de 3,3 % par rapport à l'année précédente.

Graphique B.6
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Graphique B.7
Emplois dans le système agricole et agroalimentaire, 1997-2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Le système agricole et agroalimentaire est un employeur important dans la plupart des provinces.

C'est en Ontario et au Québec que se trouve la plus grande partie de la main-d'œuvre de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments.

En 2014, l'Ontario contribuait 33,5 % des emplois dans l'agriculture primaire et la transformation des aliments au Canada, alors que le Québec et l'Alberta représentaient respectivement 23,2 % et 13,9 % de ces emplois.

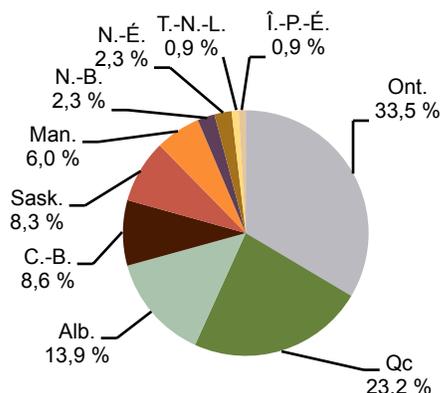
Au Canada, l'emploi dans le secteur agricole primaire et dans le secteur de la transformation des aliments a diminué de 0,6 % entre 2013 et 2014. La croissance de l'emploi a varié d'une province à l'autre : le Québec a connu la plus forte hausse (3,8 %), tandis que l'Île-du-Prince-Édouard a enregistré la baisse la plus marquée (-17,3 %).

En 2014, l'Île-du-Prince-Édouard et la Saskatchewan ont été les provinces dans lesquelles la part de l'emploi attribuable au système agricole et agroalimentaire a été la plus importante, représentant respectivement 16,6 % et 16,1 % de l'ensemble des emplois dans chacune de ces provinces.

Dans la plupart des provinces, l'industrie de la restauration a offert le plus grand nombre d'emplois dans le système agricole et agroalimentaire, suivis de l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros.

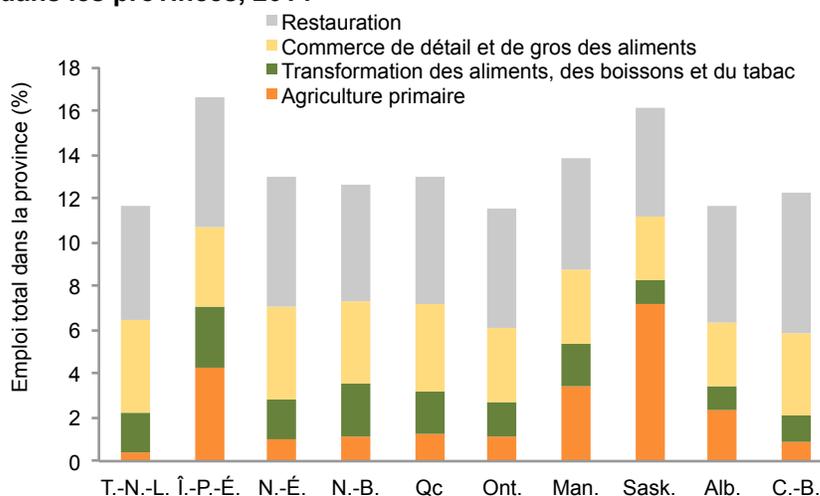
La Saskatchewan fait toutefois exception : l'agriculture primaire a constitué la plus grande source d'emploi dans la province (7,2 % des emplois). Quant à l'Île-du-Prince-Édouard et au Manitoba, l'agriculture primaire a été le deuxième employeur en importance (après la restauration).

Graphique B.8
Répartition provinciale de l'emploi dans le secteur de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments, 2014*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Transformation des boissons et du tabac non comprise.
*Les données de 2014 pourraient être révisées.

Graphique B.9
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi dans les provinces, 2014*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Les fournisseurs provinciaux d'intrants et de services ont été exclus en raison d'ententes de confidentialité conclues avec les diverses industries.
*Les données de 2014 pourraient être révisées.

SECTION C

Commerce international

SECTION C

Commerce international

Introduction:

Gros producteur de nombreux produits agricoles, le secteur agricole et agroalimentaire canadien dépend des marchés d'exportation pour continuer de croître en produisant plus que ce qui est consommé sur les marchés intérieurs. Le Canada dépend en outre des produits importés afin de satisfaire la demande des consommateurs à l'égard de divers produits agricoles et agroalimentaires tout au long de l'année.

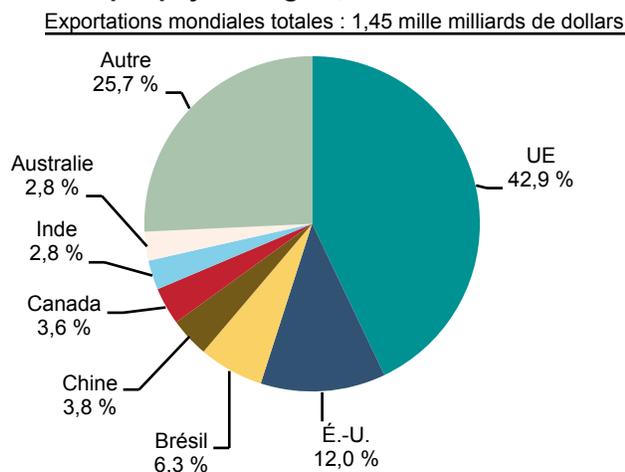
Les exportations et les importations agricoles et agroalimentaires canadiennes ont continué de croître en 2014, croissance attribuable à des prix et à des volumes plus élevés qu'en 2013. En 2014, les exportations ont totalisé 51,5 milliards de dollars, tandis que les importations se sont élevés à 39,4 milliards de dollars.

Le Canada est un acteur de premier plan sur les marchés mondiaux des produits agricoles et agroalimentaires.

En 2014, le Canada s'est classé au cinquième rang mondial des exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires, derrière l'Union européenne, les États-Unis, le Brésil et la Chine.

En 2014, grâce à des ventes à l'exportation de 51,5 milliards de dollars, le Canada a été à l'origine de 3,6 % de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires mondiales, qui a atteint 1,45 mille milliards de dollars.

Graphique C.1
Part des exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2014



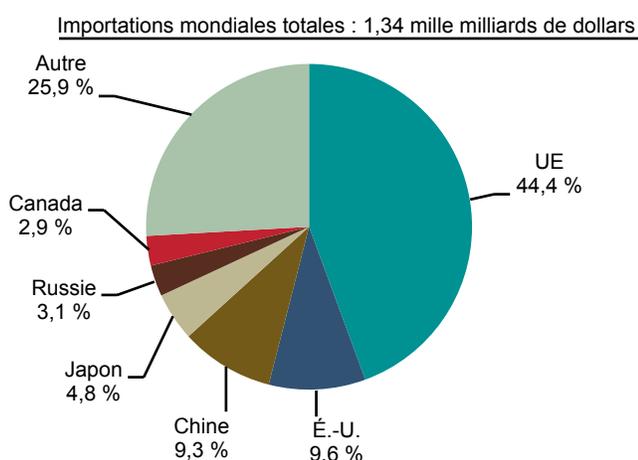
Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.
Notes : 1) Exclut les produits de la mer - frais et transformés. 2) Comprend les échanges entre les pays membres de l'UE.

Le Canada conserve le sixième rang des grands importateurs de produits agricoles et agroalimentaires, derrière l'Union européenne, les États-Unis, la Chine, le Japon et la Russie.

En 2014, le Canada a importé des produits agricoles et agroalimentaires d'une valeur de 39,4 milliards de dollars, soit 2,9 % de la valeur totale des importations mondiales, qui s'est établie à 1,34 mille milliards de dollars.

Les parts de marché de l'Union européenne reflètent les échanges entre les 28 pays membres de l'Union européenne, ainsi que les échanges entre l'Union européenne et le reste du monde.

Graphique C.2
Part des importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires selon la destination, 2014



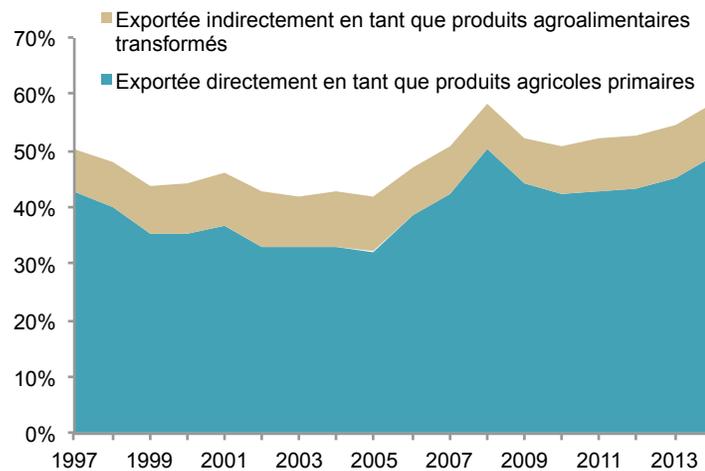
Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.
Notes : 1) Exclut les produits de la mer - frais et transformés. 2) Comprend les échanges entre les pays membres de l'UE.

Le secteur agricole et agroalimentaire canadien est fortement axé sur les exportations.

En 2014, en terme de valeur, on estime qu'environ 58 % de la valeur de la production agricole primaire canadienne est exportée, directement comme produits primaires ou indirectement comme aliments et boissons transformés.

La proportion estimée des exportations de produits agricoles primaires est passée de 47 % en 2005 à 58 % en 2008, en raison de l'augmentation de la valeur des exportations directes de produits agricoles primaires au cours de cette période. Depuis, la proportion des exportations est restée supérieure aux niveaux établis entre 1997 et 2005.

Graphique C.3
Part estimée de la production agricole primaire canadienne qui est exportée directement et indirectement, 1997-2014



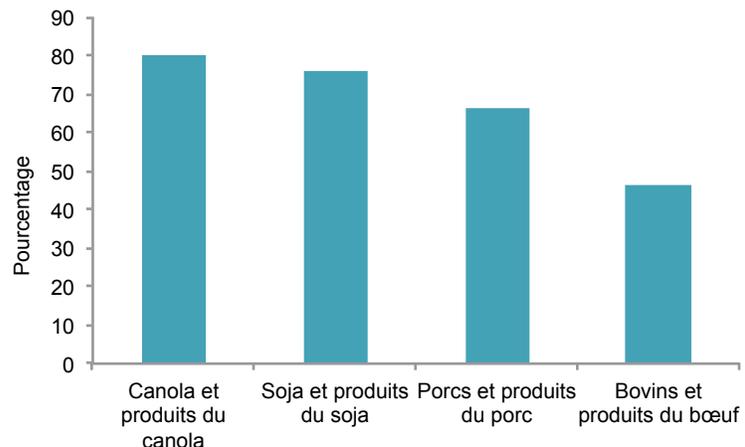
Source : AAC.

Le niveau de dépendance aux exportations varie d'un produit agricole à un autre; le canola, le soja, les porcs et les bovins étant les principaux produits destinés à l'exportation.

Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires comprennent les produits primaires, comme le blé, le canola et les animaux vivants, ainsi que les produits ayant subi une transformation ultérieure, comme la farine, l'huile de canola et la viande.

Pour ce qui est du volume, entre 2012 et 2014, 46 % des bovins et des produits du bœuf, 66 % des porcs et des produits du porc, 76 % du soja et des produits du soja et 80 % du canola et des produits du canola ont été exportés.

Graphique C.4
Part estimée des produits agricoles primaires et transformés qui sont exportés, basée sur le volume, moyenne de 2012-2014



Source : AAC.

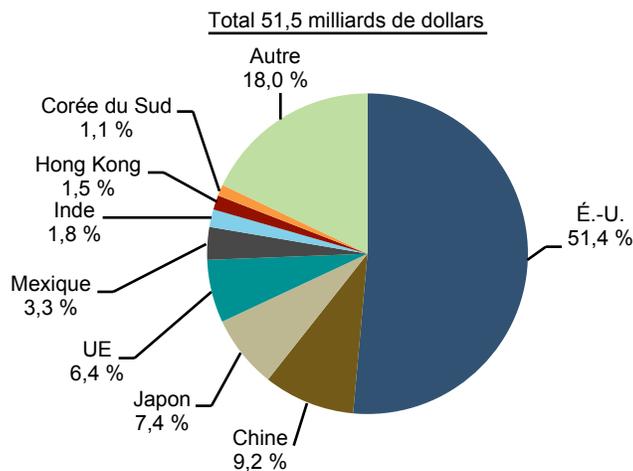
En 2014, les États-Unis sont demeurés le plus gros et le plus important partenaire commercial du Canada pour les produits agricoles et agroalimentaires.

En 2014, les États-Unis ont représenté 51,4 % de la valeur totale des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires.

La Chine, le Japon, l'Union européenne et le Mexique ont représenté une part supplémentaire de 26,3 % des exportations agricoles et agroalimentaires du Canada. Les 22,3 % restants des ventes canadiennes à l'exportation ont été absorbées par 169 autres pays.

En 2014, le Canada était la plus importante destination des importations agricoles et agroalimentaires des États-Unis (20,3 %), devant le Mexique (17,7 %).

Graphique C.5
Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon la destination, 2014

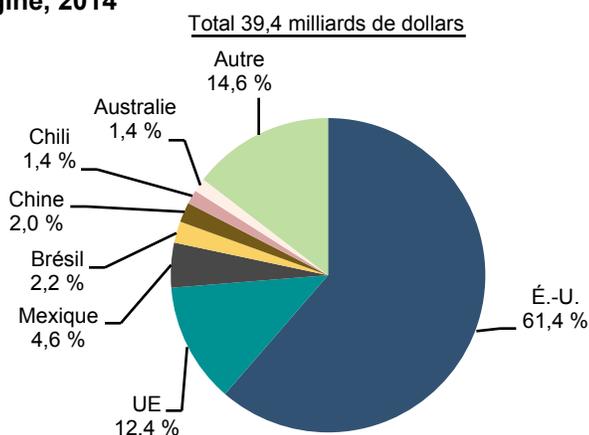


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

En 2014, les États-Unis ont représenté 61,4 % de la valeur des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires.

L'Union européenne a représenté 12,4 % des importations totales, tandis que le Mexique, le Brésil, la Chine, le Chili et l'Australie réunis ont représenté 11,6 % de la valeur des importations canadiennes.

Graphique C.6
Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2014



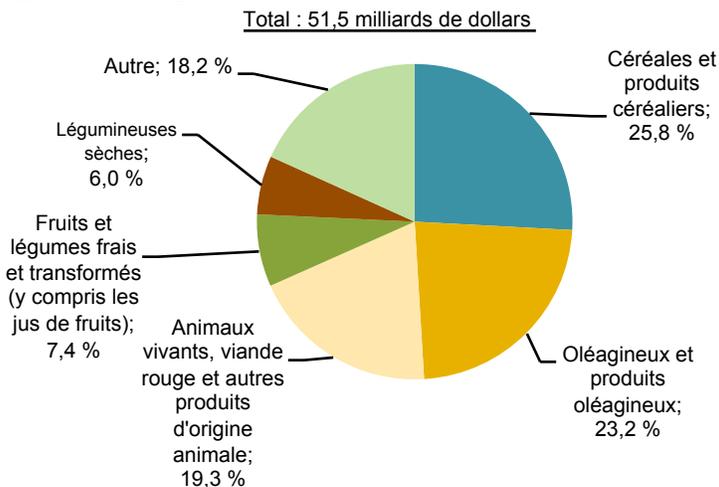
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Trois grands groupes de produits ont représenté plus des deux tiers de toutes les exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires.

Du total de 51,5 milliards de dollars des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires en 2014, les céréales et les produits céréaliers ont représenté 25,8 %, les oléagineux et les produits oléagineux, 23,2 %, et les animaux vivants, la viande rouge et les autres produits d'origine animale, 19,3 %.

Les fruits et légumes frais ou transformés, y compris les jus de fruits (7,4 %), et les légumineuses sèches (6 %) figurent parmi les autres catégories de produits agricoles et agroalimentaires les plus exportés.

Graphique C.7
Composition des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par produit, 2014



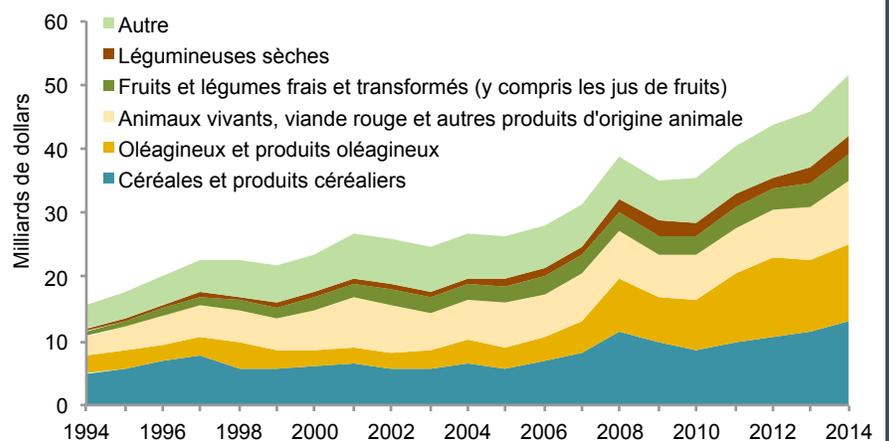
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Entre 2013 et 2014, les exportations de céréales et de produit céréaliers ont progressé de 16% pour atteindre 13,3 milliards de dollars tandis que les exportation d'oléagineux et de produit oléagineux on progressé de 5,9% pour atteindre 12 milliards de dollars.

Durant la même période, les exportations d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale ont progressé de 20,6 % pour atteindre 10 milliards de dollars, les exportations de fruits et légumes frais ou transformés (y compris les jus de fruits) ont progressé de 6,8 % pour atteindre 3,8 milliards de dollars, et les exportations de légumineuses sèches ont progressé de 14 % pour atteindre 3,1 milliards de dollars.

Les exportations ont progressé rapidement depuis 2005, après une période de croissance relativement lente au début des années 2000. Leur valeur a augmenté de 96 % entre 2005 et 2014, augmentation en grande partie attribuable à la hausse de 284 % de la valeur des exportations d'oléagineux et de produits oléagineux, et à la hausse de 134 % de la valeur des exportations de céréales et de produits céréaliers au cours de cette période.

Graphique C.8
Ventes à l'exportation de produits agricoles et agroalimentaires du Canada, par groupe de produits, 1994-2014



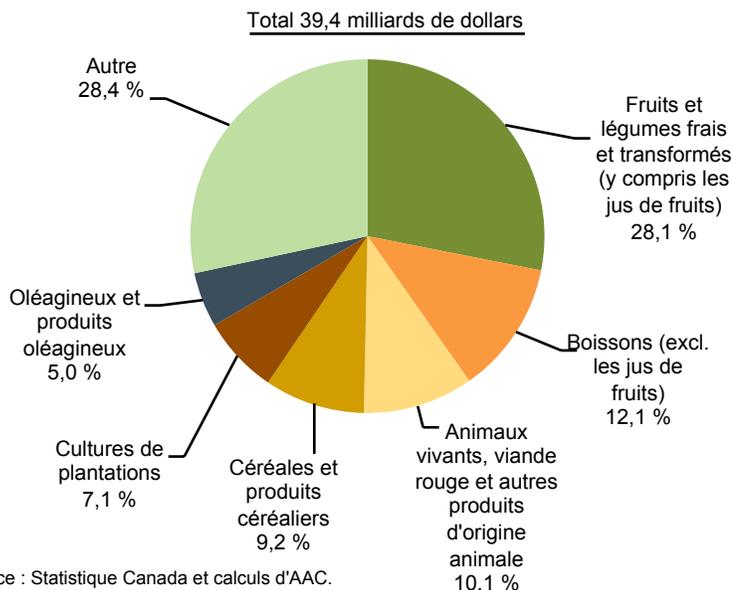
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Le Canada importe une grande variété de produits agricoles et agroalimentaires.

Les importations de fruits et légumes frais ou transformés ont représenté 28,1 % de la valeur totale des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires en 2014.

Les boissons alcoolisées et non alcoolisées (à l'exception des jus de fruits) (12,1 %) et les animaux vivants, la viande rouge et les autres produits d'origine animale (10,1 %) sont arrivés aux deuxième et troisième rangs des catégories de produits en importance pour la valeur des importations.

Graphique C.9
Composition des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, par produit, 2014

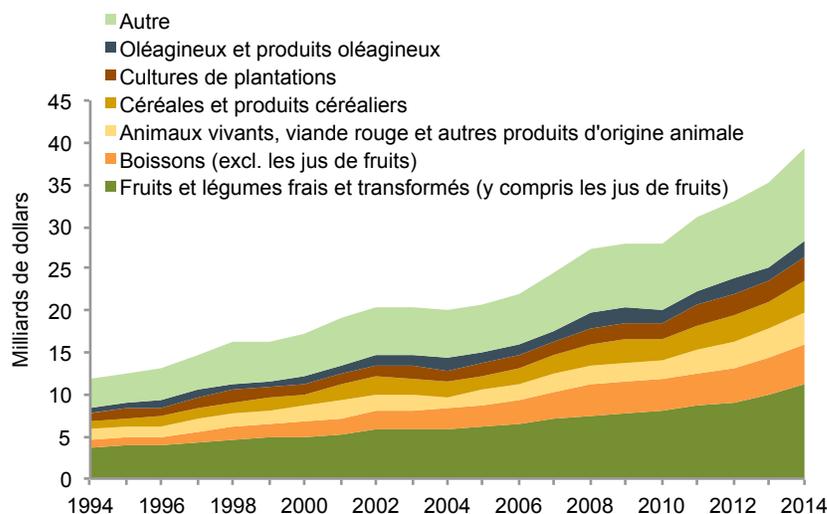


Les importations de fruits et légumes frais ou transformés ont atteint 11,1 milliards de dollars en 2014, soit une augmentation de 11,4 % par rapport à 2013.

En 2014, les importations de boissons alcoolisées et non alcoolisées (à l'exception des jus de fruits) ont augmenté de 6,7 %, pour atteindre 4,8 milliards de dollars, tandis que les importations d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale ont augmenté de 15,8 %, pour se chiffrer à 4 milliards de dollars.

La valeur des importations a augmenté de 89,9 % entre 2005 et 2014, notamment en raison de la hausse de 79,4 % de la valeur des importations de fruits et légumes frais ou transformés, et de l'augmentation de 80,8 % des importations de boissons alcoolisées et non alcoolisées au cours de cette période.

Graphique C.10
Composition des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par groupe de produits, 1994-2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Le commerce des produits agricoles primaires et des produits agroalimentaires transformés a continué à se développer en 2014.

L'excédent commercial du secteur agricole primaire canadien a augmenté entre 2013 et 2014, passant de 13,8 à 15,7 milliards de dollars au cours de cette période.

Les exportations canadiennes de produits agricoles primaires (c.-à-d., les exportations provenant directement du secteur agricole) ont augmenté entre 2013 et 2014, passant de 23,7 à 27,2 milliards de dollars au cours de cette période, tandis que les importations de produits agricoles primaires sont passées de 9,9 à 11,5 milliards de dollars au cours de la même période.

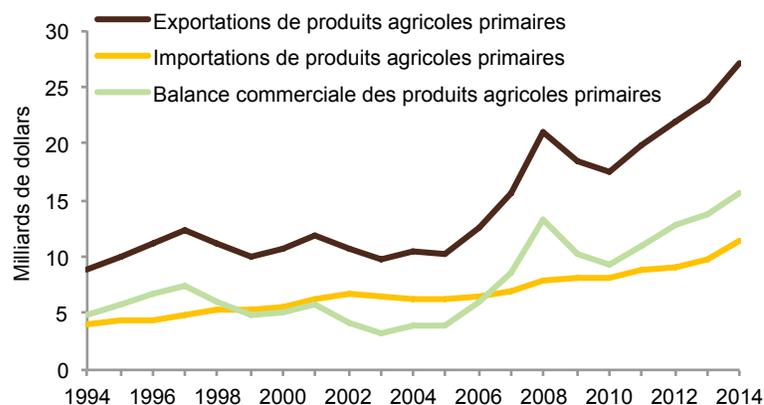
Au chapitre des produits agricoles transformés, le déficit commercial du Canada s'est élevé à 3,5 milliards de dollars en 2014, une augmentation par rapport aux 3 milliards de dollars de déficit de l'année précédente.

Les exportations de produits agroalimentaires transformés (c.-à-d., les produits agro-industriels ayant subi une transformation) ont progressé, passant de 22,3 milliards de dollars en 2013 à 24,4 milliards de dollars en 2014.

Les importations au Canada de produits agroalimentaires transformés ont elles aussi augmenté, passant de 25,3 à 27,9 milliards de dollars au cours de cette même période.

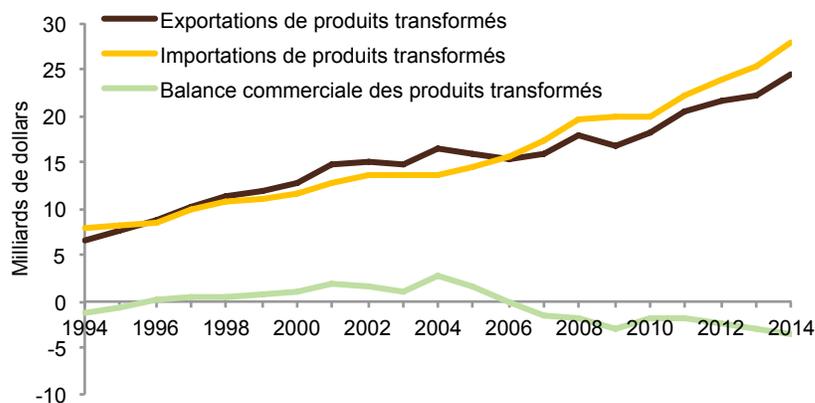
À l'égard des produits agricoles transformés, le déficit commercial du Canada est relativement stable depuis le milieu des années 2000.

Graphique C.11
Exportations, importations et balance commerciale canadiennes des produits agricoles primaires, 1994-2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Graphique C.12
Exportations, importations et balance commerciale canadiennes de produits agroalimentaires transformés, 1994-2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La valeur des exportations et des importations a augmenté en 2014, en raison d'une hausse des prix et des volumes des produits.

Les augmentations de 2,2 % des prix à l'exportation et de 9,6 % des volumes des exportations ont contribué à la croissance globale de 12 % des exportations de produits agricoles et agroalimentaires enregistrée en 2014 par rapport à 2013.

La valeur globale des exportations d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale a grimpé en raison de l'augmentation des prix et des volumes des exportations de ces produits.

Pour ce qui est des céréales et des produits céréaliers, et des oléagineux et des produits oléagineux, l'augmentation des volumes des exportations a compensé la baisse des prix des exportations, contribuant ainsi à la hausse de la valeur des exportations de ces produits.

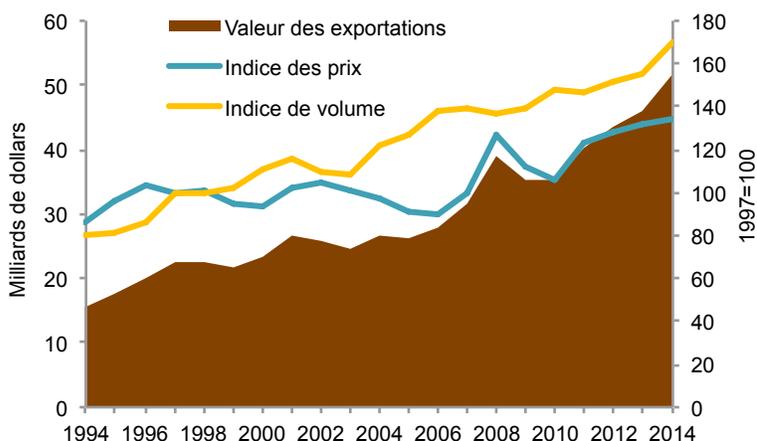
Les augmentations de 6,3 % des prix à l'importation et de 5,3 % du volume des importations ont contribué à la croissance de 12 % de la valeur des importations de produits agricoles et agroalimentaires enregistrée en 2014 par rapport à 2013.

L'augmentation de la valeur des importations de fruits et légumes frais ou transformés et des importations d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale est essentiellement attribuable à la hausse des prix de ces importations.

La hausse de la valeur des importations de boissons est attribuable à l'augmentation des volumes de ces importations.

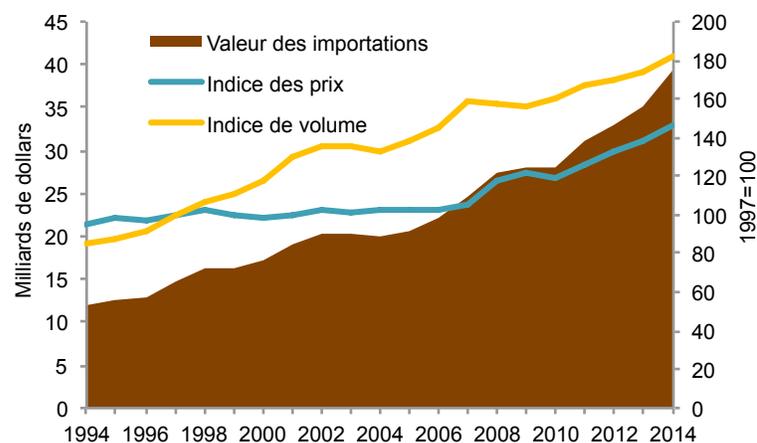
En ce qui concerne les céréales, les produits céréaliers, les oléagineux et les produits oléagineux, une augmentation des prix et des volumes des importations a été enregistrée.

Graphique C.13
Prix, volumes et valeurs des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1994-2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Graphique C.14
Prix, volumes et valeurs des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1994-2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

SECTION D

Agriculture primaire

SECTION D1

Rendement des exploitations agricoles

Introduction:

L'évolution de l'agriculture primaire a une incidence sur la structure et le rendement de tous les secteurs le long de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire, comme les intrants agricoles, la transformation des aliments, la vente d'aliments au détail et en gros, et la restauration.

Les producteurs agricoles contribuent à la croissance de l'économie canadienne à travers cette interdépendance au sein de la chaîne d'approvisionnement.

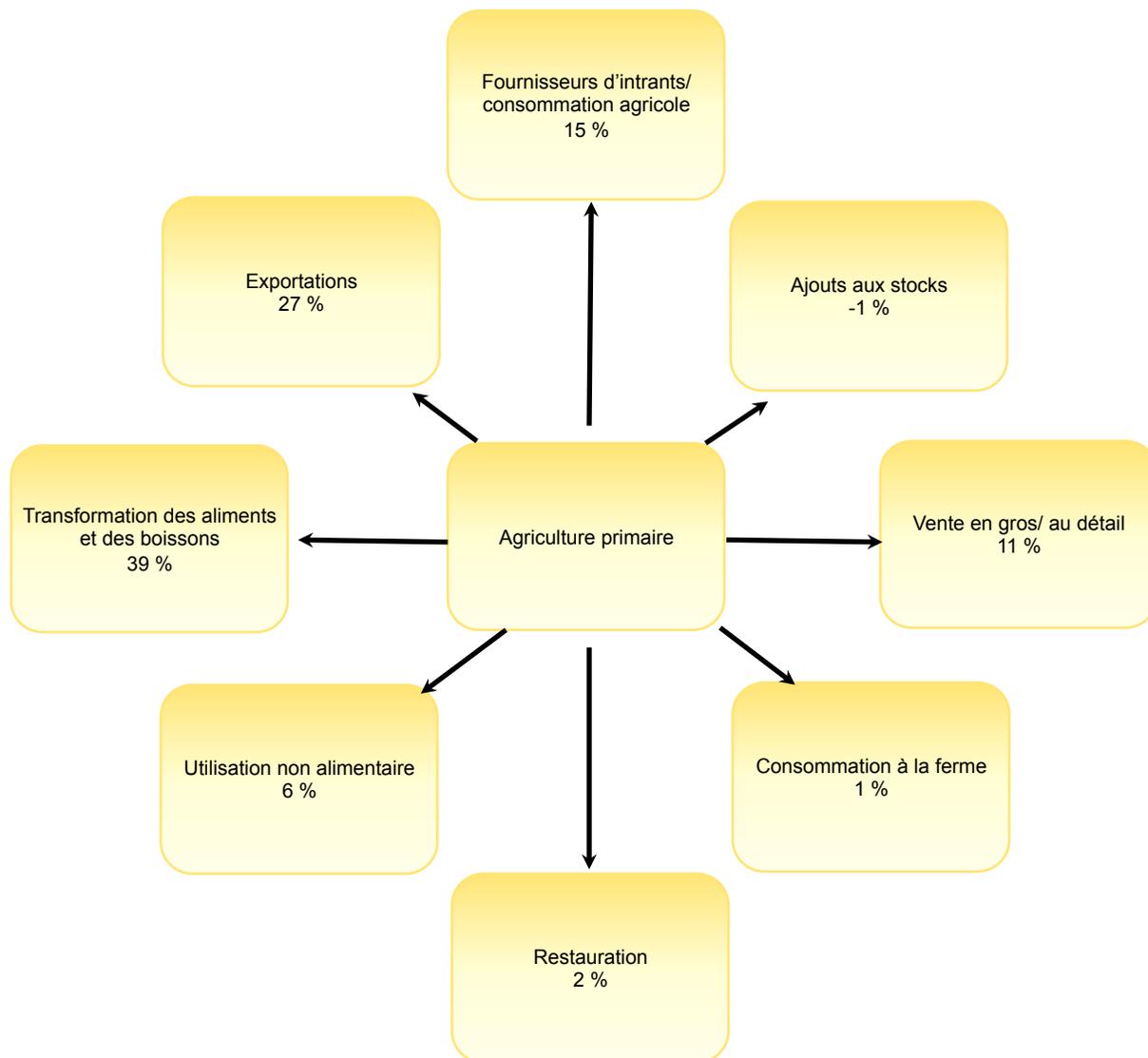
Le rendement du secteur agricole primaire a été positif au cours des quatre dernières années. Les recettes de la vente de produits agricoles suivent une tendance à la hausse, principalement grâce à une hausse des recettes de la vente de céréales et d'oléagineux et, plus récemment, de la vente de viande rouge. Le revenu net d'exploitation moyen a également connu une hausse, ainsi que la valeur nette moyenne des exploitations agricoles.

Les producteurs agricoles primaires ont des liens directs avec tous les intervenants de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire.

Les secteurs situés en amont et en aval profitent des produits issus de l'agriculture primaire.

Diagramme D.1.1

Répartition de la valeur de la production agricole primaire au Canada, 2011



Source : Modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC. Le graphique est une représentation des flux de sorties du secteur agricole primaire qui est fondée sur le Modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada pour l'année de base 2011.

La composition des ventes agricoles s'est modifiée au cours de la dernière décennie.

La part des recettes du marché agricole par catégorie de produits agricoles s'est modifiée depuis 2004.

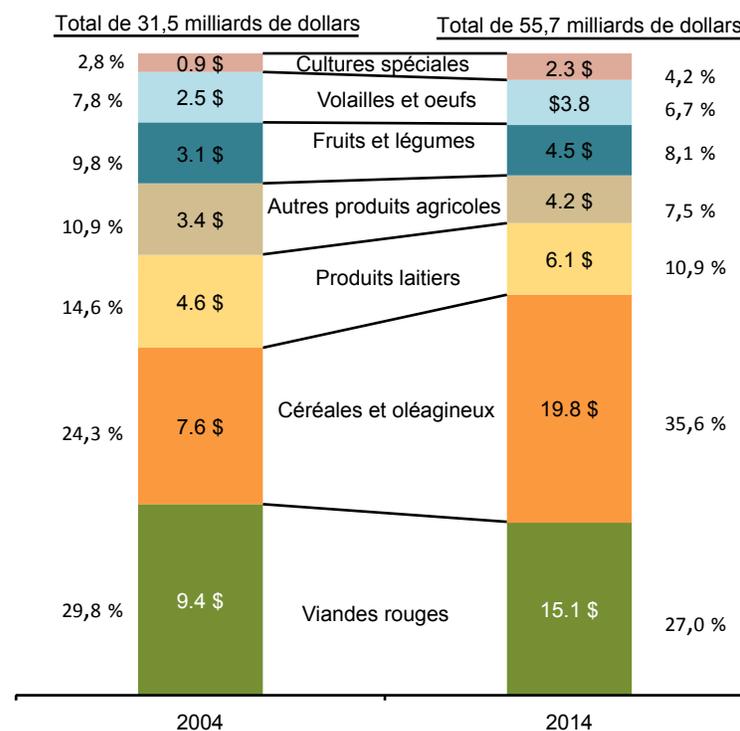
Entre 2004 et 2014, la part des recettes du marché agricole provenant des céréales et des oléagineux et des cultures spéciales a progressé, tandis que celle des autres catégories de produits a diminué.

Pendant la même période, les recettes de la vente de céréales et d'oléagineux ont plus que doublé de valeur pour atteindre 19,8 milliards de dollars en 2014, et elles ont représenté la plus grande part (35,6 %) des recettes du marché.

Les recettes de la vente de cultures spéciales (légumineuses, graines de moutarde, graines de tournesol et graines de l'alpiste des Canaries) ont plus que doublé entre 2004 et 2014 et comptent pour 4,2 % de toutes les recettes du marché en 2014, en hausse par rapport à 2004 (2,8 %).

Alors que la part des recettes de la vente de viande rouge est passée de 29,8 % en 2004 à 27,0 % en 2014, la valeur totale a augmenté de 5,7 milliards de dollars.

Graphique D.1.2
Part des recettes totales agricoles par produit, 2004 et 2014



Source : Statistique Canada.

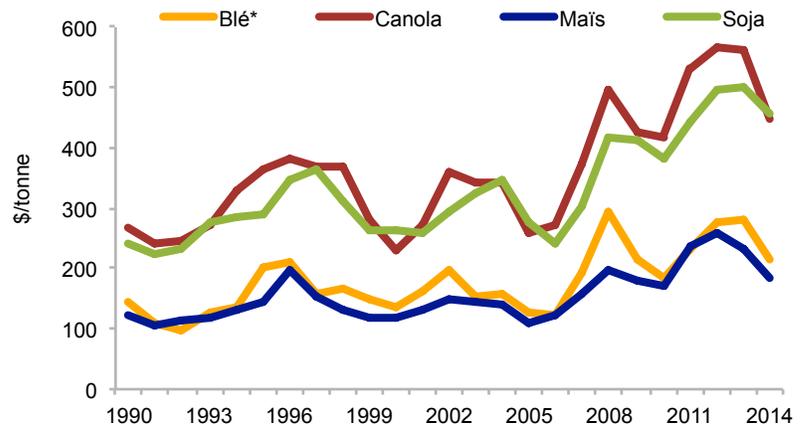
Les prix des produits agricoles sont restés à des niveaux historiquement élevés.

Les prix des céréales et des oléagineux ont baissé, mais sont restés à des niveaux historiquement élevés.

Entre 1990 et 2012, les prix du blé, du canola, du maïs et du soya ont augmenté respectivement de 91,1 %, 112,7 %, 108,7 % et 105,4 %.

À l'inverse, l'abondance des récoltes en 2013 et en 2014 dans les grands pays producteurs, en particulier au Canada, a permis d'augmenter les réserves à l'échelle mondiale, ce qui a entraîné un fléchissement des prix au cours de l'année 2014.

Graphique D.1.3
Prix du blé, du canola, du maïs et du soya canadiens, 1990-2014



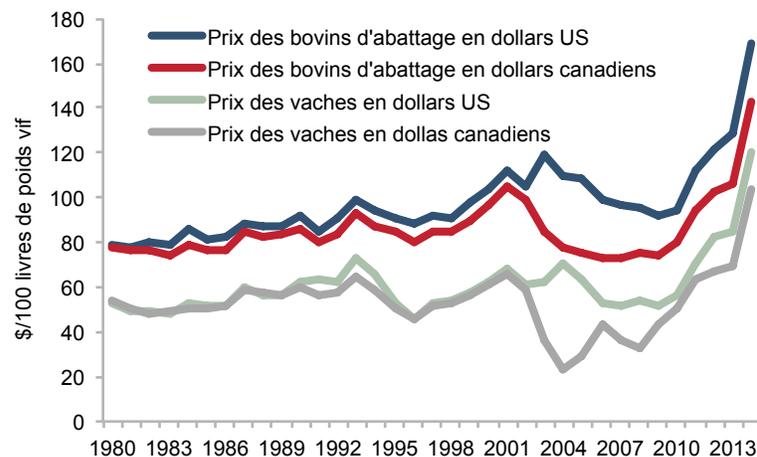
Source : Statistique Canada.
*Remarque : Blé comprend le blé dur.

Les prix de la viande rouge ont continué leur tendance à la hausse en 2014.

Les marchés de bovins canadien et américain sont fortement intégrés, ce qui explique pourquoi les prix des bovins des deux côtés de la frontière ont toujours été étroitement liés. Toutefois, certains événements ont perturbé ce lien dans les dernières décennies.

L'interdiction visant le commerce animal avec les Canadiens, qui a été imposée en 2003 par les États-Unis à la suite de l'éclosion d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), puis la mise en œuvre de la norme américaine d'étiquetage du pays d'origine en 2008 ont fait reculer le prix des bovins au Canada. Cette situation s'est traduite par un écart de prix marqué entre les deux pays.

Graphique D.1.4
Cycle du prix des bovins, 1980-2014



Source : ERS du USDA, Canfax et calculs d'AAC.

Les recettes du marché agricole ont augmenté en 2014, principalement en raison des prix élevés de la viande rouge.

Les recettes du marché agricole ont atteint un record de 55,7 milliards de dollars en 2014, ce qui représente une hausse des recettes de 6 % par rapport à 2013 et une quatrième augmentation annuelle consécutive.

Même si les recettes tirées de la vente de céréales et d'oléagineux ont baissé de 6,2 % en 2014, elles ont dépassé de 13,8 % la moyenne de 2009 à 2013. La baisse des prix des céréales et des oléagineux a été la principale raison de cette baisse.

La baisse des recettes tirées de la vente de céréales et d'oléagineux a été largement compensée par la hausse de 37,2 % des recettes découlant de la vente de viande rouge. Les recettes tirées de la vente de bovins, soutenues par des prix forts, ont augmenté de 44,4 % en 2014. Le prix élevé des porcs a également contribué à la hausse de 25,2 % des recettes tirées de la vente de porcs en 2014.

La répartition des recettes du marché agricole en fonction des différents produits varie selon la région ou la province.

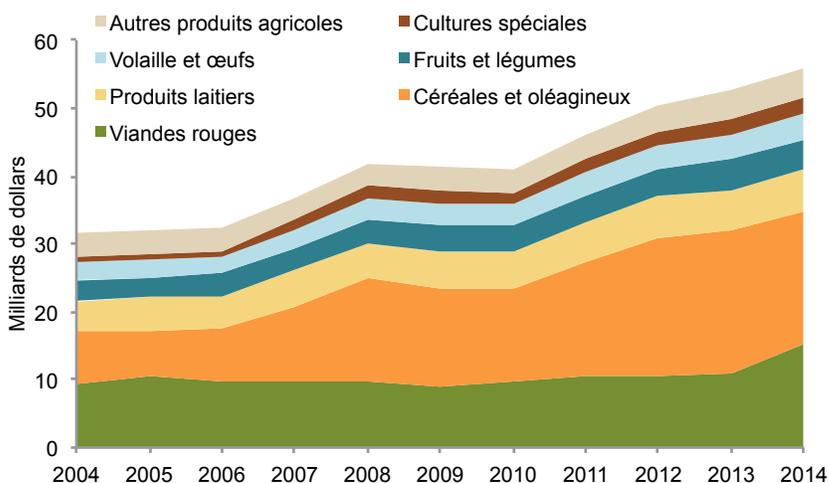
Dans la région de l'Atlantique et en Colombie-Britannique, les fruits et légumes ont représenté la plus grande part des recettes du marché agricole en 2014, à savoir respectivement 33,3 % et 28,9 %.

Au Québec, l'industrie de la viande rouge est responsable de la majeure partie (28,3 %) des recettes du marché agricole.

En Ontario et dans les Prairies, la plus grande part des recettes du marché vient de la vente de céréales et d'oléagineux (respectivement 23,7 % et 51,1 %).

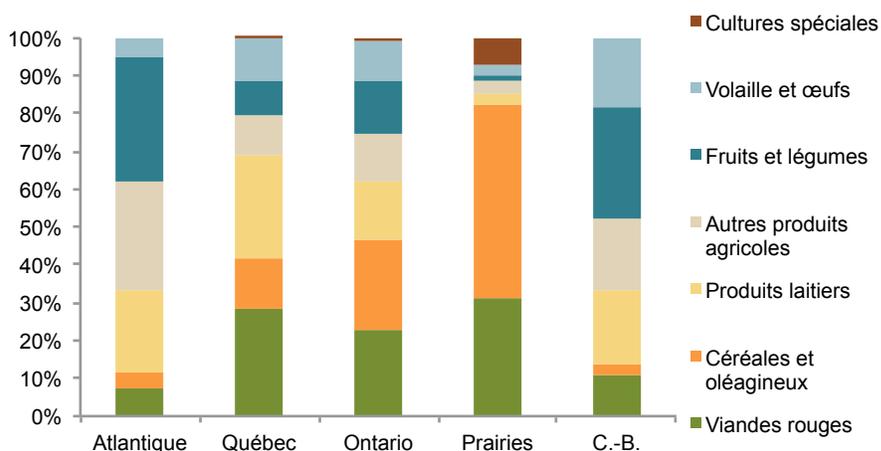
En 2014, la part des ventes de viande rouge a augmenté dans toutes les régions par rapport à l'année précédente en raison des prix plus élevés.

Graphique D.1.5
Recettes des marchés agricoles par produit, 2004-2014



Source : Statistique Canada.

Graphique D.1.6
Recettes des marchés agricoles régionaux par groupe de produits, 2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

En 2014, le revenu net a atteint un sommet.

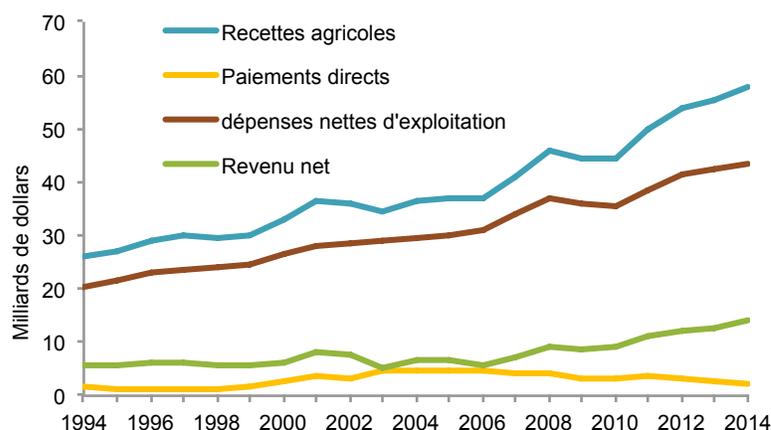
En 2014, les recettes agricoles ont augmenté plus rapidement que les dépenses d'exploitation des fermes, ce qui a fait grimper le revenu net à 14,2 milliards de dollars – 32,5 % supérieur à la moyenne de 2009-2013.

Les recettes agricoles, qui comprennent les recettes du marché et les paiements de programmes versés directement aux producteurs, ont augmenté de 4,7 % en 2014, ce qui représente une quatrième augmentation annuelle consécutive.

Les dépenses nettes d'exploitation ont elles aussi augmenté pour la quatrième année consécutive pour atteindre 43,6 milliards de dollars en 2014, une augmentation sur douze mois de 2,1 %. La baisse des dépenses en aliments pour animaux et des dépenses liées aux primes d'assurance-récolte et d'assurance contre la grêle a été largement compensée par l'augmentation de 47,8 % des achats de bétail.

Les paiements de programmes versés directement aux producteurs visent notamment à stabiliser le revenu agricole et à compenser les pertes de production. Les paiements de programmes ont reculé de 21,8 % en 2014, et d'une proportion semblable en 2013, en raison du rendement favorable du marché au cours des dernières années.

Graphique D.1.7
Recettes agricoles, dépenses nettes d'exploitation et revenu net, 1994-2014



Source : Statistique Canada.

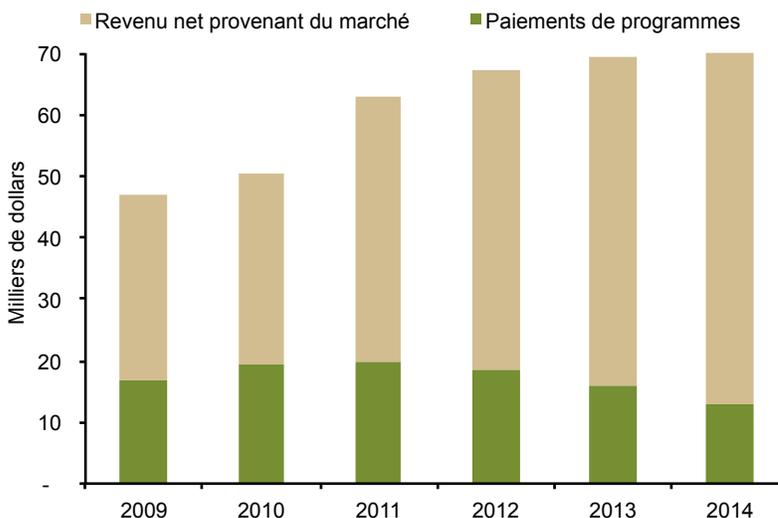
À l'échelle de l'exploitation agricole, le bénéfice net d'exploitation moyen a augmenté au cours des dernières années, mais varie selon les provinces.

Le bénéfice net d'exploitation moyen a augmenté au fil du temps, principalement en raison d'une augmentation du revenu net du marché.

En 2014, le bénéfice net d'exploitation moyen s'est chiffré à 71 500 \$ par ferme.

En moyenne, 82 % du bénéfice d'exploitation d'une entreprise agricole a été tiré du marché en 2014, en hausse par rapport à la proportion de 64,5 % en 2009.

Graphique D.1.8
Bénéfice net d'exploitation moyen, 2009-2014



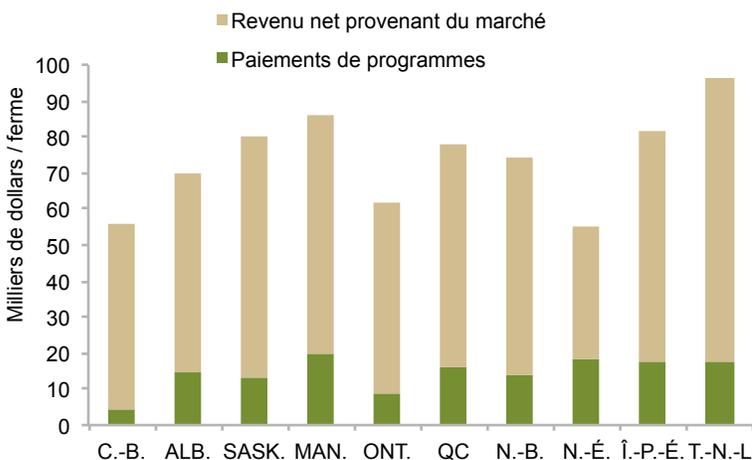
Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales.
Remarque : Comprend les exploitations ayant des revenus bruts de 25 000 \$ et plus.

En 2014, Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré le bénéfice net d'exploitation moyen par ferme le plus élevé, suivie du Manitoba.

La Nouvelle-Écosse était la province affichant le bénéfice net d'exploitation moyen par ferme le plus bas.

La part des recettes du marché dans le revenu net d'exploitation varie selon les provinces : elle a été de 84 % ou plus en Saskatchewan, en Ontario et en Colombie-Britannique, alors qu'elle a été de 57,9 % en Nouvelle-Écosse.

Graphique D.1.9
Bénéfice net d'exploitation moyen par province, 2014



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales
Remarque : Comprend les fermes ayant des revenus bruts de 25 000 \$ ou plus.

Les paiements de programmes varient également selon la province, ce qui s'explique en partie par les différences entre les programmes provinciaux de soutien à l'agriculture. En 2014, les agriculteurs de la Colombie-Britannique ont reçu les paiements par ferme les moins élevés, alors que les agriculteurs du Manitoba ont touché les paiements les plus élevés.

Le bénéfice net d'exploitation moyen varie selon le type et la taille de la ferme.

Le bénéfice net d'exploitation moyen par ferme varie entre 1 600 \$ pour les petites fermes et 441 000 \$ pour les fermes ayant des revenus d'au moins un million de dollars (les exploitations agricoles dites « millionnaires »).

Le revenu du marché représente plus des trois quarts du bénéfice net d'exploitation moyen pour toutes les exploitations agricoles, à l'exception des petites.

Environ 82 % du bénéfice net d'exploitation des fermes millionnaires a été tiré du marché, et le reste des paiements de programmes. Pour les petites exploitations agricoles (celles ayant un revenu situé entre 10 000 \$ et 99 999 \$), les paiements de programmes représentent près de la moitié (45 %) du bénéfice net d'exploitation moyen.

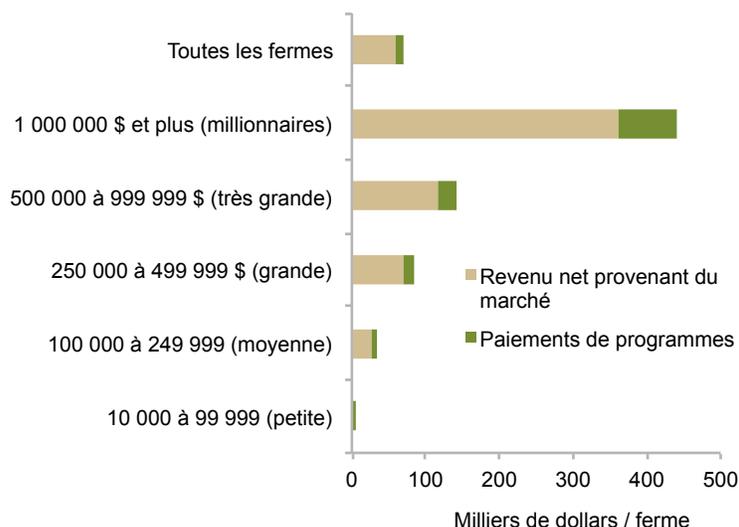
Le bénéfice net d'exploitation moyen diffère également en fonction du type de ferme, principalement en raison des variations annuelles des prix, de la taille des fermes et des conditions du marché.

En 2014, ce sont les exploitations de pommes de terre, les élevages porcins et les exploitations avicoles et ovicoles qui ont affiché le bénéfice net d'exploitation moyen le plus élevé.

Les élevages bovins et les exploitations de fruits et de noix ont affiché le bénéfice net d'exploitation moyen le plus faible.

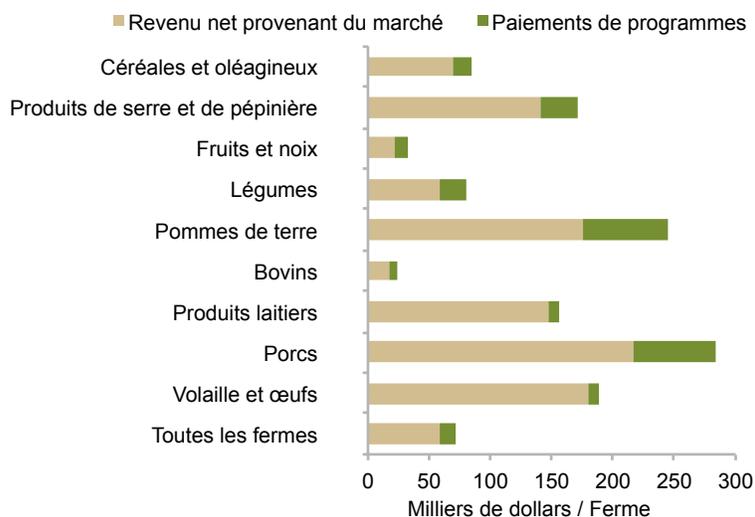
En 2014, environ le quart du bénéfice net d'exploitation moyen est venu des paiements de programmes pour les élevages porcins, les élevages bovins, les exploitations de légumes et les exploitations de pommes de terre, alors que cette proportion a atteint un peu plus du tiers dans le cas des exploitations de fruits et de noix.

Graphique D.1.10
Bénéfice net d'exploitation moyen par catégorie de revenu, 2014



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales.
Remarque : Comprend les fermes ayant des revenus bruts de 25 000 \$ ou plus.

Graphique D.1.11
Bénéfice net d'exploitation moyen par type de ferme, 2014



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales.
Remarque : Comprend les exploitations ayant des revenus bruts de 25 000 \$ ou plus.

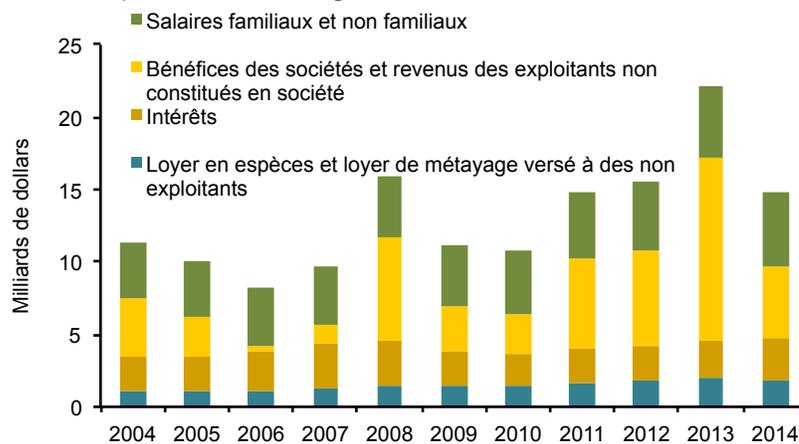
La valeur ajoutée nette en agriculture a baissé en 2014, après trois années de hausse consécutives.

En 2014, la valeur ajoutée nette en agriculture a atteint 14,9 milliards de dollars, ce qui s'inscrit dans la moyenne observée entre 2009 et 2013, mais représente tout de même une baisse de 32,9 % par rapport au niveau record atteint en 2013.

La valeur ajoutée en agriculture mesure la contribution apportée par le secteur agricole primaire au produit intérieur brut du Canada. La valeur ajoutée nette se calcule en soustrayant de la valeur des extrants les dépenses en intrants, les taxes d'affaires et l'amortissement. Elle rend compte du revenu des différents facteurs de production, dont le loyer versé à des propriétaires non exploitants, les intérêts versés aux prêteurs, les salaires versés à des membres de la famille et à des personnes autres que des membres de la famille, ainsi que les bénéfices des sociétés et des exploitants non constitués en société.

En 2014, les revenus de la plupart des facteurs de production ont été plus élevés que la moyenne de 2009 à 2013, à l'exception des bénéfices des sociétés et des revenus des exploitants non constitués en société qui ont connu une baisse de 18,8 %.

Graphique D.1.12
Valeur ajoutée nette en agriculture, 2004-2014



Source : Statistique Canada.

Remarque : Des changements ont été apportés au calcul de la valeur ajoutée nette en 2005. Les ventes ne sont plus incluses dans les ventes agricoles à d'autres fermes ni dans les achats d'intrants d'autres fermes.

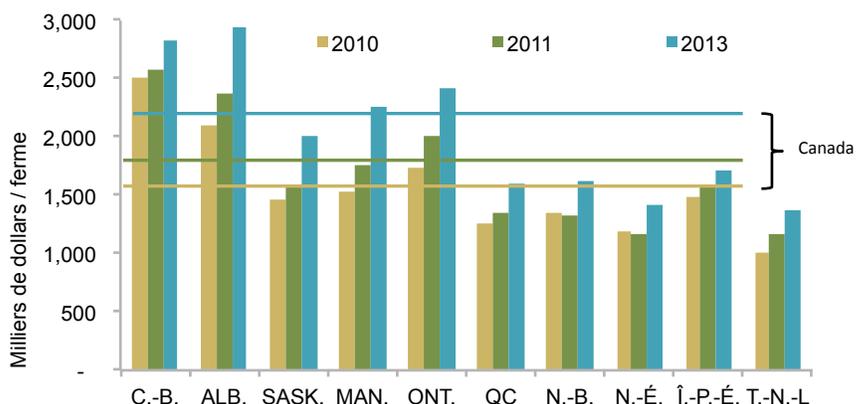
La valeur nette des exploitations agricoles a continué d'augmenter en 2013 et diffère selon la province et le type d'exploitation.

En 2013, la valeur nette moyenne de toutes les exploitations agricoles a été de 2,2 millions de dollars, un sommet historique.

Dans l'ensemble, les exploitations agricoles canadiennes offrent un bilan solide, faisant état d'un bas niveau d'endettement par rapport à leur valeur nette.

La valeur nette moyenne par exploitation agricole a augmenté dans toutes les provinces en 2013. L'augmentation de l'endettement des exploitations agricoles a été largement compensée par l'augmentation de la valeur des actifs des exploitations agricoles dans toutes les provinces. L'augmentation de la valeur des actifs des exploitations agricoles traduit en partie l'optimisme général du secteur.

Graphique D.1.13
Valeur nette totale moyenne des fermes par province, 2010 à 2013



Source: Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes 2010 à 2013 et calculs d'AAC.

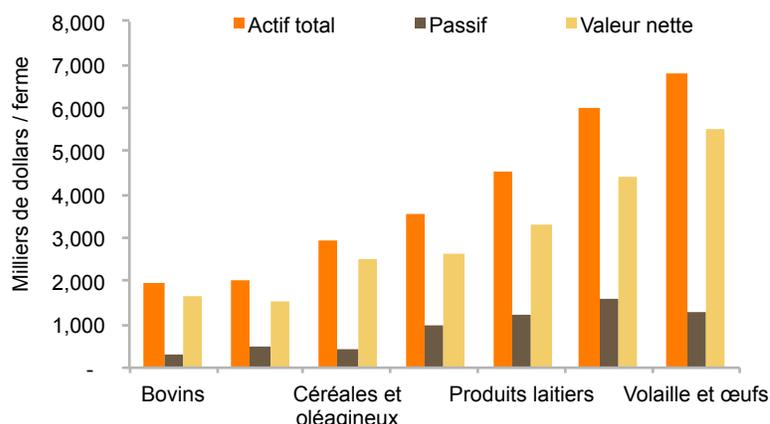
La valeur nette moyenne des exploitations agricoles varie selon le type d'exploitation. Cette variation reflète les différences dans l'intensité du capital et la taille moyenne des fermes parmi les différents types d'exploitations agricoles.

Pour les exploitations agricoles sous gestion de l'offre, les contingents, ainsi que les terres et les bâtiments représentent respectivement 43 % et 41 % des actifs totaux.

Étant principalement de petites exploitations agricoles, les élevages bovins ont tendance à faire état d'une valeur nette et d'un niveau d'endettement par ferme moins élevés.

Les exploitations avicoles et ovicoles sont au contraire principalement de grandes fermes et ont ainsi tendance à présenter une valeur nette et un niveau d'endettement par ferme plus élevés.

Graphique D.1.14
Actif, passif et valeur nette, moyenne par ferme, 2013



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes de 2013 et calculs d'AAC. Remarque : Comprend les fermes ayant un revenu brut de 25 000 \$ ou plus.

Les taux de rendement en agriculture diffèrent également en fonction du type d'exploitation agricole.

Le rendement de l'actif mesure le revenu annuel net produit par une quantité donnée d'actifs, alors que le rendement des capitaux propres indique combien de cents rapporte chaque dollar investi par les propriétaires.

En 2013, le rendement médian de l'actif s'est chiffré à 3,4 % pour les fermes productrices de céréales et d'oléagineux ayant des revenus bruts de 25 000 \$ et plus. Le rendement médian des capitaux de ce groupe d'exploitations agricoles a été de 4,1 %. Ces taux de rendement s'appuient sur les actifs estimés par la valeur du marché.

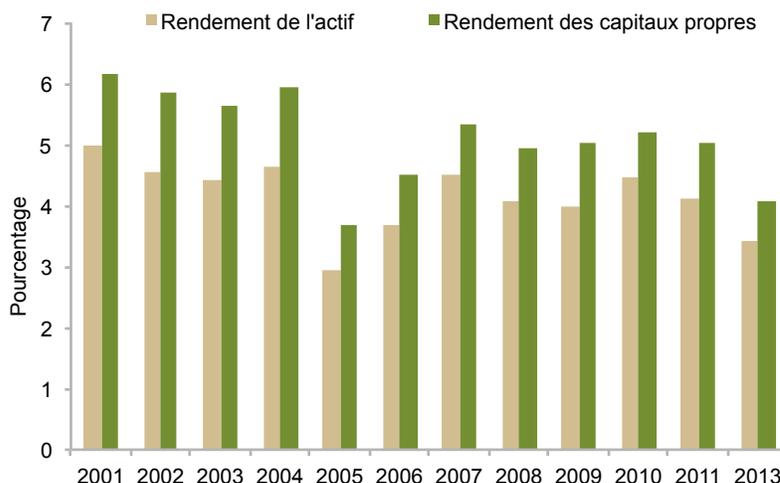
Les taux de rendement pour les fermes productrices de céréales et d'oléagineux ont récemment connu une baisse, la valeur des actifs et des capitaux agricoles ayant augmenté plus rapidement que les revenus nets. La valeur accrue de l'actif témoigne en partie de l'optimisme général du secteur.

Il y a eu d'importantes fluctuations dans le rendement du secteur porcin.

En 2013, le rendement médian de l'actif s'est chiffré à 3,9 % pour la moyenne des élevages porcins ayant des revenus bruts de 25 000 \$ et plus. Le rendement médian des capitaux de ce groupe d'exploitations agricoles a été de 5,7 %.

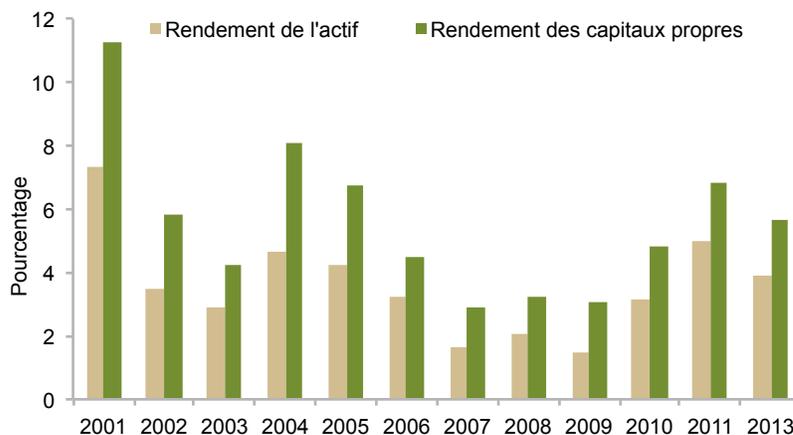
Les taux de rendement de l'actif et des capitaux ont récemment connu une baisse, la valeur des actifs et des capitaux agricoles ayant augmenté plus rapidement que les revenus nets. L'augmentation de la valeur des actifs traduit en partie l'augmentation générale de la taille des élevages porcins.

Graphique D.1.15
Taux de rendement des fermes productrices de céréales et d'oléagineux, 2001--2013



Source: Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, diverses années.
*Remarques : 1) Comprend les fermes ayant des revenus bruts de 25 000 \$ ou plus.
2) Les valeurs de l'actif de la ferme correspondent aux estimations des producteurs concernant les valeurs sur le marché.

Graphique D.1.16
Taux de rendement des fermes porcines, 2001-2013



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, diverses années.

SECTION D2

Intrants agricoles

Introduction:

Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles jouent également un rôle de premier plan dans le système agricole et agroalimentaire canadien. L'accès à des intrants et à des services abordables est particulièrement important pour la rentabilité du secteur agricole primaire.

Les producteurs agricoles primaires ont vu leurs coûts d'exploitation augmenter de façon marquée au cours des dix dernières années, une hausse de la demande mondiale pour les produits agricoles ayant conduit à une augmentation du prix des intrants. Les quatre postes de dépense d'exploitation ayant connu l'augmentation des prix la plus marquée au cours de cette période sont les semences commerciales, les engrais et la chaux, les achats de bétail et de volaille, et le carburant pour la machinerie.

En 2014, les aliments commerciaux pour animaux, la main-d'œuvre, l'engrais et la chaux et les paiements d'intérêt ont été les quatre postes de dépense d'exploitation des producteurs agricoles les plus importants.

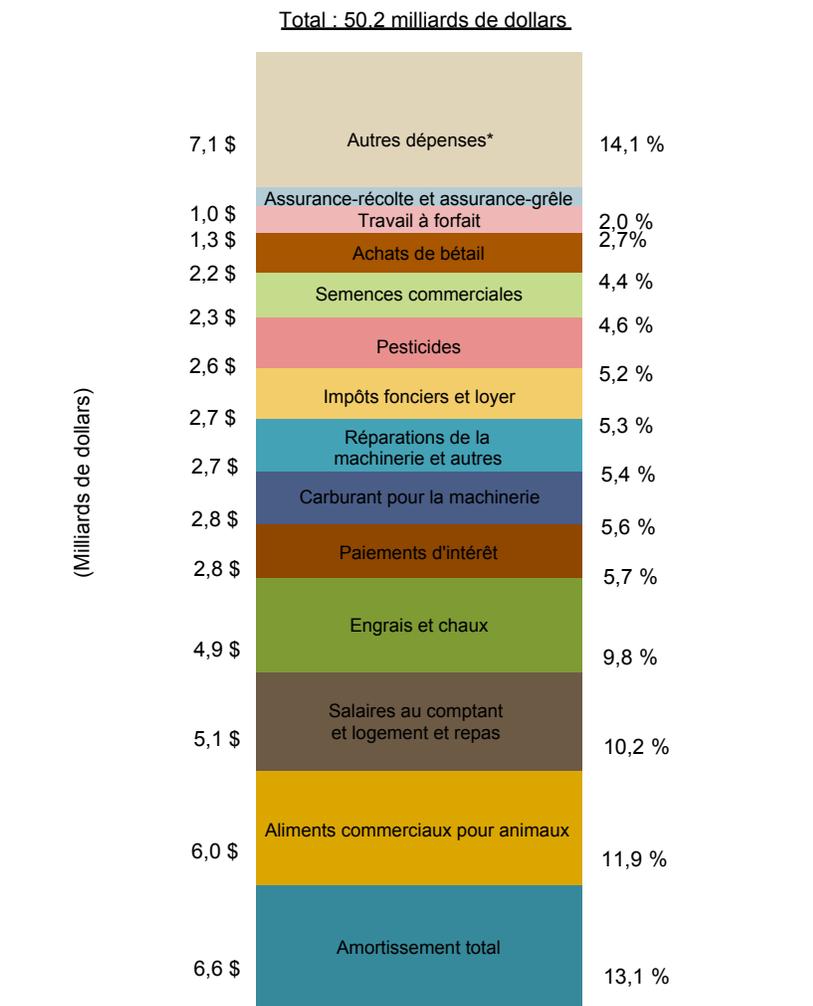
La plupart des dépenses d'exploitation agricole ont légèrement augmenté en 2014.

En 2014, les dépenses nettes d'exploitation agricole et les frais d'amortissement ont atteint le montant record de 50,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 2,4 % par rapport à l'année précédente.

Les aliments commerciaux pour animaux ont représenté le poste de dépense d'exploitation le plus élevé (6 milliards de dollars) des producteurs agricoles en 2014, malgré des dépenses en baisse de 2,5 % par rapport à 2013, suivi de la main-d'œuvre (5,1 milliards de dollars), de l'engrais et de la chaux (4,9 milliards de dollars), des paiements d'intérêt (2,8 milliards de dollars) et du carburant pour la machinerie (2,8 milliards de dollars).

L'amortissement total a atteint 6,6 milliards de dollars en 2014, une augmentation de 3,9 % depuis 2013. Plus les exploitations agricoles deviennent capitalistiques, plus l'amortissement augmente.

Graphique D.2.1
Dépenses nettes d'exploitation des fermes, 2014



Source : Statistique Canada.

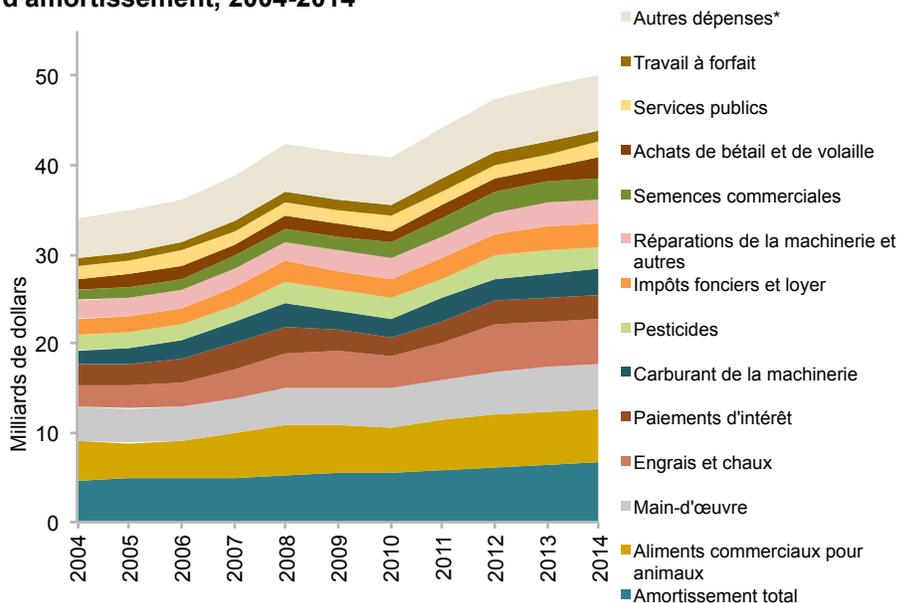
Remarque : *La catégorie des autres dépenses correspond à la somme des catégories de moins grande valeur, par exemple : frais juridiques et comptables, réparations des bâtiments et des clôtures, irrigation, cordes, fils métalliques et contenants, assurance-récolte et assurance contre la grêle, frais d'insémination artificielle et frais vétérinaires, assurance-entreprises et primes de stabilisation.

Les dépenses d'exploitation des fermes ont repris leur tendance à la hausse au cours de la dernière décennie.

Dans l'ensemble, les coûts d'exploitation des producteurs ont grimpé de 47,5 % entre 2004 et 2014.

Entre 2004 et 2014, les semences commerciales représentent le poste de dépense ayant subi la hausse la plus importante (107,2 %). Les engrais et la chaux, les achats de bétail et de volaille, et le carburant pour la machinerie ont respectivement augmenté de 102,6 %, 90,5 % et 70,9 % au cours de cette période.

Graphique D.2.2
Dépenses nettes d'exploitation des fermes et frais d'amortissement, 2004-2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

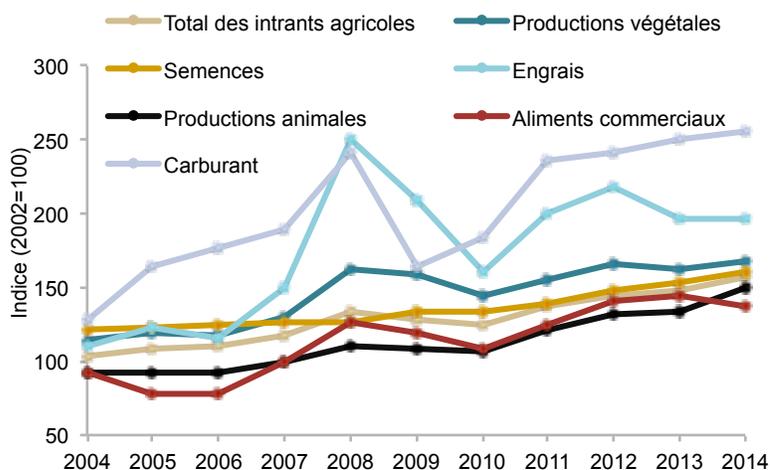
Remarque : *La catégorie des autres dépenses correspond à la somme des catégories de moins grande valeur, par exemple : frais juridiques et comptables, réparations des bâtiments et clôtures, irrigation, cordes, fils métalliques et contenants, assurance-récolte et assurance-grêle, frais d'insémination artificielle et frais vétérinaires, assurance-entreprise et primes de stabilisation.

Les coûts de la plupart des intrants principaux étaient plus élevés en 2014, ce qui a mené à une augmentation des coûts d'exploitation. Ce sont les coûts liés à l'élevage qui ont tiré à la hausse l'indice des prix des intrants agricoles avec une augmentation de 12,6 % sur douze mois, principalement en raison des prix à l'achat plus élevés pour les bovins d'engraissement, les veaux et les porcs.

Les prix des semences commerciales et du carburant pour la machinerie ont continué à augmenter en 2014.

Le prix des engrais est resté stable en 2014. Une demande saisonnière plutôt élevée et des difficultés liées au système logistique du transport ferroviaire ont entraîné une hausse des prix des engrais dans les Prairies au cours du printemps 2014. Cette augmentation a toutefois été contrebalancée par une baisse du prix des engrais durant la seconde partie de l'année, attribuable à une plus faible demande.

Graphique D.2.3
Indice des prix des intrants agricoles, 2004-2014



Source : Statistique Canada.

Les fluctuations des prix des engrais et de la valeur des terres ont des répercussions sur les dépenses d'exploitation des fermes.

Historiquement, le prix des engrais suit l'évolution du prix du gaz naturel, mais cette tendance a changé récemment.

Depuis 2010, le prix de l'ammoniac a augmenté alors que celui du gaz naturel est resté faible.

La Chine est le plus grand consommateur et un important fournisseur d'engrais. Toute fluctuation dans l'équilibre de l'offre et de la demande de la Chine pourrait ainsi avoir un impact important sur les marchés de l'engrais.

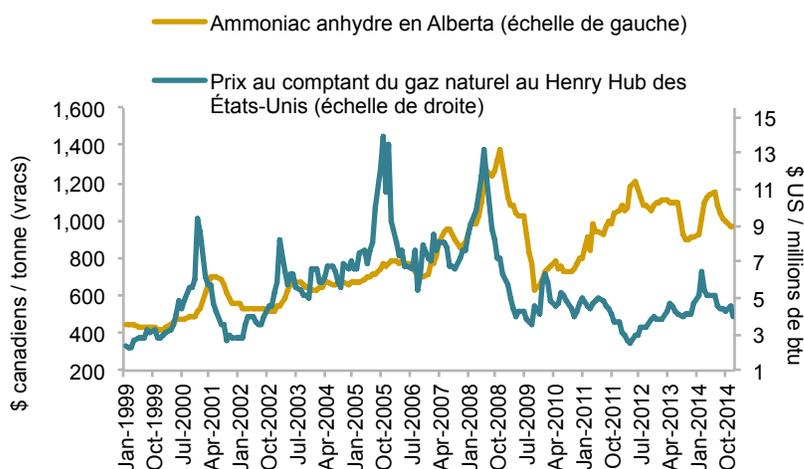
Au cours des dernières années, le prix des engrais a été davantage lié aux facteurs de la demande et de l'offre mondiales qu'au prix du gaz naturel.

La valeur des terres agricoles a considérablement augmenté dans les dernières années.

La valeur des terres a augmenté à un taux annuel moyen de 14 % depuis 2010 pour atteindre 348,7 milliards de dollars en 2014. Il s'agit d'une augmentation plus marquée que le taux annuel moyen de croissance de 9,6 % observé au cours des dix dernières années (de 2004 à 2013).

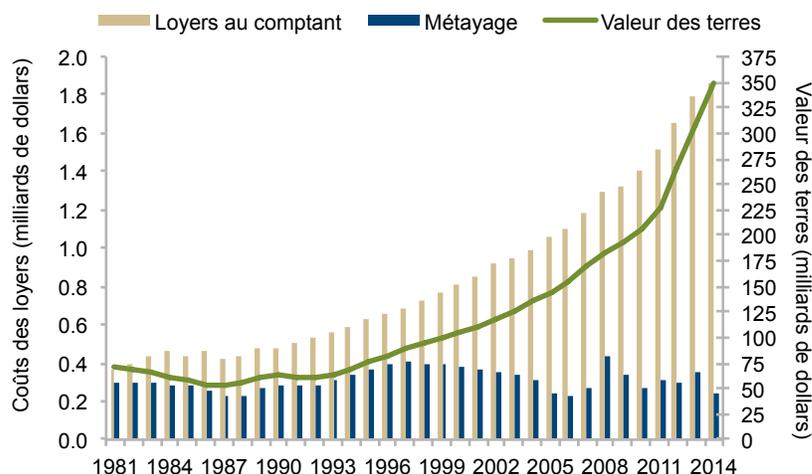
Alors que la valeur en espèce des loyers et celle des terres agricoles ont suivi ensemble une tendance à la hausse, la valeur du loyer de métayage a pour sa part décliné à un taux annuel moyen de 1,5 % entre 2010 et 2014.

Graphique D.2.4
Prix au comptant de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel, 1999-2014



Source : Alberta Agricultural Input Monitoring System (AIMS) et Centre américain d'information sur l'énergie.

Graphique D.2.5
Valeur de l'ensemble des loyers et des terres agricoles, 1981-2014



Source : Statistiques Canada et calculs d'ACC.

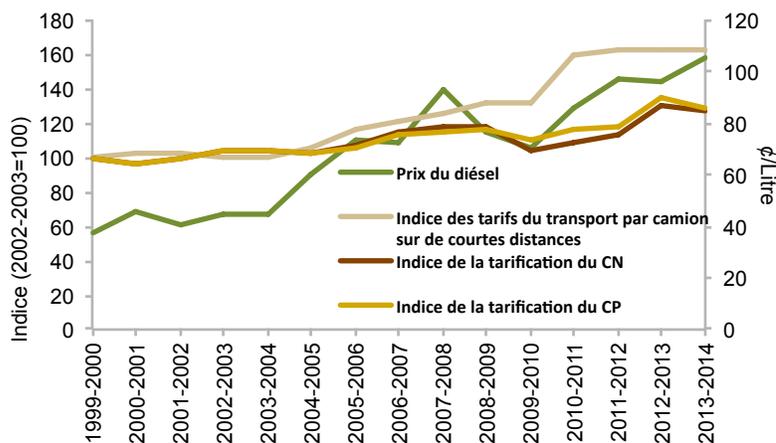
Composante clé des dépenses d'exploitation des fermes, les coûts de transport sont moins élevés pour le transport ferroviaire et routier dans l'Ouest canadien.

Dans l'Ouest canadien, les coûts de transport ferroviaire des céréales ont récemment baissé, alors qu'ils sont demeurés stables pour le camionnage sur de courtes distances.

Les coûts de camionnage sur de courtes distances ont augmenté de façon prononcée en 2010-2011 par rapport à l'exercice précédent, mais ils se sont stabilisés depuis, et ce, malgré l'augmentation de 23 % des prix du diesel entre les exercices 2010-2011 et 2013-2014.

Après trois années d'augmentation consécutives, les prix du transport ferroviaire ont connu une légère baisse en 2013-2014 (entre 1,4 % et 4,5 %). Ils restent toutefois plus élevés que les prix observés en 2009-2010.

Graphique D.2.6
Indice du tarif du transport routier et ferroviaire dans l'Ouest canadien, 1999-2000 à 2012-2013



Source : Quroum Corporation, diverses entreprises céréalières, Weekly Petroleum Price Survey; calculs d'AAC.

SECTION E

Innovation dans les exploitations agricoles

SECTION E

Innovation dans les exploitations agricoles

Introduction:

L'innovation dans les exploitations agricoles est un important moteur de croissance de la productivité agricole et un outil indispensable pour une utilisation efficiente des ressources naturelles favorisant le développement d'un secteur agricole primaire rentable et durable.

De nouveaux produits, processus et pratiques ont été adoptés par environ la moitié des fermes canadiennes entre 2011 et 2013. Les exploitants agricoles canadiens s'appuient sur leur propre expérience et les conseils de leurs pairs lorsqu'ils décident d'adopter ou non une innovation. De plus ils attendront généralement que quelques-uns de leurs pairs aient essayé une innovation avant de l'adopter eux-mêmes.

La majorité de la production agricole canadienne provient de fermes ayant innové tôt, car les grandes exploitations agricoles ont davantage tendance à adopter rapidement une innovation agricole.

Les producteurs agricoles font preuve d'innovation en élaborant et adoptant des pratiques, processus ou produits nouveaux ou considérablement améliorés.

Les producteurs agricoles ont adopté des produits nouveaux ou considérablement améliorés comme de nouvelles variétés de cultures et de nouvelles races de bétail ou de nouveaux processus et pratiques tels que des méthodes de gestion des sols, d'application d'engrais, d'agriculture de précision et de commercialisation sur leur exploitation agricole.

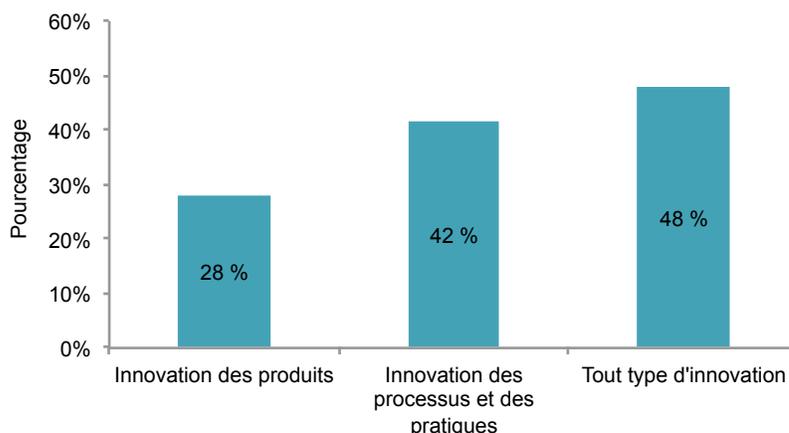
Au moins un type de pratique, de processus ou de produit nouveau ou considérablement amélioré a été adopté dans environ la moitié des exploitations agricoles canadiennes (48 %) entre 2011 et 2013. Une plus grande proportion d'exploitations agricoles canadiennes (42 %) a mis en œuvre de nouveaux processus ou pratiques, par rapport à la proportion d'exploitations ayant adopté des produits novateurs (28 %) pendant cette même période.

Les grandes exploitations agricoles ont davantage tendance à adopter des pratiques, processus ou produits nouveaux ou améliorés que les petites exploitations.

De nouveaux processus ou pratiques ont été adoptés par près des deux tiers (63 %) des exploitations agricoles millionnaires, alors qu'ils ne l'ont été que par environ le quart (24 %) des plus petites exploitations (celles situées dans la catégorie de revenus entre 25 000 \$ et 99 999 \$).

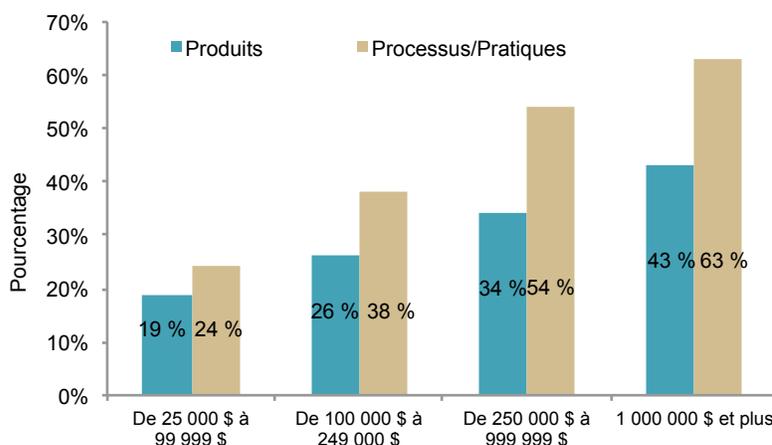
Des produits novateurs ont également été adoptés dans environ 43 % des exploitations agricoles millionnaires, alors qu'ils ne l'ont été que dans moins de 20 % des plus petites exploitations de la catégorie de revenus de 25 000 \$ à 99 999 \$.

Graphique E.1
Pourcentage des exploitations agricoles qui ont adopté des produits, des pratiques ou des processus nouveaux ou considérablement améliorés entre 2011 et 2013



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes de 2013.

Graphique E.2
Pourcentage d'agriculteurs qui ont adopté des produits ou des processus nouveaux ou considérablement améliorés, par taille d'exploitation, entre 2011 et 2013



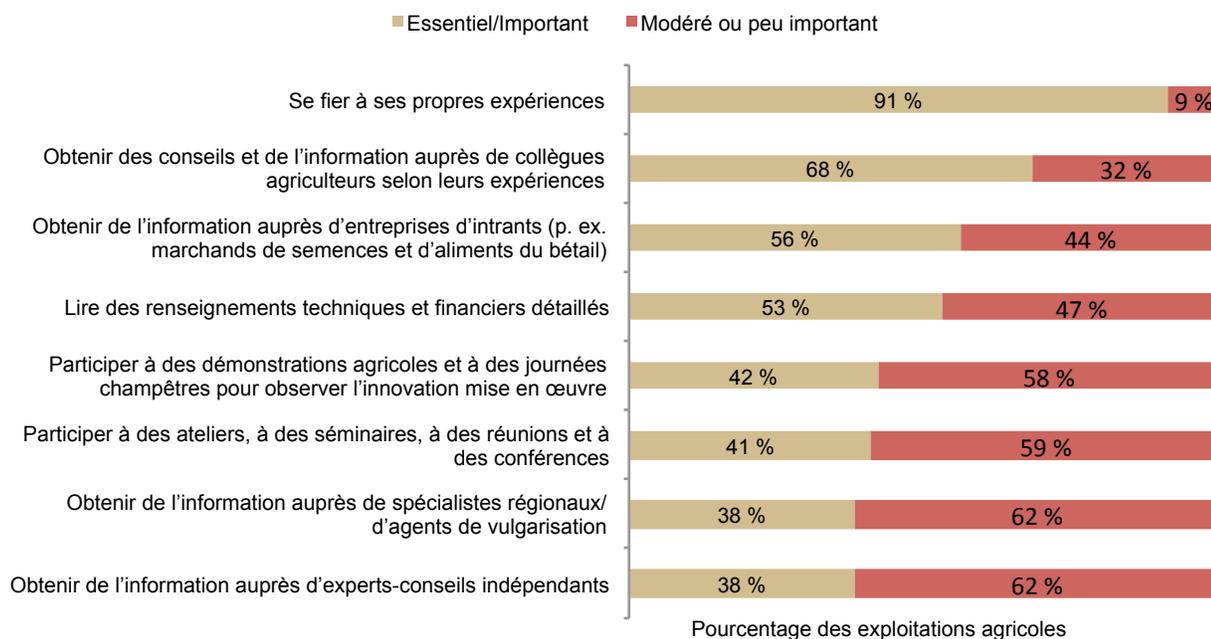
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes de 2013.

Pour déterminer s'ils adopteront ou non une innovation, plusieurs exploitants agricoles s'appuient sur leur propre expérience et sur les conseils de leurs pairs.

Presque tous les exploitants agricoles (91 %) ont affirmé qu'il était indispensable ou important de s'appuyer sur leur propre expérience pour déterminer s'ils adoptaient ou non une innovation. Aussi, plus des deux tiers des exploitants (68 %) ont mentionné l'importance de demander des conseils et des renseignements auprès d'autres producteurs.

Les actions entreprises pour obtenir de l'information sur les innovations diffèrent selon la taille de l'exploitation agricole. Dans la décision de mettre en œuvre une innovation, solliciter des renseignements auprès de tiers spécialisés comme des spécialistes régionaux, des agents de vulgarisation ou des experts-conseils indépendants est indispensable ou important pour une plus grande proportion des exploitants agricoles millionnaires (61 %) que des exploitants de plus petites exploitations agricoles de la catégorie de revenus de 25 000 \$ à 99 999 \$ (24 %).

Graphique E.3
Importance des activités sélectionnées pour l'obtention d'information sur la prise de décisions liées à l'introduction de l'innovation, entre 2011 et 2013



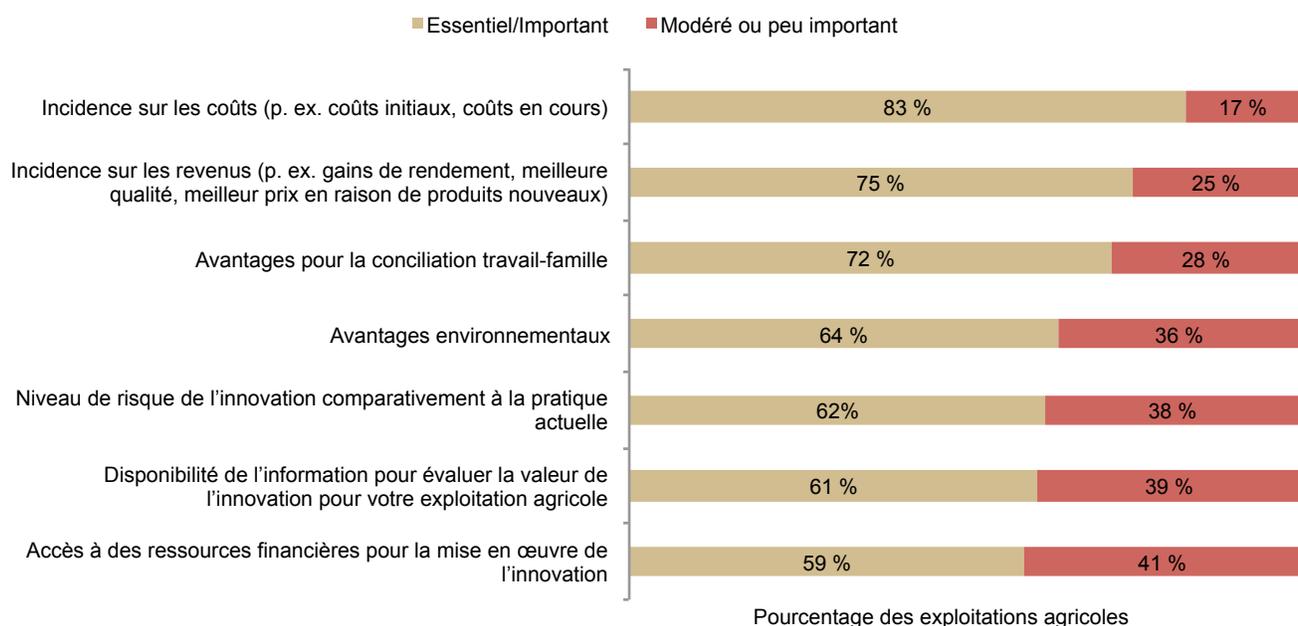
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes de 2013.

L'incidence sur le résultat est le facteur ayant le plus d'influence sur la décision d'un exploitant agricole de mettre en œuvre une innovation.

Pour la majorité des exploitants agricoles, l'incidence sur les coûts (83 %) et les revenus (75 %) sont les plus importantes raisons de mettre en œuvre une innovation. Certains avantages non financiers comme la conciliation famille-travail (72 %) ou les avantages environnementaux (64 %) sont également pris en considération par une importante majorité d'exploitants comme déterminants dans leur décision d'adopter une innovation.

Pour 59 % des exploitants agricoles, le financement avait une influence déterminante sur leur décision d'adopter une innovation. Toutefois, une grande majorité d'exploitants agricoles millionnaires (72 %) affirmaient que le financement était un facteur déterminant, alors que ce n'était le cas que de 44 % des exploitants des plus petites exploitations agricoles de la catégorie de revenus de 25 000 \$ à 99 999 \$.

Graphique E.4
Importance des facteurs sélectionnés dans la décision de mettre en œuvre une innovation, entre 2011 et 2013

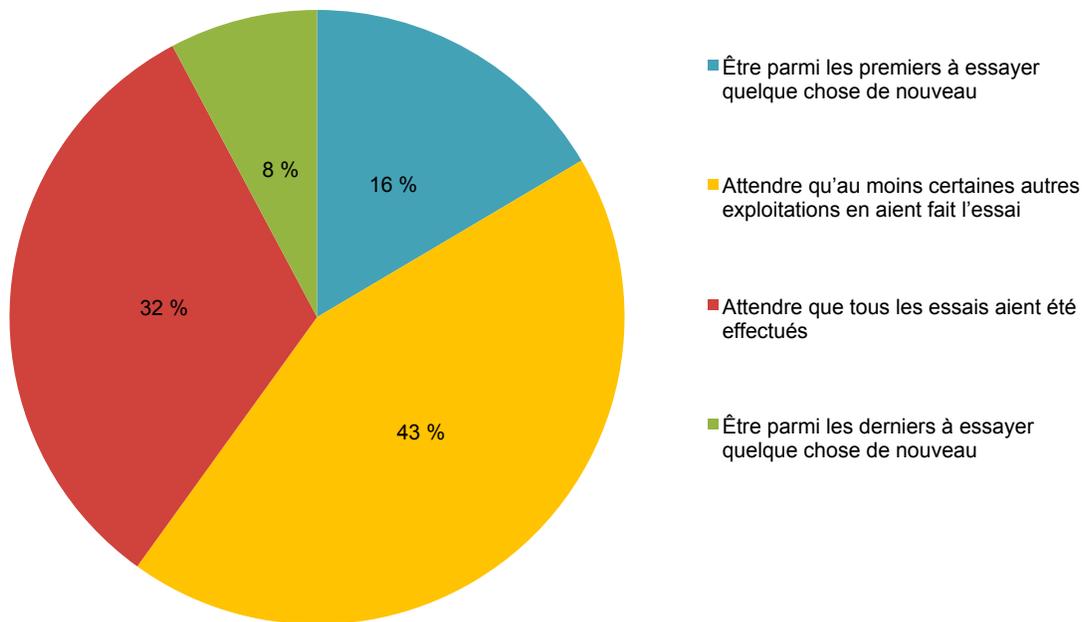


Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes de 2013.

Avant d'adopter une innovation, la majorité des producteurs agricoles attendront au moins que quelques-uns de leurs pairs l'aient essayée ou que l'innovation ait bien été mise à l'essai.

Environ 16 % des exploitants agricoles ont été parmi les premiers à essayer des pratiques, processus ou produits nouveaux ou considérablement améliorés et 43 % des exploitants agricoles ont attendu que quelques-uns de leurs pairs les aient essayés, alors que 32 % d'entre eux attendront que l'innovation ait bien été mise à l'essai avant de l'adopter. Environ 8 % des exploitants agricoles ont été parmi les derniers à essayer une innovation.

Graphique E.5
Répartition des adoptants selon le moment d'adoption de produits, de pratiques ou de processus nouveaux ou considérablement améliorés dans les exploitations agricoles canadiennes, entre 2011 et 2013



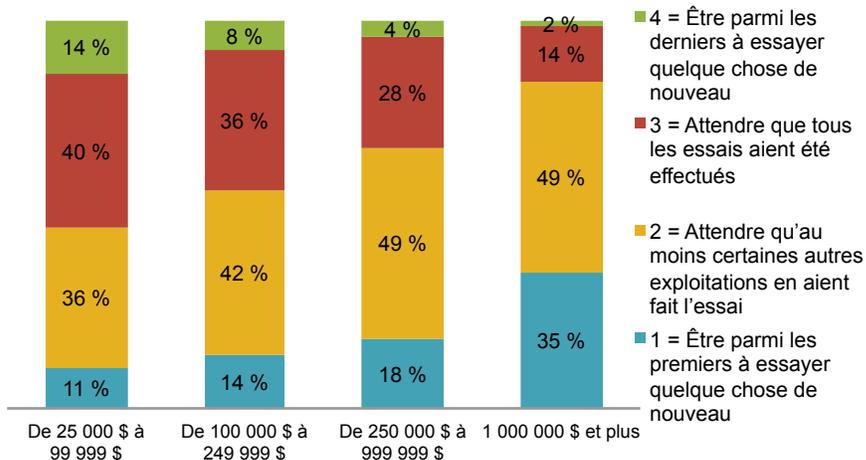
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes de 2013.

Les exploitants d'exploitations agricoles plus grandes et les exploitants plus jeunes ont plus de chance d'adopter rapidement une innovation.

Plus du tiers des exploitants agricoles millionnaires ont été parmi les premiers à adopter une innovation, par rapport à seulement un dixième des exploitants de petites fermes (de la catégorie de revenus de 25 000 \$ à 99 999 \$).

La majorité (54 %) des exploitants de petites exploitations agricoles vont attendre que l'innovation ait bien été mise à l'essai ou être parmi les derniers à l'adopter, alors que seulement 16 % des exploitants agricoles millionnaires vont attendre que l'innovation ait bien été mise à l'essai ou être parmi les derniers à l'adopter.

Graphique E.6
Catégories d'adoptants selon le moment d'adoption de produits, de pratiques ou de processus nouveaux ou considérablement améliorés dans les exploitations agricoles canadiennes, par taille d'exploitation, entre 2011 et 2013



Source: Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes de 2013.

La vitesse d'adoption de l'innovation est, dans une certaine mesure, liée à l'âge de l'exploitant.

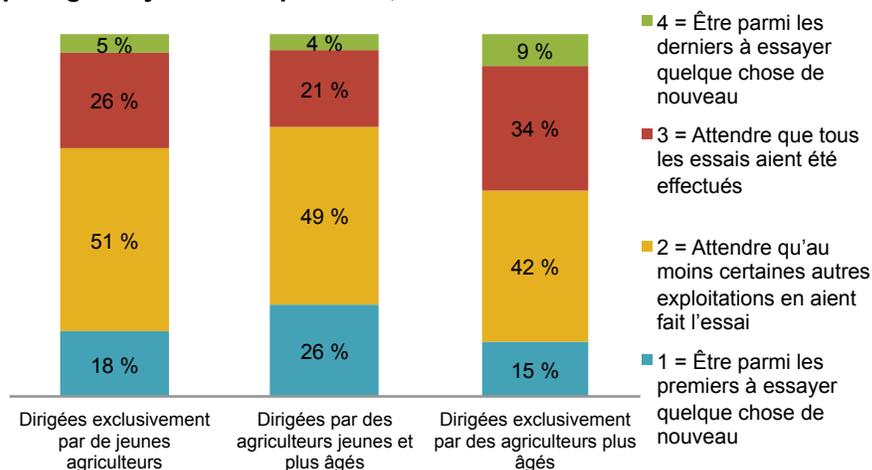
Environ 18 % des exploitations agricoles uniquement exploitées par de jeunes exploitants (de moins de 40 ans) ont été les premières où un nouvel élément a été essayé. Environ 51 % des exploitants adoptent une innovation après que quelques autres l'ont déjà essayée.

Parmi les exploitations agricoles exploitées uniquement par un exploitant plus âgé (plus de 40 ans), 14 % ont été les premières où un élément nouveau a été essayé et pour 40 %, l'exploitant attendait que quelques autres l'aient déjà adopté.

Les exploitations multigénérationnelles (dont les exploitants comptent à la fois des jeunes et des plus âgés)

ont plus de chance d'adopter rapidement des innovations. Environ 25 % de ces exploitants ont été parmi les premiers à adopter un élément nouveau.

Graphique E.7
Catégories d'adoptants selon le moment d'adoption de produits, de pratiques ou de processus nouveaux ou considérablement améliorés dans les exploitations agricoles canadiennes, par âge moyen des exploitants, entre 2011 et 2013



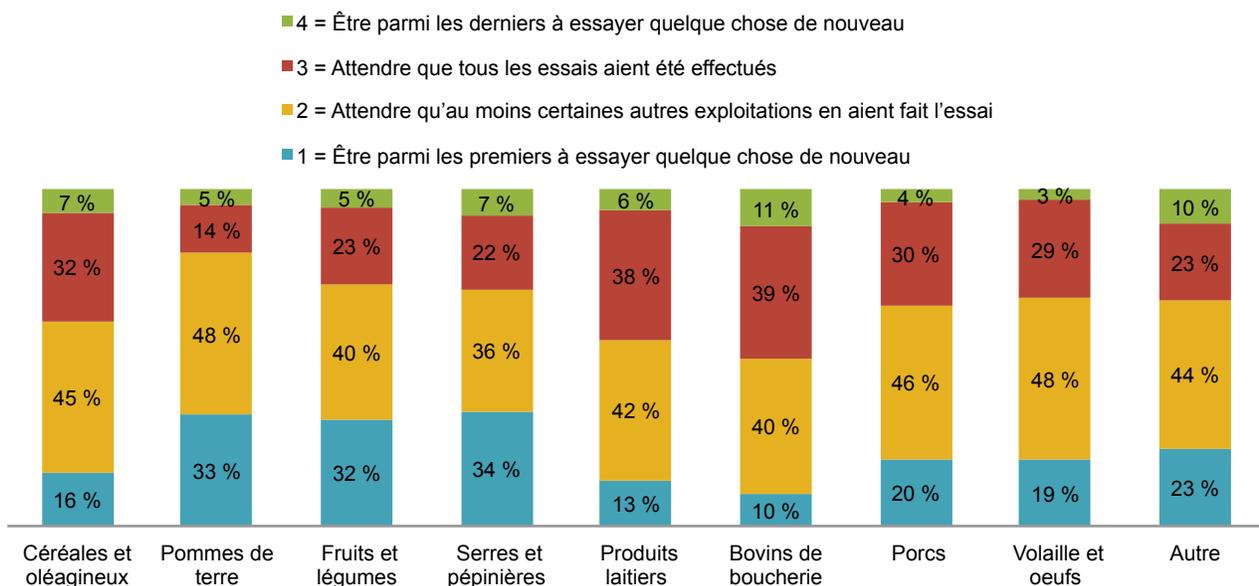
Source: Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes de 2013.

Les exploitations horticoles et de pommes de terre ont plus de chance d'adopter des innovations rapidement que les élevages ou les exploitations de céréales et d'oléagineux.

Environ le tiers des exploitations de pommes de terre, des exploitations de fruits et de légumes, et des exploitations de produits de serre sont parmi les premières à adopter une innovation.

Avant d'adopter une innovation, la majorité des exploitants, tout type d'exploitation agricole confondu, attendront au moins que quelques autres l'aient d'abord essayée. Toutefois, plus du tiers producteurs laitiers et des éleveurs de bovins de boucherie attendront qu'une innovation ait bien été mise à l'essai avant de l'adopter.

Graphique E.8
Catégories d'adopteurs selon le moment d'adoption de produits, de pratiques ou de processus nouveaux ou considérablement améliorés dans les exploitations agricoles canadiennes, par groupe de produit, entre 2011 et 2013



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes de 2013.

SECTION F

Production en aval de la ferme

SECTION F1

Transformation des aliments et des boissons

Introduction:

L'industrie de la transformation utilise comme intrants des produits primaires et des produits transformés pour en faire des aliments et des boissons, qui sont ensuite distribués aux fabricants d'aliments en vue d'une transformation subséquente, aux détaillants, aux établissements de services alimentaires et, enfin, aux consommateurs. Afin d'approvisionner le marché en produits possédant les caractéristiques les plus recherchées de nos jours, l'industrie est de mieux en mieux intégrée tout le long de la chaîne d'approvisionnement, tant sur les marchés intérieurs qu'étrangers.

L'industrie de la transformation des aliments et des boissons joue un rôle important dans l'économie canadienne, puisqu'elle y contribue à hauteur de 27,7 milliards de dollars annuellement, ou 16 % du PIB total du secteur manufacturier. L'industrie est le plus gros employeur du secteur manufacturier, responsable de 16,6 % de tous les emplois du secteur.

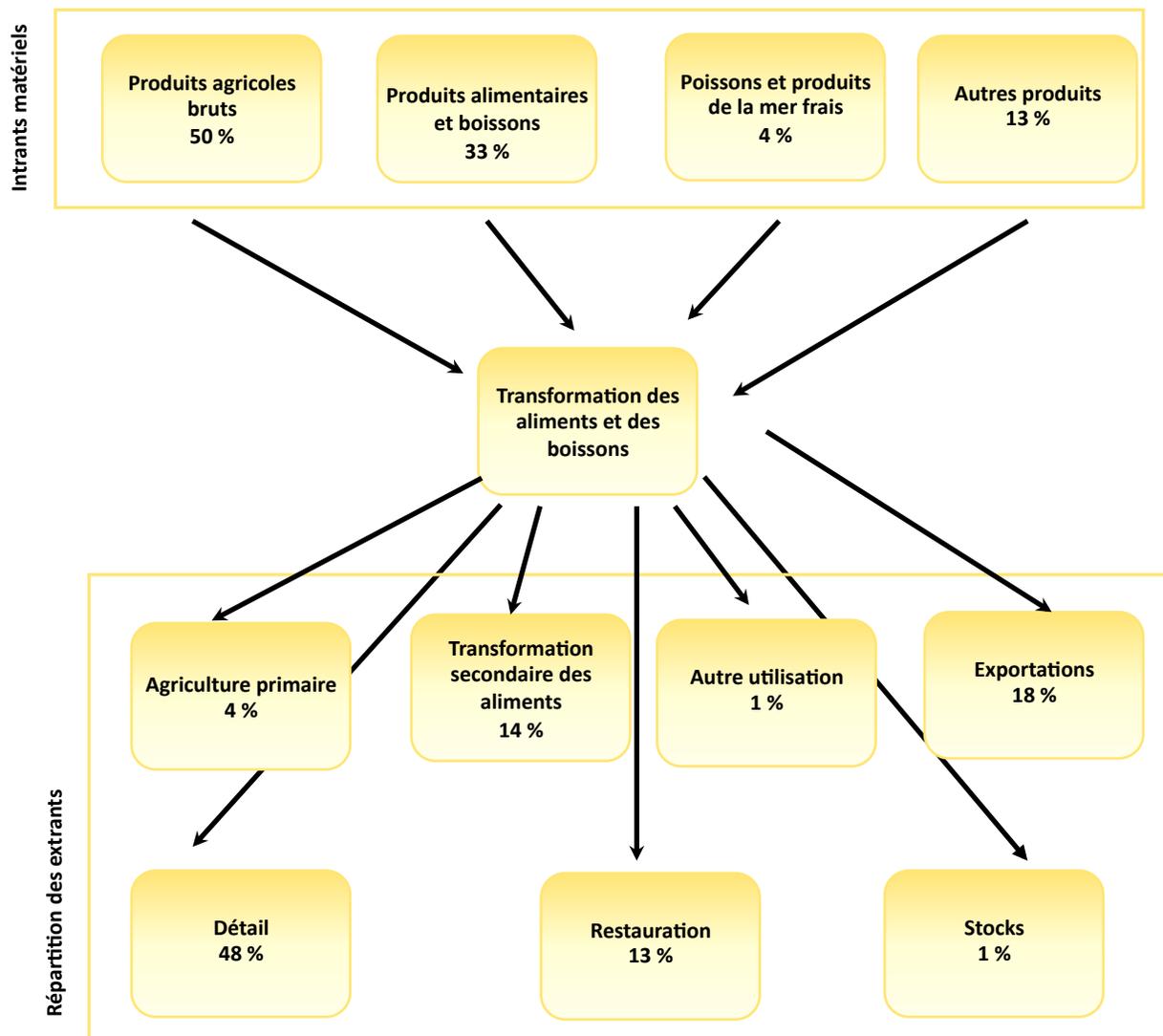
Cependant, elle doit constamment relever les énormes défis que présentent l'instabilité des prix des produits, le marché du travail restreint, l'augmentation des coûts des intrants, les changements sur le plan de la concurrence et des structures, notamment l'arrivée de nouveaux détaillants, l'expansion des détaillants existants, ainsi que la fermeture ou la fusion de certaines entreprises de transformation.

L'industrie de la transformation des aliments et des boissons est un élément important du système agricole et agroalimentaire; elle transforme des produits agricoles de base en produits à valeur ajoutée qui sont vendus au Canada et à l'étranger.

Les produits agricoles bruts représentaient environ 50 % de la valeur totale des intrants matériels utilisés dans la transformation des aliments et des boissons au Canada en 2011.

Les aliments et boissons transformés représentaient 33 % de la valeur totale de tous les intrants matériels, alors que les poissons et les produits de la mer frais en représentaient 4 %. Les matériaux d'emballage, l'énergie, les additifs chimiques et les ingrédients constituaient la plus grande partie des 13 % restants.

Graphique F.1.1
Transformation des aliments : composition des intrants et répartition des extrants, 2011



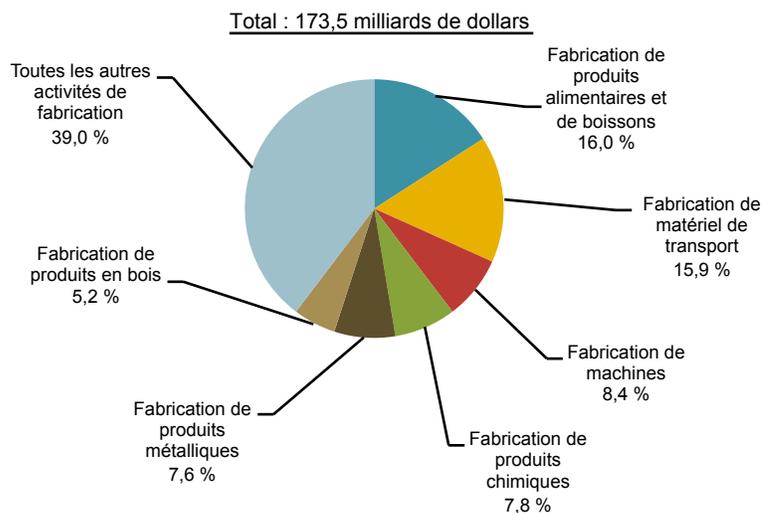
Sources : Modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Le total ne correspond pas à 100 % en raison de l'absence de données confidentielles. Ces estimations sont une représentation des flux d'entrées et de sorties de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons. Cette représentation est fondée sur le Modèle entrées-sorties de Statistique Canada pour l'année de base 2011.

La transformation des aliments et des boissons est la principale industrie manufacturière du Canada.

En 2014, l'industrie de la transformation des aliments et des boissons a représenté la part la plus importante (16 %) du PIB total de 173,5 milliards de dollars du secteur manufacturier.

Avec un PIB de 27,7 milliards de dollars, l'industrie de la transformation des aliments et des boissons représentait 16 % du PIB total du secteur manufacturier, dépassant légèrement l'industrie de la fabrication de matériel de transport, dont le PIB de 27,6 milliards de dollars a représenté 15,9 % du PIB total du secteur manufacturier.

Graphique F.1.2
Répartition du PIB total du secteur manufacturier par industrie, 2014

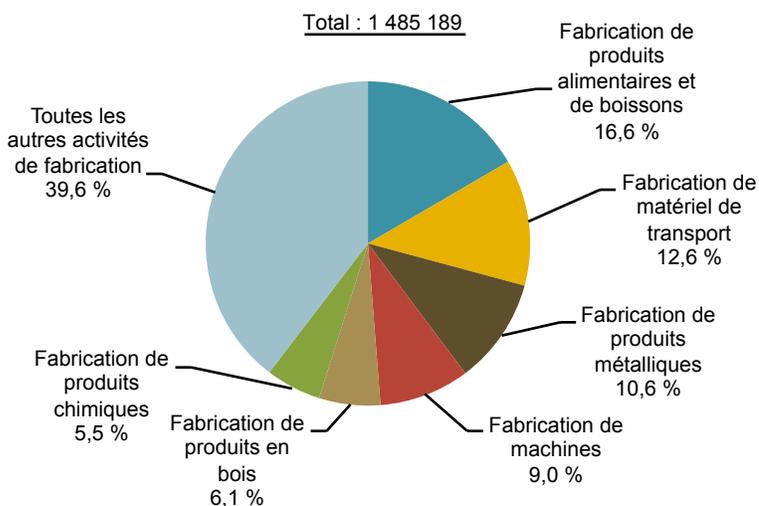


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Pour ce qui est de fournir des emplois dans le secteur canadien de la fabrication, la transformation des aliments et des boissons est arrivée première, devant la fabrication de matériel de transport.

En 2014, l'industrie de la transformation des aliments et des boissons a employé 246 414 personnes et a été responsable de 16,6 % de tous les emplois du secteur manufacturier.

Graphique F.1.3
Répartition du total des emplois du secteur manufacturier par industrie, 2014



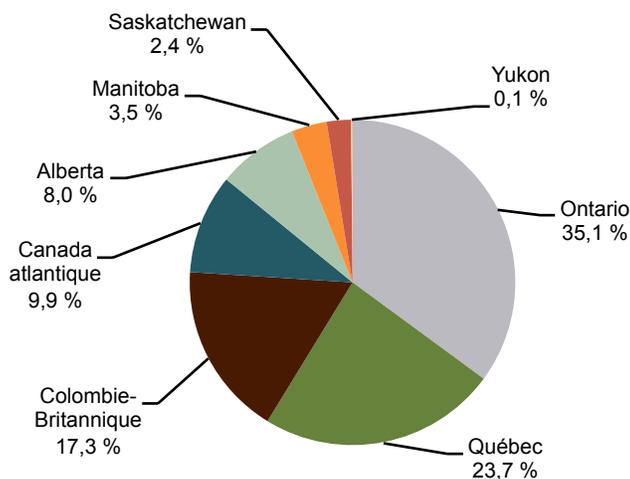
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

L'industrie de la transformation des aliments et des boissons est présente dans toutes les provinces canadiennes.

Plus de la moitié de tous les établissements de transformation des aliments et des boissons étaient situés en 2014 en Ontario (35,1 %) et au Québec (23,7 %).

Un grand nombre de ces établissements en Ontario et au Québec étaient des boulangeries et des usines de transformation de produits de viande. Les autres provinces et régions comptant un nombre élevé d'établissements de transformation des aliments étaient la Colombie-Britannique (17,3 %), les provinces de l'Atlantique (9,9 %) et l'Alberta (8 %).

Graphique F.1.4
Répartition des établissements de fabrication de produits alimentaires et de boissons par province, 2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

L'industrie de la transformation des aliments et des boissons produit une vaste gamme de produits et la valeur des expéditions est en hausse constante depuis les deux dernières décennies.

En 2014, les viandes, les produits laitiers et les boissons ont représenté plus de la moitié de la valeur totale des expéditions d'aliments et de boissons (103,4 milliards de dollars).

Les expéditions de produits de viande ont représenté à elles seules le quart (25,5 %) de toutes les expéditions de l'industrie de transformation des aliments et des boissons, alors que les expéditions de produits laitiers se sont établies à 16,5 %, et celles des boissons, à 10,1 %.

Les expéditions du sous-secteur de la mouture de céréales et d'oléagineux ont également été importantes, comptant pour 8,9 % de l'ensemble des expéditions de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons.

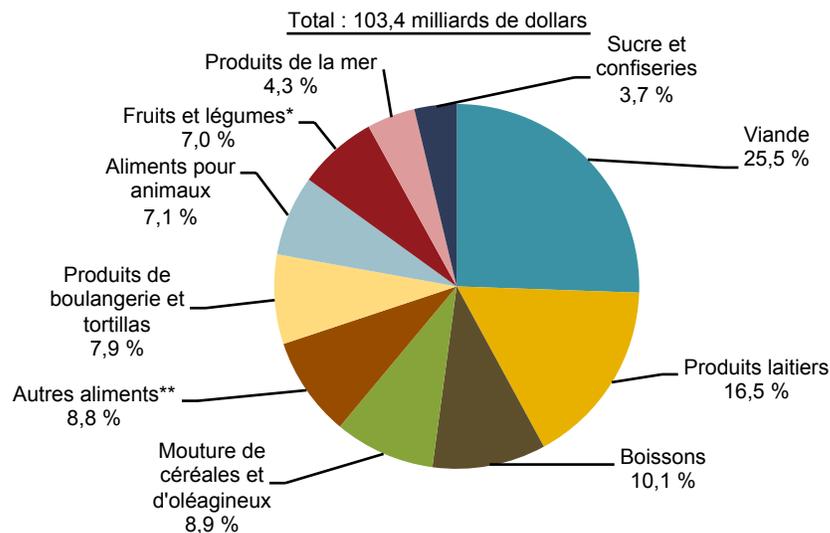
La valeur des expéditions de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons a presque doublé, passant de 52 milliards de dollars en 1995 à 103,4 milliards de dollars en 2014.

La croissance de la valeur des expéditions dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons varie selon les sous-secteurs.

La valeur des expéditions de viande, de produits laitiers, d'aliments pour animaux et de produits de boulangerie et tortillas a plus que doublé durant la période de 1995 à 2014.

Pendant cette période, les expéditions de viande ont augmenté de 114,5 %, celles de produits laitiers de 117,4 %, celles de céréales et oléagineux de 88,1 % et celles de produits de boulangerie et tortillas de 125,5 %.

Graphique F.1.5
Répartition des expéditions d'aliments et de boissons par sous-industrie, 2014



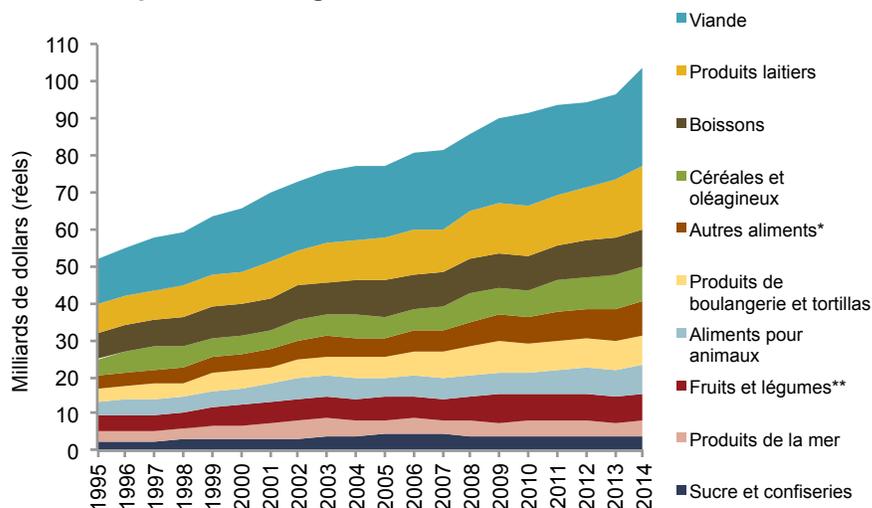
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Remarque : Les données pourraient être révisées en fonction de l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières.

*Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires.

**Autres aliments : Cette catégorie comprend les grignotines, le café et le thé, le sirop et les concentrés aromatisés, les assaisonnements et les vinaigrettes, et toutes les autres fabrications de produits alimentaires.

Graphique F.1.6
Livraisons de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-catégorie, 1995-2014



Source : Statistique Canada.

*Autres aliments : Cette catégorie comprend les grignotines, le café et le thé, le sirop et les concentrés aromatisés, les assaisonnements et les vinaigrettes, et toutes les autres fabrications de produits alimentaires

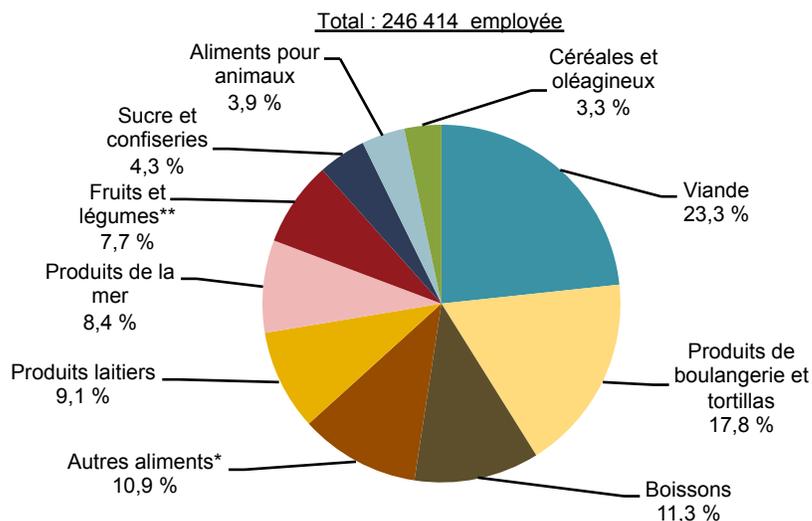
**Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires.

Les emplois offerts dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons sont répartis dans plusieurs sous-secteurs.

En général, la moitié des emplois de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons se retrouvent dans les sous-secteurs de la viande, des produits de boulangerie et tortillas, et des boissons.

Les emplois du sous-secteur de la transformation de la viande ont représenté 23,3 % de tous les emplois du secteur de la transformation des aliments et des boissons. Le sous-secteur des produits de boulangerie et tortillas a suivi avec 17,8 % de tous les emplois.

Graphique F.1.7
Emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-catégorie, 2014



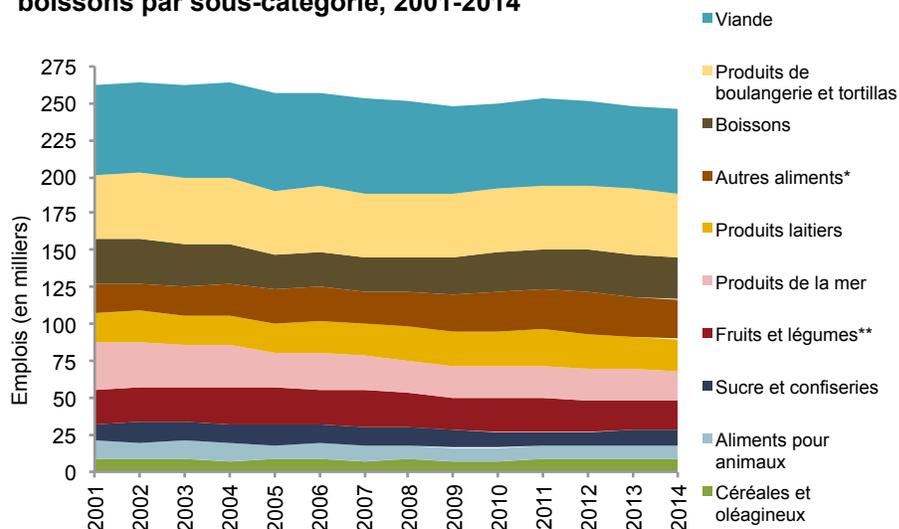
Source: Statistique Canada et calculs d'AAC.

*Autres aliments : Cette catégorie comprend les grignotines, le café et le thé, le sirop et les concentrés aromatisés, les assaisonnements et les vinaigrettes, et toutes les autres fabrications de produits alimentaires. **Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires.

Au cours de la période de 2001 à 2014, le nombre d'emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons a enregistré une baisse de 6 %, passant de 262 080 à 246 414 emplois.

Le secteur des « autres aliments » est celui ayant connu la plus forte augmentation d'emplois, à savoir une croissance de 35,6 % pour la période de 2001 à 2014, suivie par le secteur de la transformation des produits laitiers avec une croissance de 7,4 % au cours de la même période. Le secteur de la transformation des produits de la mer a par contre connu la baisse la plus marquée, à savoir une perte de 33,6 % des emplois au cours de la période.

Graphique F.1.8
Emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-catégorie, 2001-2014



Source : Statistique Canada.

*Autres aliments : Cette catégorie comprend les grignotines, le café et le thé, le sirop et les concentrés aromatisés, les assaisonnements et les vinaigrettes, et toutes les autres fabrications de produits alimentaires. **Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires.

Les fournitures et les approvisionnements continuent de représenter le coût variable des intrants le plus important de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons.

Parmi les différents intrants utilisés par l'industrie de la transformation des aliments et des boissons et mentionnés par Statistique Canada, les fournitures et les approvisionnements représentaient les dépenses les plus importantes, comptant pour 84,5 % des coûts variables des intrants rendus publics en 2013.

Les coûts des fournitures et des approvisionnements ont augmenté de 0,1 % en 2013 par rapport aux chiffres de l'année précédente. La main-d'œuvre (salaires et traitements) représente 15,5 % des coûts variables des intrants rapportés en 2013, une diminution de 0,7 % par rapport aux niveaux de 2012.

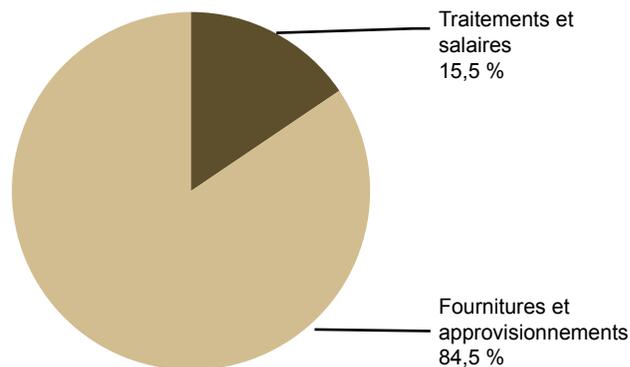
La troisième catégorie des coûts variables des intrants (non disponible au moment de la publication), regroupant l'énergie, la consommation d'eau et les carburants de véhicules, ont présenté une moyenne historique de 2,9 % pour la période de 2004 à 2012.

Les coûts variables des intrants changent selon le sous-secteur.

En 2013, parmi les coûts variables rapportés par Statistique Canada, les coûts des fournitures et approvisionnements ont représenté une proportion allant de 69,4 % (dans le sous-secteur des produits de boulangerie) à 94,9 % (dans le sous-secteur des céréales et oléagineux). Pour l'ensemble des sous-secteurs, la part moyenne des coûts des fournitures et approvisionnements était de 82,6 %.

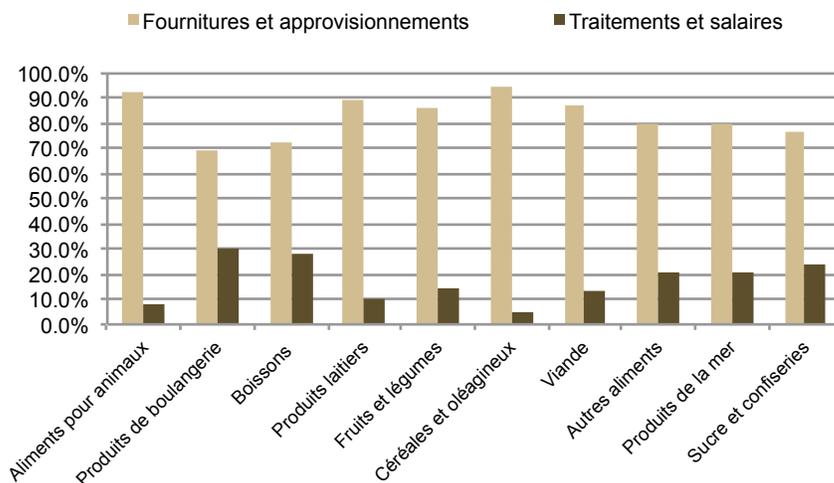
La part du coût des salaires et des traitements allait de 5,1 % dans le sous-secteur des céréales et oléagineux à 30,6 % dans le sous-secteur des produits de boulangerie. Pour l'ensemble des sous-secteurs, la part moyenne du coût des salaires et des traitements était de 17,4 %.

Graphique F.1.9
Coûts variables des intrants dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, 2013



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Les données de 2013 pourraient être révisées; elles ne tiennent pas compte des coûts variables de l'énergie, de l'approvisionnement en eau et du carburant pour véhicules. Au cours de la période 2004-2012, cette catégorie représentait de 2,7 % à 3,1 % du total des coûts variables.

Graphique F.1.10
Coûts variables dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, par sous-secteur, 2013



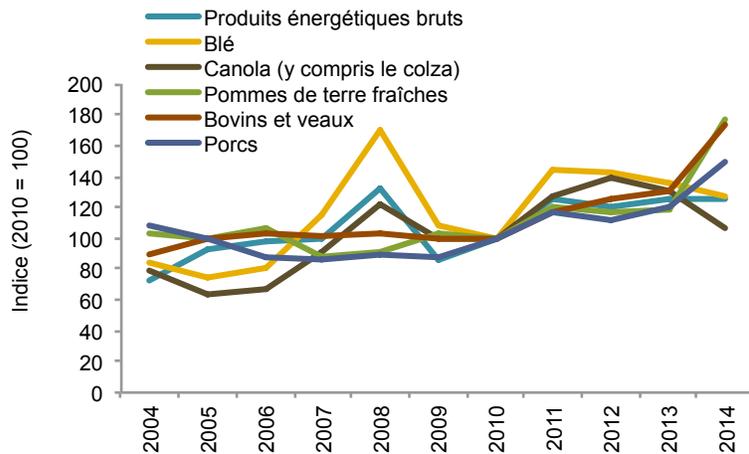
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La variation des prix des matières premières et de la main-d'œuvre a une incidence sur la compétitivité des coûts de l'industrie de la transformation des aliments.

Le prix des matières premières et d'autres intrants, notamment celui des produits agricoles de base et de l'énergie, qui ont monté en flèche en 2008 et sont demeurés au-dessus de la moyenne au cours des dix dernières années, ont influencé le coût des intrants matériels.

L'indice des prix des matières premières, qui mesure les fluctuations des prix pour les matières premières achetées par les fabricants de produits alimentaires au Canada, a chuté en 2014 pour le blé et le canola, mais a augmenté de façon marquée pour les pommes de terre fraîches, les bovins et les porcs. L'indice a légèrement augmenté pour l'énergie primaire.

Graphique F.1.11
Indice des prix des matières premières pour certains produits de base, 2004-2014



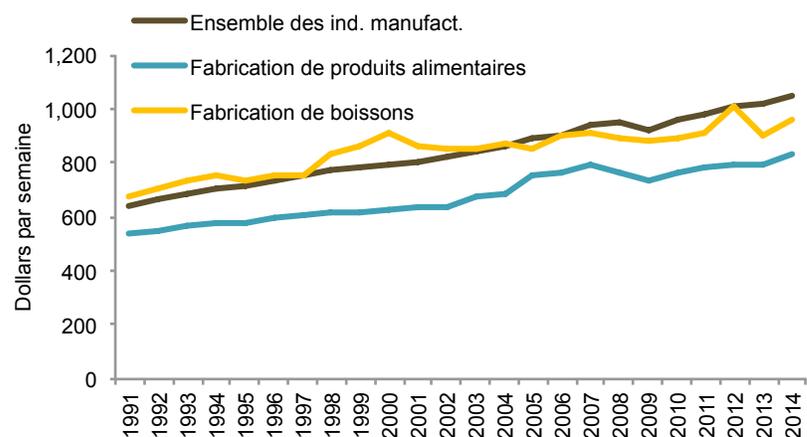
Source : Statistique Canada.

Le coût de la main-d'œuvre, qui avait diminué en raison de la récession de 2009, a augmenté, tant dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons que dans tout le secteur manufacturier.

Après plus d'une décennie d'augmentations successives de l'écart salarial entre l'ensemble du secteur manufacturier et les industries de fabrication des aliments, l'écart salarial s'est légèrement rétréci au cours de la période de 2002 à 2007, pour augmenter de nouveau au cours de la période de 2009 à 2014.

Lors de la récession de 2008-2009, la rémunération hebdomadaire moyenne a subi une baisse beaucoup plus importante dans la transformation des aliments que dans l'ensemble du secteur manufacturier, mais elle s'est rétablie par la suite. Depuis les années 1990, la rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments est restée généralement inférieure à celle de l'ensemble du secteur manufacturier et de l'industrie de la transformation des boissons.

Graphique F.1.12
Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la fabrication de produits alimentaires et de boissons et dans le secteur de la fabrication, 1991-2014



Source : Statistique Canada.

En 2014, les entreprises de transformation des aliments et des boissons ont affiché des marges bénéficiaires plus élevées et un ratio d'endettement légèrement plus élevé qu'en 2013.

Les marges bénéficiaires de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses se sont améliorées légèrement, passant de 5 % en 2013 à 6 % en 2014, alors que les marges bénéficiaires dans l'ensemble du secteur manufacturier sont passées de 6,3 % en 2013 à 7,3 % en 2014.

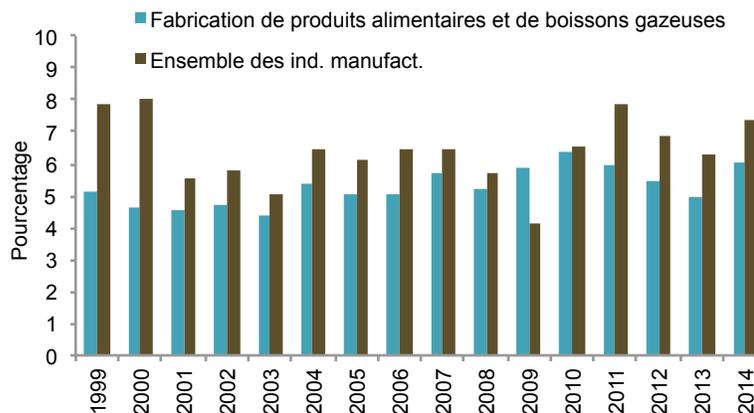
Les marges bénéficiaires de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons et de l'ensemble du secteur manufacturier se sont rétablies depuis la récession de 2009.

L'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses n'a pas subi d'aussi grandes répercussions que le reste du secteur manufacturier durant la récession.

La santé financière d'une industrie peut se constater par son ratio d'endettement. Le ratio d'endettement de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses a chuté à son plus bas niveau en 20 ans pour atteindre 0,79 en 2013, puis a augmenté très légèrement à 0,80 en 2014.

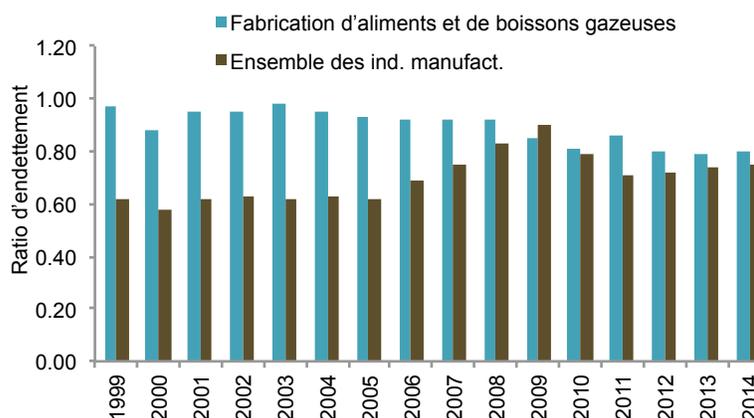
Le ratio d'endettement de l'ensemble du secteur manufacturier s'est également quelque peu dégradé, passant de 0,74 en 2013 à 0,75 en 2014.

Graphique F.1.13
Marges bénéficiaires dans l'industrie de la transformation des produits alimentaires et des boissons gazeuses et dans le secteur manufacturier en général, 1999-2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Graphique F.1.14
Ratio d'endettement dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses et dans le secteur manufacturier en général, 1999-2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

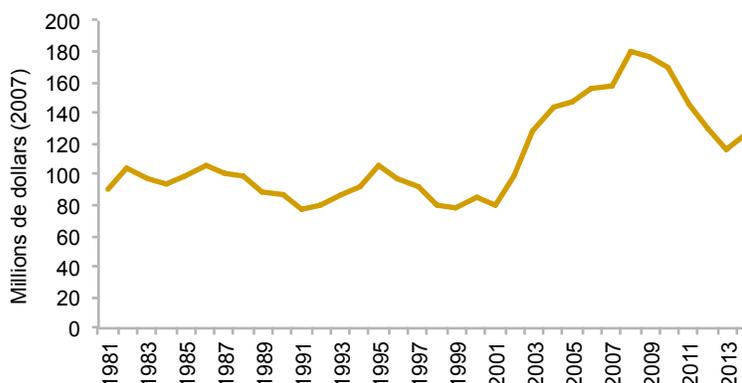
Les investissements du secteur privé en R et D dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons ont augmenté considérablement depuis 1980.

Les dépenses réelles consacrées par le secteur privé à la R et D dans l'industrie de la transformation des aliments ont atteint 125,9 millions de dollars en 2014, une augmentation de 13 millions de dollars par rapport à 2013.

Les dépenses réelles consacrées par le secteur privé à la R et D ont atteint en moyenne 92,1 millions de dollars par année entre 1981 et 2000, et 139,7 millions de dollars par année entre 2001 et 2014.

L'industrie de la transformation des aliments a bénéficié d'innovations dans de multiples secteurs, y compris la réduction du gaspillage alimentaire, la production allégée et de nouveaux usages pour les sous-produits. De plus, les produits sont constamment améliorés grâce à l'utilisation de nouveaux ingrédients et d'emballages novateurs.

Graphique F.1.15
Dépenses réelles consacrées par le secteur privé à la R et D dans la transformation d'aliments, 1981-2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

SECTION F2

Le commerce alimentaire de détail,
le commerce de gros et les services alimentaires

Introduction:

La vente d'aliments au détail et en gros, ainsi que les services alimentaires sont des acteurs essentiels du système agricole et agroalimentaire canadien. Les détaillants en alimentation s'adaptent constamment aux nouvelles demandes des consommateurs, au marché très dynamique et aux nouveaux concurrents. Ils doivent souvent se restructurer pour conserver ou augmenter leur part de marché, tout en forgeant des alliances et en établissant des réseaux avec les partenaires de la chaîne d'approvisionnement pour veiller à ce que les exigences des consommateurs en matière de salubrité et de qualité des aliments et autres attributs soient satisfaites.

Les fournisseurs de services alimentaires veillent à modifier et à actualiser fréquemment leurs produits et services selon les goûts et préférences du moment. L'industrie de la restauration, secteur férocelement compétitif s'il en est un, doit dorénavant composer avec la concurrence du secteur de la vente d'aliments au détail, dont la vaste gamme d'aliments préparés et de repas à emporter offre aux consommateurs la commodité que seuls les repas pris au restaurant leur permettaient auparavant.

Malgré cette concurrence accrue, les ventes de l'industrie des services alimentaires ont continué leur poussée et son chiffre d'affaires a atteint 57,6 milliards de dollars en 2014, une augmentation de 5,5 % comparativement à 2013.

Les détaillants en alimentation ont continué à consolider leurs activités en 2014.

Au cours des vingt dernière année, les magasins d'alimentation se sont regroupés et ont rationalisé leurs opérations. La tendance se déplace dorénavant vers les grandes exploitations en raison d'une concurrence accrue.

En 2014, les trois plus gros détaillants canadiens en alimentation ont cumulé respectivement des ventes de 33,6 milliards de dollars dans 1 142 magasins, de 23,9 milliards de dollars dans 1 500 magasins, et de 11,6 milliards de dollars dans 588 magasins.

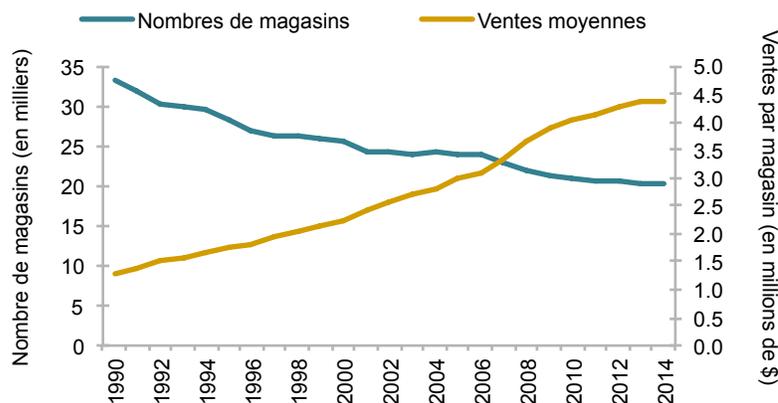
Étant donné la concurrence entre les grands détaillants en alimentation pour de plus grandes parts de marché et des marges bénéficiaires plus élevées, il faut s'attendre à ce que la tendance au regroupement se maintienne.

Les chaînes de supermarchés dominent les ventes d'aliments dans toutes les provinces, sauf au Québec.

Au Canada, 60,7 % des ventes d'aliments sont réalisées par les deux principales chaînes de détaillants en alimentation et d'autres chaînes d'épiceries. Toutefois, la prépondérance des chaînes en pourcentage des ventes varie selon la province.

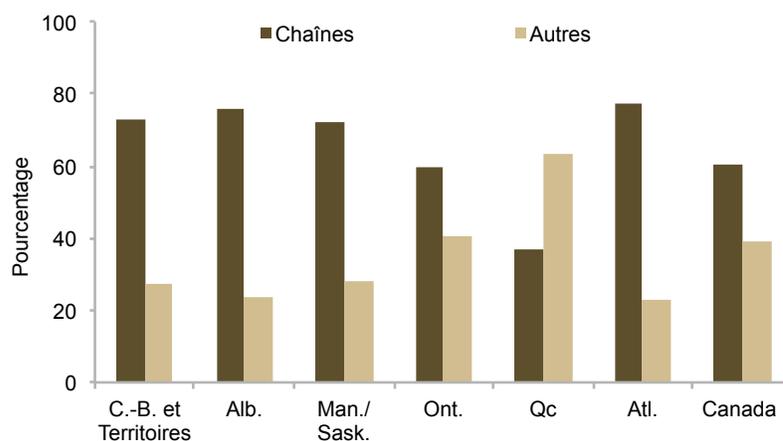
Les chaînes dominent dans les provinces de l'Atlantique (77,4 %) et l'Alberta (76 %), mais sont nettement moins importantes au Québec (36,8 %). La part des ventes de l'ensemble des marchés d'alimentation revenant aux chaînes d'épiceries a légèrement augmenté en 2014 par rapport à 2013 dans la plupart des provinces, à l'exception de l'Alberta où cette proportion est restée stable.

Graphique F.2.1
Nombre de magasins d'alimentation au Canada et ventes moyennes, 1990-2014



Sources : *Canadian Grocer*, Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Les chiffres de 2014 pourraient être révisés.

Graphique F.2.2
Part des ventes des chaînes de supermarchés canadiens par rapport aux autres magasins, par région, 2014



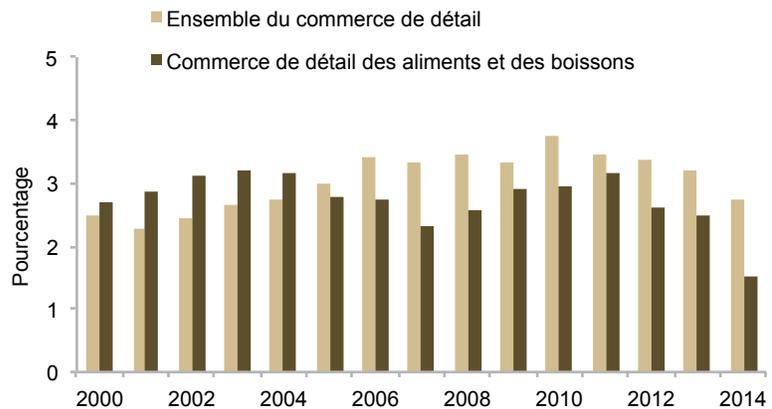
Source : *Canadian Grocer*, février 2015

Les marges bénéficiaires des détaillants d'aliments et de boissons ont poursuivi leur tendance à la baisse amorcée en 2011, demeurant inférieures à celles de l'ensemble du secteur de la vente au détail.

Jusqu'en 2005, les marges bénéficiaires des détaillants d'aliments et de boissons dépassaient celles des autres détaillants. Cette tendance s'est inversée depuis, en partie par la concurrence de plus en plus grande des détaillants alimentaires non traditionnels, comme Walmart et Costco.

La marge bénéficiaire des détaillants d'aliments et de boissons en 2014 a été de 1,5 %, un taux inférieur à la moyenne de 2,8 % enregistrée pour la période de 2000 à 2013, et inférieur également à la moyenne de 3,1 % enregistrée pour l'ensemble des détaillants.

Graphique F.2.3
Ratio des marge bénéficiaire des détaillants d'aliments et de boissons, 2000-2014



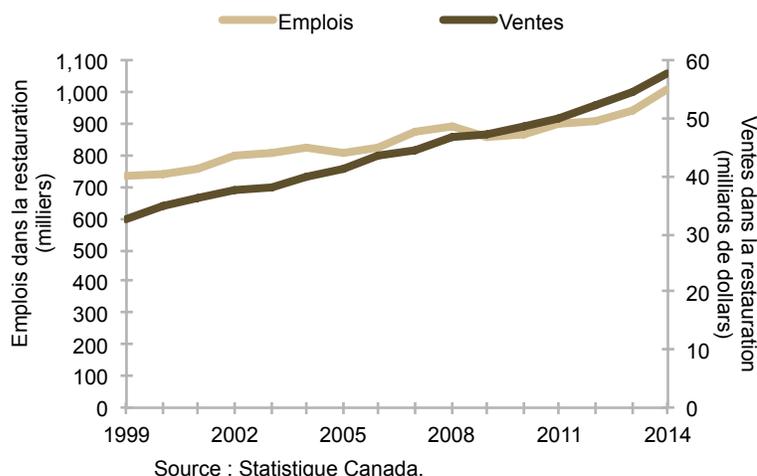
Sources : Statistique Canada, Statistiques financières trimestrielles des entreprises.

Les marges bénéficiaires et les ventes de l'industrie de la restauration ont poursuivi leur tendance à la hausse.

Les ventes dans la restauration commerciale ont augmenté de façon constante au cours des 16 dernières années.

Le chiffre d'affaires des établissements de restauration commerciale est évalué à 57,6 milliards de dollars en 2014, une hausse de 5,5 % par rapport à 2013. En 2014, l'industrie de la restauration a fourni 1 007 100 emplois, une augmentation de 6,6 % par rapport aux 944 900 emplois de 2013.

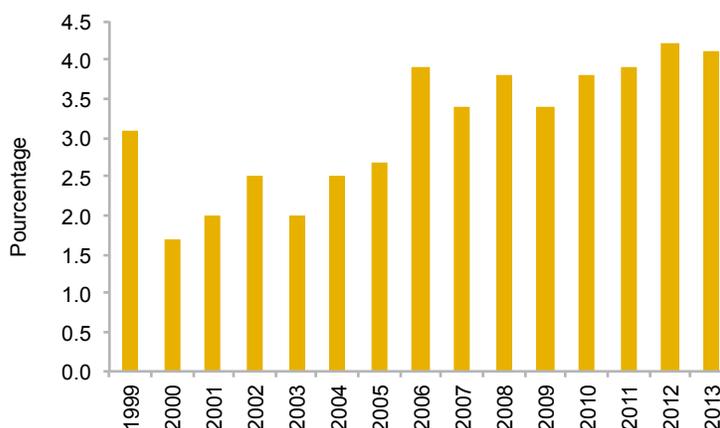
Graphique F.2.4
Emplois et ventes dans la restauration commerciale, 1999-2014



En 2013, les marges bénéficiaires des établissements de restauration et de débits de boisson sont demeurées relativement solides à 4,1 %, et ce, malgré la légère baisse enregistrée depuis 2012.

Les marges bénéficiaires des établissements de restauration et de débits de boissons ont généralement suivi une tendance à la hausse au cours des dix dernières années : du creux de 1,7 % en 2000, elles ont atteint un sommet de 3,9 % en 2006, puis un autre, celui-là de 4,2 %, en 2012.

Graphique F.2.5
Marges bénéficiaires des établissements de restauration et de débits de boissons, 1999-2013



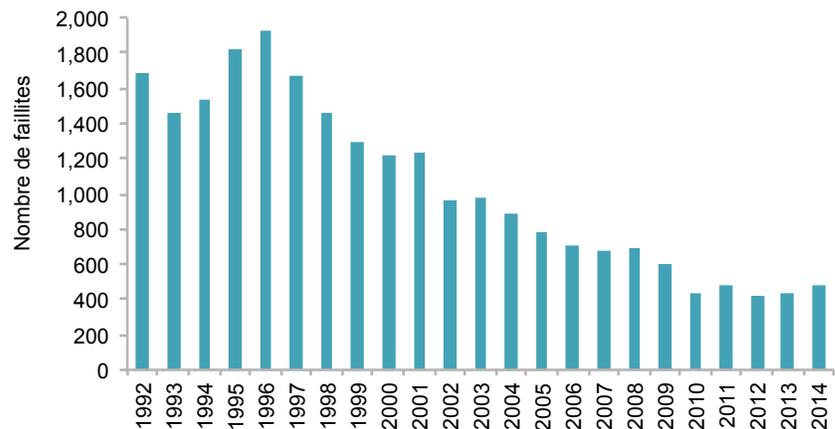
Sources : Statistique Canada, Statistiques financières et fiscales des entreprises, annuel.

Le nombre de faillites de restaurants reste dans un creux historique.

Le nombre de faillites de restaurants est en hausse en 2014, mais demeure très bas par rapport aux données historiques.

Après un sommet de 1 933 faillites enregistré en 1996, un creux historique a été atteint en 2012 avec 415 faillites de restaurants. Le nombre de faillites a augmenté de 7 % en 2014 pour atteindre 474, un chiffre supérieur à la moyenne de 443 enregistrée entre 2010 et 2013, mais toujours inférieur aux niveaux observés dans les années 1990.

Graphique F.2.6
Faillites de restaurants commerciaux, 1992-2014



Sources : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, Quarterly InfoStats et Industrie Canada, Bureau du surintendant.

SECTION G

Consommateurs

SECTION G

Consommateurs

Introduction:

Les dépenses en alimentation, tant au magasin qu'au restaurant, ont continué de croître en 2014. Cette augmentation s'explique en partie par la hausse des prix des aliments, le taux d'inflation des prix des aliments au détail ayant augmenté et s'étant maintenu au-dessus du taux d'inflation moyen.

Malgré l'augmentation des prix des aliments, les dépenses d'alimentation des ménages canadiens, en pourcentage du total des dépenses des ménages, restent relativement basses lorsqu'on les compare à celles des autres pays développés.

À l'épicerie, au-delà des aliments de première nécessité, les consommateurs canadiens recherchent des produits offrant des attributs qui reflètent la diversité et l'évolution de leurs préférences et de leurs valeurs.

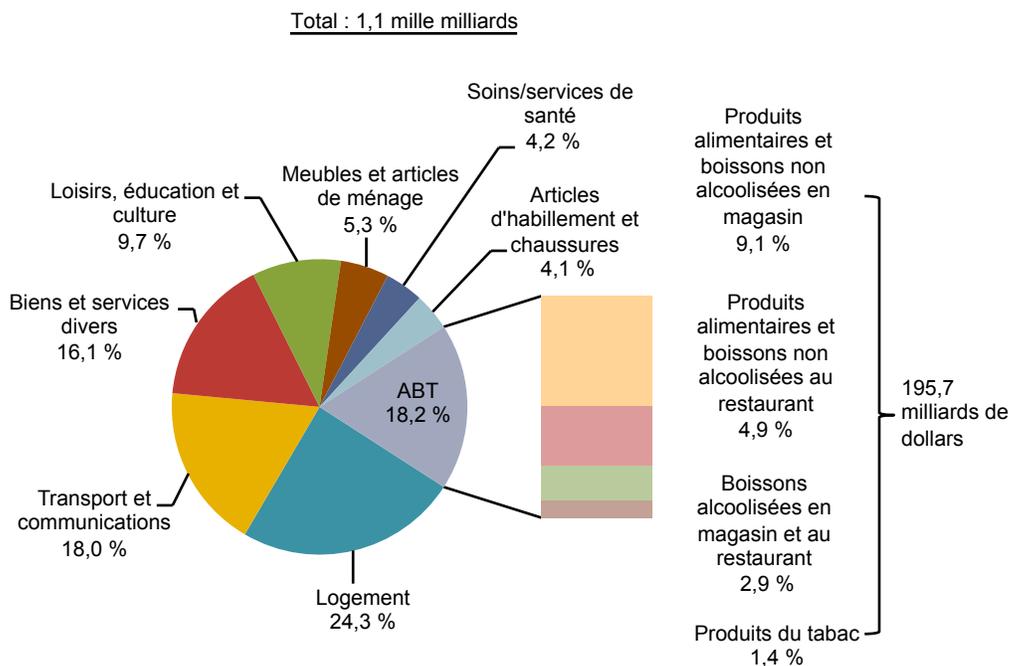
En 2014, les dépenses des ménages pour les produits alimentaires, les boissons et le tabac ont représenté la deuxième plus grande catégorie de dépenses.

Les dépenses des ménages canadiens en biens et en services se sont établies à 1,1 mille milliards de dollars en 2014, dont 18,2 %, ou 195,7 milliards de dollars, ont été consacrées aux produits alimentaires, aux boissons et au tabac.

Les achats d'aliments et de boissons non alcoolisées au magasin représentent 97,3 milliards de dollars, soit 9,1 % du total des dépenses en biens et services. En 2013, ces achats ont représenté 9,2 % du total des dépenses, à savoir 94,6 milliards de dollars. En 2014, les dépenses en aliments achetés au restaurant ont représenté 4,9 % du total des dépenses, à savoir 52,5 milliards de dollars. Les dépenses en boissons alcoolisées et produits du tabac représentent respectivement 2,9 % et 1,4 % du total des dépenses, pour un total de 45,9 milliards de dollars.

En 2014, la plus grosse dépense des ménages canadiens a été le logement avec 260,8 milliards de dollars, c'est-à-dire 24,3 % de toutes leurs dépenses en biens et en services. Les autres catégories importantes de dépenses des ménages comprenaient le transport et les communications (18,0 %), les biens et services divers (16,1 %), et les loisirs, l'éducation et la culture (9,7 %).

Graphique G.1
Répartition des dépenses des ménages en biens et en services, 2014



Source : Calculs de Statistique Canada et de AAC.

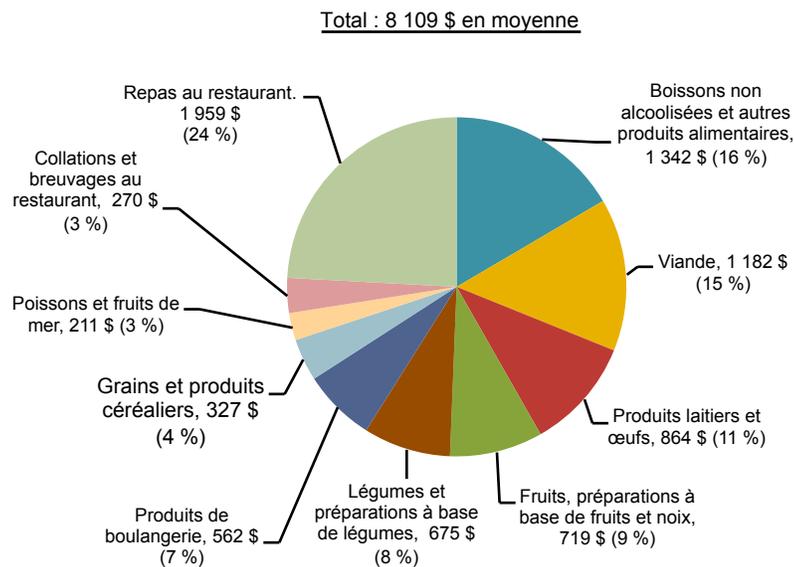
Les dépenses en aliments et en boissons des ménages canadiens sont réparties dans une vaste gamme de produits alimentaires.

Les ménages canadiens ont dépensé en moyenne 8 109 \$ en aliments et en boissons non alcoolisées en 2014, une augmentation de 2,2 % par rapport à 2013. Sont inclus les aliments achetés en magasin et les repas achetés dans des restaurants.

Les repas au restaurant ont constitué la part la plus importante, pour une moyenne de 1 959 \$ par ménage, ou 24 % des dépenses totales en aliments et en boissons non alcoolisées. Les collations et les boissons de restaurants ont représenté 270 \$ de plus (3 %) par ménage.

Les boissons non alcoolisées et autres produits alimentaires comme le sucre et les confiseries, les huiles et les matières grasses, les condiments, les épices et les repas préparés (16 %) ont constitué la part la plus importante des dépenses réalisées dans des magasins pour des aliments et des boissons. Venait ensuite la viande (15 %), puis les produits laitiers et les œufs (11 %).

Graphique G.2
Valeur moyenne et répartition des dépenses des ménages canadiens en produits alimentaires et boissons non alcoolisées, 2013



Source : Statistique Canada et calculs de AAC.

L'achat d'aliments ne représente qu'une petite partie des dépenses des ménages.

Les dépenses réelles consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées ont augmenté de 2,2 %, passant de 122,3 milliards de dollars en 2013 à 125 milliards de dollars en 2014.

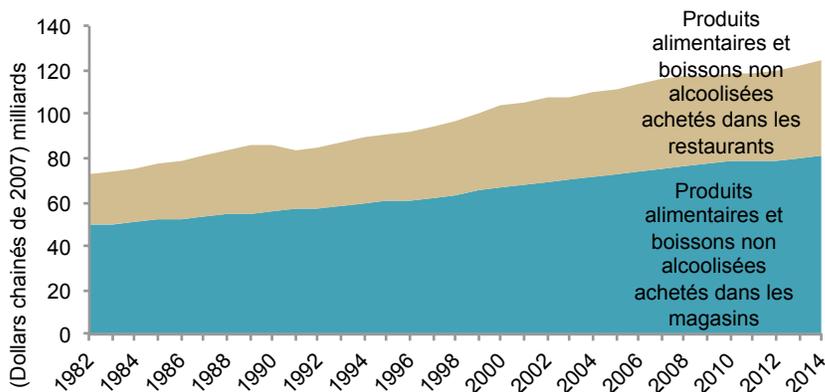
Les dépenses réelles consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées provenant de magasins sont passées de 79,5 milliards de dollars en 2013 à 80,8 milliards de dollars en 2014, soit une augmentation de 1,6 %. Les dépenses personnelles réelles consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées provenant de restaurants ont augmenté de 3,3 %, passant de 42,8 milliards de dollars en 2013 à 44,2 milliards de dollars en 2014.

Depuis 1982, les Canadiens consacrent bon an mal an environ 34 % des dépenses annuelles de leur ménage en aliments et en boissons non alcoolisées à des restaurants, alors que les 66 % restants vont aux magasins.

Sur les dépenses totales des ménages consacrées aux biens et services en 2013, les dépenses alimentaires ont représenté 10,1 % au Canada.

Ces résultats ont toutefois varié en fonction du quintile de revenu du ménage. Les ménages canadiens ayant le revenu le plus élevé, soit la tranche supérieure de 20 % (cinquième quintile), ont consacré à l'alimentation 7,8 % de leurs dépenses en biens et en services, comparativement à 13,8 % pour les ménages à faible revenu (premier quintile).

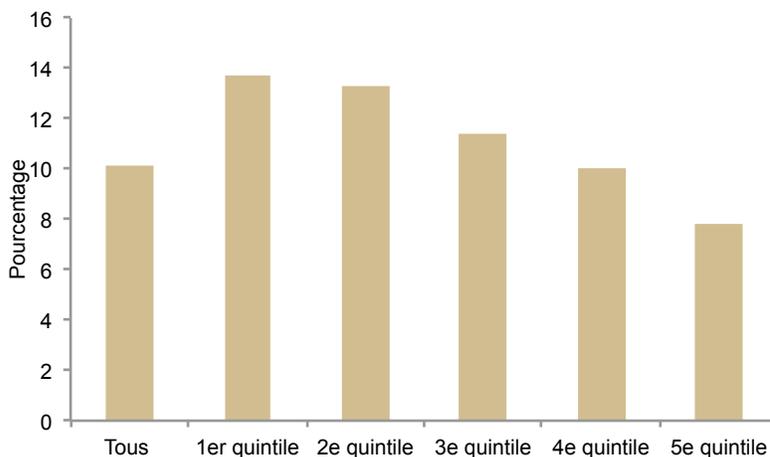
Graphique G.3
Dépenses réelles des ménages en produits alimentaires et en boissons non alcoolisées, 1982-2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Remarque : Ne comprennent pas les dépenses en boissons alcoolisées et en produits du tabac.

Graphique G.4
Part de l'ensemble des produits alimentaires dans les dépenses des ménages par quintile de revenu au Canada, 2013



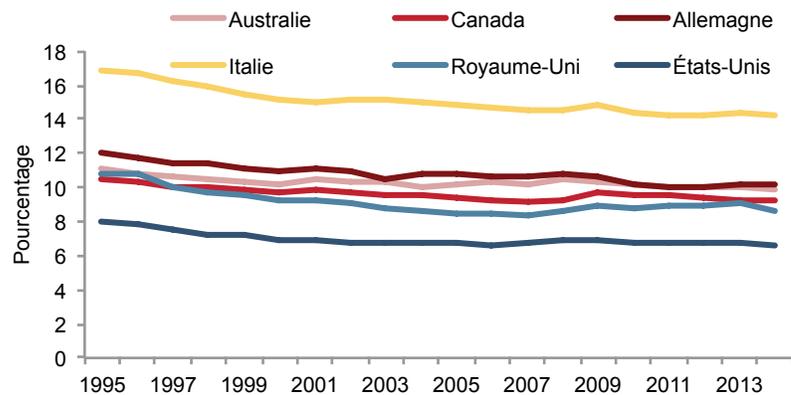
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La part des dépenses des ménages consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées a diminué au Canada et dans de nombreux pays de l'OCDE.

Les dépenses des ménages canadiens en aliments et en boissons non alcoolisées dans les magasins ont diminué en 2014 et ont été inférieures à celles de nombreux pays de l'OCDE.

Parmi les pays de l'OCDE sélectionnés en 2014, l'Italie a eu la part la plus importante (14,2 %) de dépenses des ménages en aliments et en boissons non alcoolisées dans les magasins, suivie de l'Allemagne (10,2 %), de l'Australie (9,9 %), du Canada (9,2 %) et du Royaume-Uni (8,6 %). Les ménages aux États-Unis ont eu la part la moins importante de dépenses en aliments et en boissons non alcoolisées dans les magasins (6,6 %).

Graphique G.5
Dépenses des ménages en produits alimentaires et en boissons non alcoolisées dans les magasins dans certains pays de l'OCDE*, 1995-2014



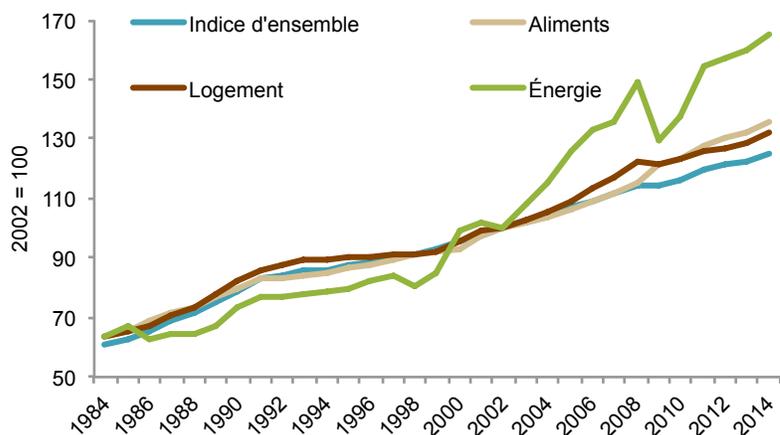
Source : OCDE.
Remarque : * Ne comprend pas les dépenses en produits alimentaires ni en boissons non alcoolisées dans les restaurants.

Les taux d'inflation des prix de détail des aliments, du logement et de l'énergie ont augmenté légèrement en 2014, ce qui a contribué à une augmentation à la consommation globale de l'inflation des prix 2,0 % en 2014, supérieure à l'augmentation de 0,9 % en 2013.

Les taux d'inflation des prix de détail des aliments ont toutefois été inférieurs à ceux du logement et de l'énergie. En 2014, les prix de détail des aliments ont augmenté de 2,3 %, après une augmentation de 1,2 % enregistrée en 2013. Les prix de l'énergie ont augmenté de 3,6 % en 2014, après avoir grimpé de 1,5 % l'année précédente. Le coût du logement a augmenté de 2,7 % en 2014.

Au cours des dix dernières années, l'inflation des prix de détail des aliments a généralement suivi celle de l'ensemble des produits, mais elle a beaucoup moins fluctué que celle des prix de l'énergie.

Graphique G.6
Indices des prix à la consommation (IPC) pour les aliments, le logement, l'énergie et indice d'ensemble, 1984-2014



Source : Statistique Canada.

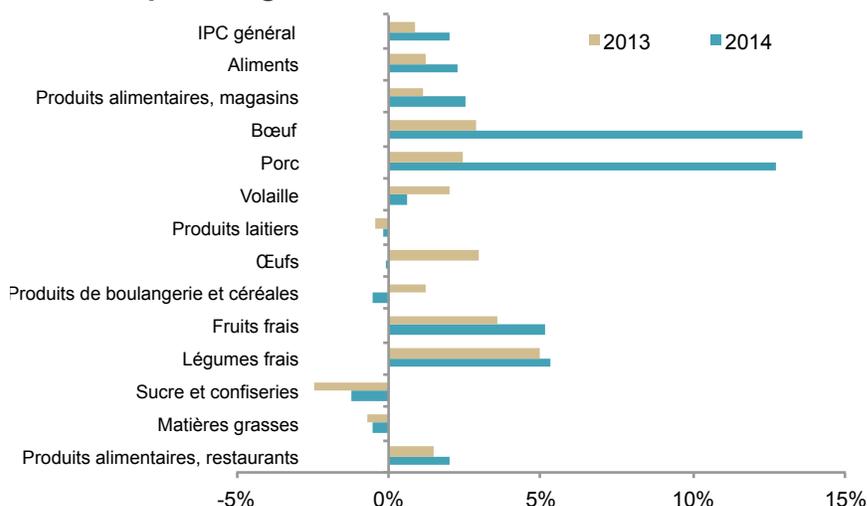
L'augmentation des dépenses en aliments en 2014 est essentiellement attribuable à une augmentation de l'inflation des prix des aliments de détail au Canada en 2014.

En 2014, la croissance des prix de détail des aliments a été causée en grande partie par une augmentation importante des prix du bœuf (13,6 %) et du porc (12,7 %) par rapport à 2013.

Les prix ont augmenté pour les aliments des magasins (2,5 %) et des restaurants (2,0 %) en 2014.

Contrairement à ceux du bœuf et du porc, les prix de détail des produits laitiers, des œufs, des produits de boulangerie et des céréales, du sucre et des confiseries, des matières grasses et des huiles ont diminué en 2014 par rapport à 2013.

Graphique G.7
Inflation des prix de détail des aliments au Canada par catégorie, 2013 et 2014

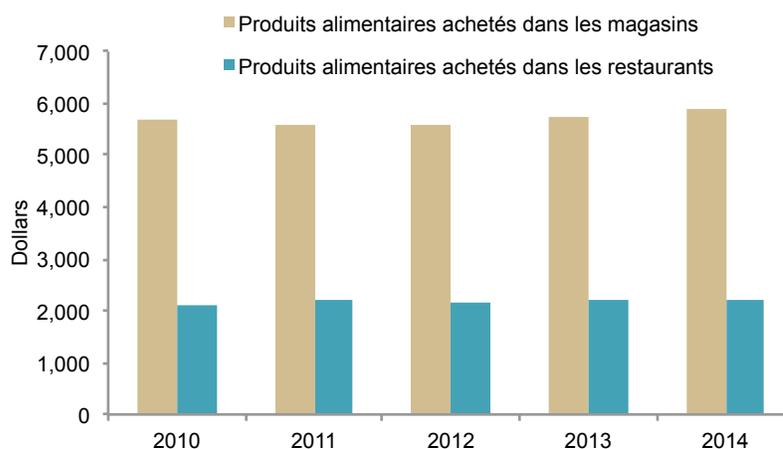


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les dépenses moyennes des ménages en aliments ont augmenté de 3,7 %, passant de 7 823 \$ en 2010 à 8 109 \$ en 2014.

Les dépenses moyennes des ménages en aliments provenant de magasins ont augmenté de 5 693 \$ en 2010 à 5 880 \$ en 2014, ce qui constitue une augmentation de 3,3 %. Les dépenses moyennes des ménages en aliments provenant de restaurants ont augmenté de 4,6 %, passant de 2 130 \$ en 2010 à 2 229 \$ en 2014.

Graphique G.8
Dépenses moyennes des ménages canadiens en produits alimentaires dans les magasins et les restaurants, 2010-2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les habitudes de consommation alimentaire des Canadiens continuent d'évoluer; la consommation de bœuf et de porc a diminué au fil du temps, alors que la consommation de volaille continue d'augmenter.

La disponibilité alimentaire sert d'approximation de la consommation alimentaire et représente la quantité totale d'aliments offerts à la consommation humaine dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

La disponibilité du bœuf poursuit sa tendance à la baisse et a diminué de 3,1 %, se chiffrant à 26,5 kg par personne en 2014. Celle du porc, qui présente également une tendance à la baisse en règle générale, a diminué de 1,2 %, atteignant 20,6 kg par personne en 2014.

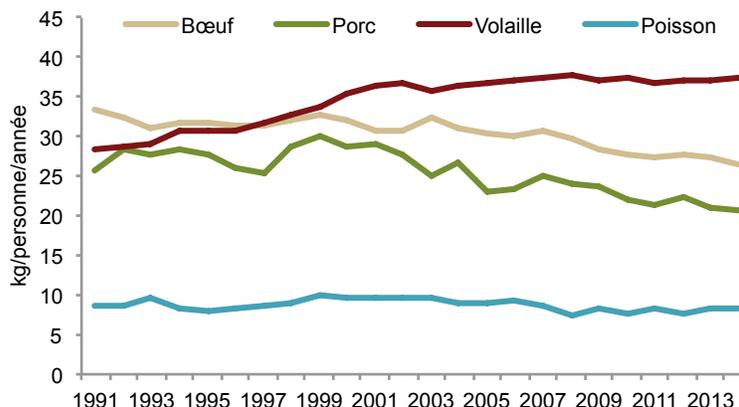
Depuis 1997, la disponibilité de la volaille dépasse celle du bœuf, du porc et du poisson. La quantité offerte par habitant a atteint 37,5 kg en 2014, une augmentation de 0,6 % par rapport à l'année précédente.

En 2014, la disponibilité des fruits, des légumes et des produits laitiers a diminué alors que la disponibilité des matières grasses et des huiles est demeurée relativement stable.

La disponibilité des légumes a diminué de 6,2 % en 2014, atteignant 161,9 kg par personne. De la même façon, la disponibilité des fruits a diminué de 1,4 %, atteignant 141,5 kg par personne en 2014.

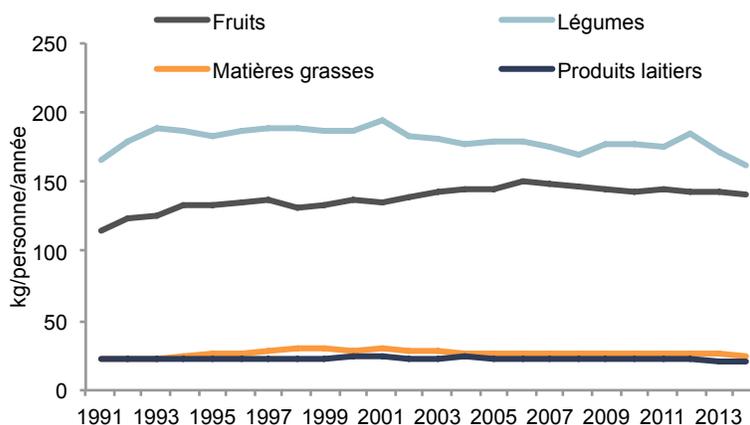
La disponibilité des produits laitiers a diminué de 4 %, atteignant 20,7 kg par personne, alors que celle des matières grasses et des huiles a diminué légèrement de 0,3 %, pour atteindre 25,4 kg par personne.

Graphique G.9
Consommation de bœuf, de porc, de volaille et de poisson estimée par habitant, 1991-2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Graphique G.10
Consommation de produits laitiers, de fruits et de légumes et de matières grasses estimée par habitant, 1991-2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

SECTION H

Dépenses publiques et soutien aux producteurs

SECTION H

Dépenses publiques et soutien aux producteurs

Introduction:

Les dépenses publiques (fédérales et provinciales) constituent la mesure des dépenses du gouvernement dans le secteur agricole et agroalimentaire. Elles couvrent une gamme d'activités comme les paiements de programmes aux producteurs, la recherche, l'innovation, les mesures de sécurité et de contrôle, le développement rural et le développement des marchés. Ces dépenses varient grandement d'une province à l'autre.

Bien que les dépenses publiques aient diminué au cours de la dernière décennie, elles demeurent d'une importance historique. Exprimées en dollars, les dépenses publiques à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire devraient diminuer à 5,3 milliards de dollars en 2015-2016. Exprimées en part du PIB agricole, les dépenses publiques sont estimées à 26 % du PIB du secteur en 2015-2016.

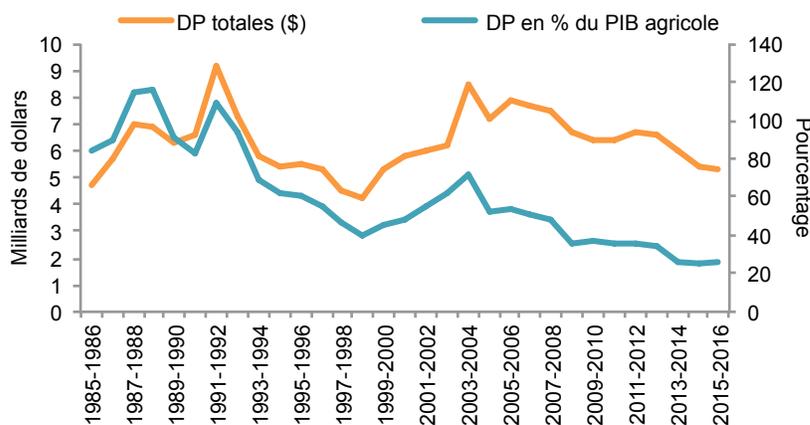
L'aide aux producteurs, mesuré par l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), est le transfert en vertu de politiques octroyant des paiements producteurs ou assurant le maintien des prix sur le marché national pour les biens agricoles à des niveaux supérieurs à ceux de l'étranger. Les politiques agricoles du Canada et d'autres pays ont évolué au fil du temps. Les changements apportés n'ont pas seulement consisté à diminuer le niveau de soutien, mais aussi à en modifier le type.

Les dépenses publiques à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire ont connu une lente diminution au cours de la dernière décennie, mais demeurent à des niveaux historiquement élevés.

Les dépenses publiques à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire sont estimées à 5,3 milliards de dollars en 2015-2016, ce qui équivaut à 26,0 % du PIB agricole.

Au cours de la majeure partie des années 1990, les dépenses publiques ont diminué, en dollars et en part du PIB agricole. Toutefois, les deux indicateurs ont connu une augmentation en 1998-1999, pour atteindre un sommet en 2003-2004, en raison de programmes mis en oeuvre dans le cadre de la crise de 2003 entourant l'éclosion d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Depuis 2003, les dépenses publiques en dollars et en part du PIB agricole sont à la baisse.

Tableau H.1
Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, exprimées en pourcentage du PIB agricole, 1985-1986 à 2015-2016

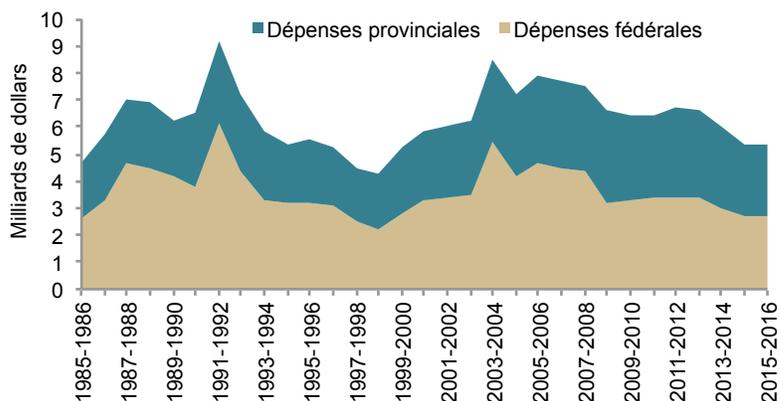


Source : AAC.
Remarque : Les données de l'exercice 2015-2016 sont des estimations.

Le gouvernement de fédéral a fourni, en moyenne, 3,6 milliards de dollars par année au cours des trois dernières décennies pour appuyer le secteur agricole et agroalimentaire. Les gouvernements provinciaux ont fourni en moyenne 2,7 milliards de dollars par année.

Les dépenses fédérales et provinciales ont connu une tendance à la baisse depuis 2003-2004. Toutefois, les dépenses fédérales devraient légèrement augmenter en 2015-2016, alors que les dépenses provinciales devraient continuer de diminuer. La part fédérale des dépenses devrait légèrement augmenter, pour passer de 50,2 % en 2014-2015 à 51,1 % en 2015-2016, ce qui demeure toutefois inférieur à la moyenne des trois dernières décennies (57,3 %).

Tableau H.2
Dépenses publiques totales (fédérales et provinciales) à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, 1985-1986 à 2015-2016



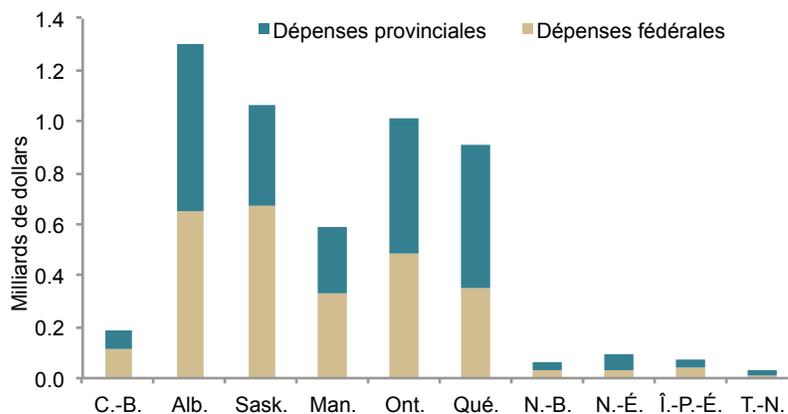
Source : AAC.
Remarque : Les données de l'exercice 2015-2016 sont des estimations.

Les dépenses publiques provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire varient considérablement.

En 2015-2016, l'ensemble des dépenses publiques versées à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire ont varié de 33,6 millions de dollars à Terre-Neuve-et-Labrador à près de 1,3 milliard de dollars en Alberta.

La part des dépenses fédérales est supérieure à la part des dépenses provinciales le de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard. La Saskatchewan a la part la plus importante des dépenses fédérales. Par ailleurs, Terre-Neuve-et-Labrador a la part la plus importante des dépenses provinciales.

Tableau H.3
Dépenses publiques (fédérales et provinciales) à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par province, exercice 2015-2016

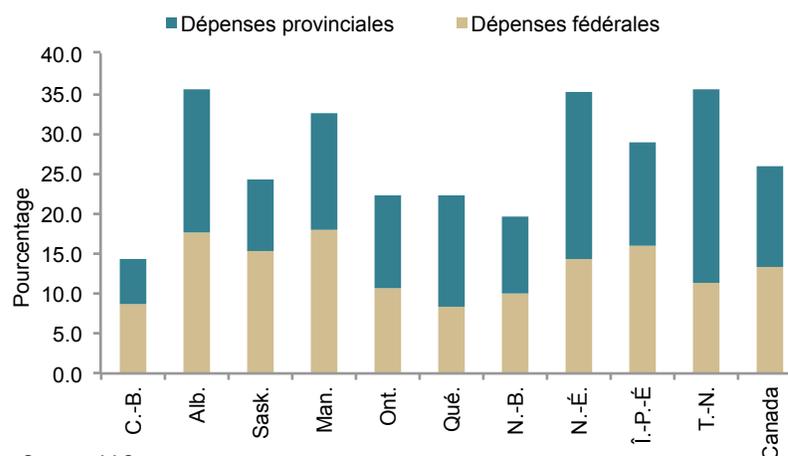


Source : AAC.
Remarque : Les données de l'exercice 2015-2016 sont des estimations.

En 2015-2016, l'ensemble des dépenses publiques versées à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire équivaut à 26,0 % du PIB agricole à l'échelle nationale, mais ce pourcentage varie d'une province à l'autre.

Les dépenses publiques totales dans le secteur agricole et agroalimentaire, exprimées en pourcentage du PIB agricole, étaient les plus basses en Colombie-Britannique (14,3 %) et les plus élevées en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador (35,6 %).

Tableau H.4
Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, exprimées en pourcentage du PIB agricole, pour le Canada et par province, 2015-2016



Source : AAC.
Remarque : Les données de l'exercice 2015-2016 sont des estimations.

Les dépenses publiques ne sont pas réparties de façon équilibrée d'une activité à l'autre.

Pour l'exercice 2015-2016, les paiements de programmes aux producteurs devraient constituer la part la plus importante des dépenses publiques fédérales et provinciales.

À l'échelle fédérale et provinciale, les paiements de programmes devraient dépasser 1 milliard de dollars en 2015-2016. À l'échelle fédérale, les dépenses en recherche et innovation, et en mesures de sécurité et de contrôle représentent la deuxième et troisième plus importante part du soutien gouvernemental, avec 1,2 milliard de dollars.

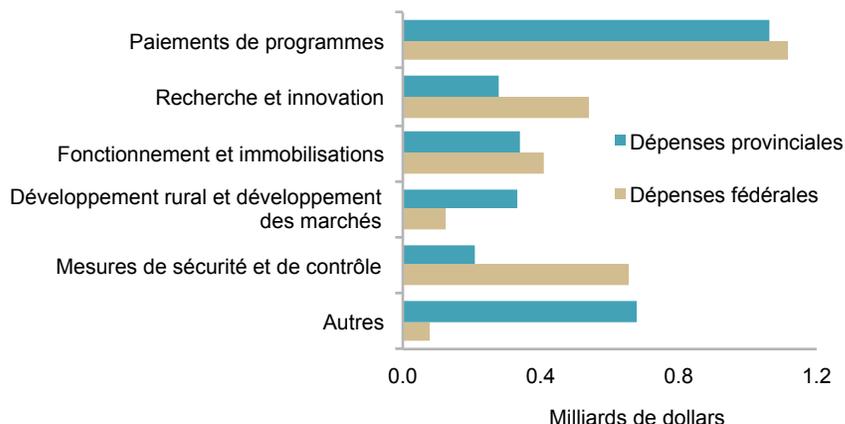
La répartition des dépenses provinciales est différente de la répartition à l'échelle fédérale. D'autres dépenses, en grande partie, en impôts, en reports et en éducation sont mineures à l'échelle fédérale (80 millions de dollars), mais beaucoup plus importantes à l'échelle provinciale (675 millions de dollars).

La composition du soutien a évolué au fil du temps, mais les paiements de programmes continuent de représenter une part importante du soutien au secteur agricole et agroalimentaire.

La plus grande part des dépenses en 2015-2016 est attribuable aux paiements de programmes (37,4 %); aux mesures de sécurité et de contrôle (14,8 %) et à la recherche et à l'innovation (14,1 %).

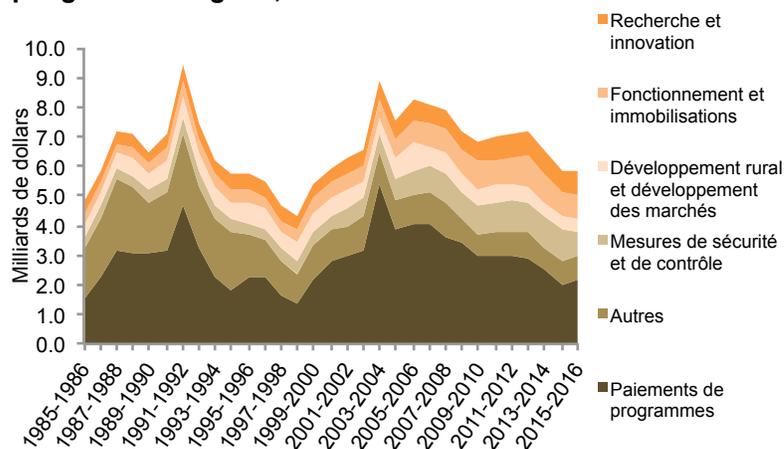
Le niveau et la part des dépenses des paiements de programmes et des dépenses en recherche et innovation devraient augmenter en 2015-2016, alors que le niveau et la part des dépenses pour les mesures de sécurité et de contrôle devraient diminuer.

Tableau H.5
Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par grande catégorie, exercice 2015-2016



Source : AAC.

Tableau H.6
Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par grande catégorie, 1985-1986 à 2015-2016



Source : AAC.

Les investissements gouvernementaux en R et D dans le domaine agricole et agroalimentaire sont importants pour l'innovation dans le secteur.

Le financement public consacré à la recherche dans le domaine agricole et agroalimentaire devrait atteindre 649,5 millions de dollars pour l'exercice 2015-2016.

Les dépenses fédérales et provinciales devraient augmenter et atteindre 466,4 millions de dollars et 183,1 millions de dollars, respectivement, en 2015-2016.

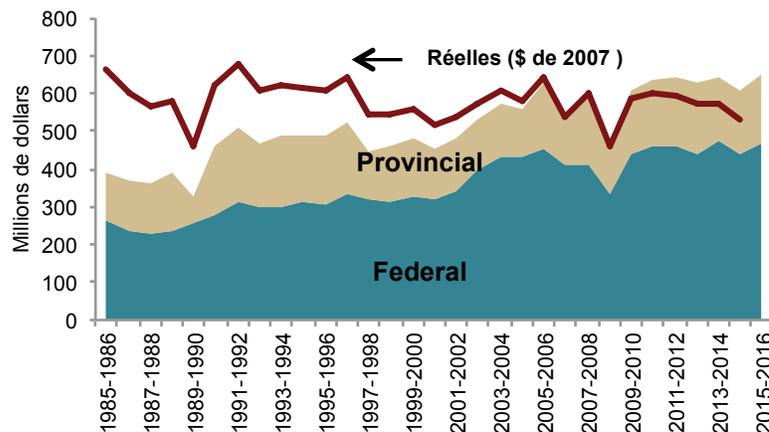
En dollars constants (2007), les dépenses publiques totales en recherche ont connu une tendance à la baisse depuis 2010-2011.

La part des dépenses fédérales en recherche a été systématiquement plus importante que celle des gouvernements provinciaux : respectivement 69,4 % et 30,6 % en moyenne entre 1985-1986 et 2015-2016.

Les dépenses publiques dans la R et D au Canada dans le secteur agricole et agroalimentaire, par rapport aux recettes agricoles brutes (RAB), ont continué de diminuer. Elles sont actuellement inférieures à celles de l'Australie, mais supérieures à celles des États-Unis.

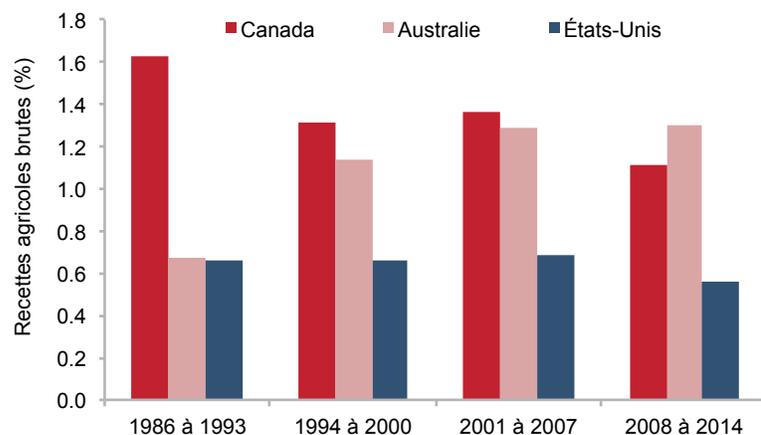
Entre 2008 et 2014, les dépenses publiques consacrées par le Canada à la R et D en agriculture ont représenté en moyenne 1,1 % des recettes agricoles brutes, ce qui est un recul par rapport à la moyenne de 1,4 % enregistrée entre 2001 et 2007.

Tableau H.7
Dépenses publiques consacrées à la recherche et développement à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, 1985-1986 à 2015-2016



Source : AAC et Statistique Canada.

Tableau H.8
Dépenses publiques en R et D à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en pourcentage des recettes agricoles brutes, pays sélectionnés, 1986 à 2014



Source : OCDE, Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs, 1986-2014.

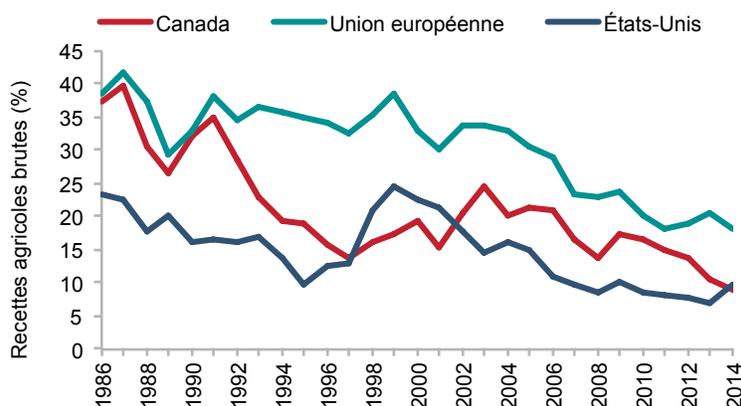
Le soutien total aux producteurs canadiens a diminué au cours des dernières années, en partie en raison du prix plus élevé des produits agricoles.

En 2014, l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour le Canada a été établie à 9,0 % des recettes agricoles brutes (RAB).

Les réformes en matière de politiques, combinées aux conditions favorables du marché ont été responsables de la baisse du soutien aux producteurs du Canada, de l'Union européenne et des États-Unis au cours de la période de 1986 à 2014.

Pour la première fois depuis 2002, l'ESP du Canada en pourcentage des RAB (9,0 %) était inférieure à celle des États-Unis (9,8 %), en plus d'être au plus bas niveau enregistré depuis la période de 1986 à 2014.

Tableau H.9
Pourcentage de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), pays sélectionnés, 1986-2014

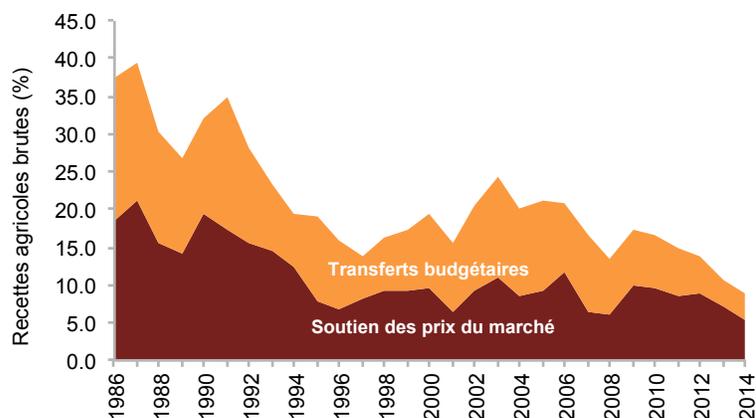


Source : OCDE, Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs, 1986-2014.

En 2014, 59,4 % du soutien accordé aux producteurs canadiens est attribuable au soutien des prix du marché (SPM), comparativement à une moyenne de 52,1 % de 1986 à 2014.

L'élimination des subventions au transport accordées aux chemins de fer de même que les mesures de réduction du déficit expliquent la baisse du niveau de soutien dans les années 1990 au Canada la diminution graduelle des transferts budgétaires relatifs aux RAB. Au cours des dix dernières années, peut s'expliquer par les conditions favorables du marché, la réduction des paiements découlant de certains changements dans les programmes de GRE et l'augmentation des recettes agricoles. Ces dernières années, la variation du SPM a découlé des changements apportés aux prix, à l'échelle nationale et internationale, plutôt que des politiques.

Tableau H.10
Composition du soutien aux producteurs (ESP), Canada, 1986-2014



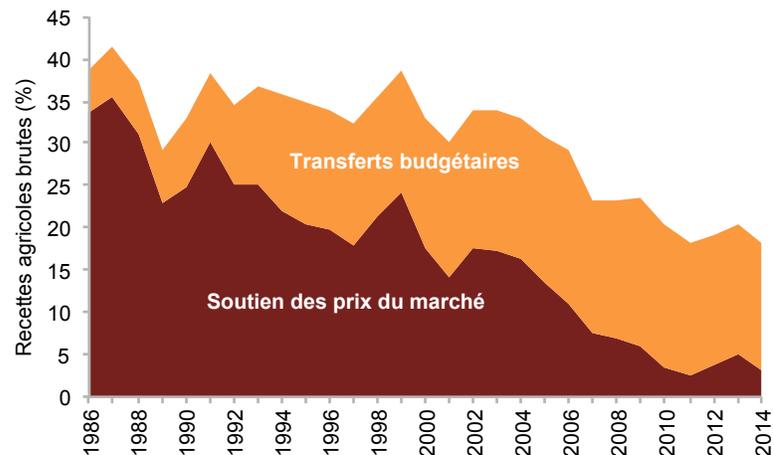
Source : OCDE, Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs, 1986-2014.

Dans l'Union européenne et aux États-Unis, les réformes de politiques, combinées aux changements du prix des produits agricoles, ont mené à une baisse importante du soutien des prix du marché (SPM) et à de légères hausses des transferts budgétaires.

En 2014, 82,7 % du soutien versé producteurs agricoles de l'Union européenne a été accordé sous forme de transferts budgétaires, comparativement à une moyenne de 48,3 % pour la période de 1986 à 2014.

En 1986, 86,6 % du soutien total aux producteurs de l'Union européenne est accordé sous forme de SPM, par rapport à seulement 17,3 % en 2014. D'importantes réformes de la politique agricole commune ont engendré une augmentation des paiements aux producteurs, tout en diminuant le niveau de SPM.

Tableau H.11
Composition du soutien aux producteurs (ESP), Union européenne, 1986-2014



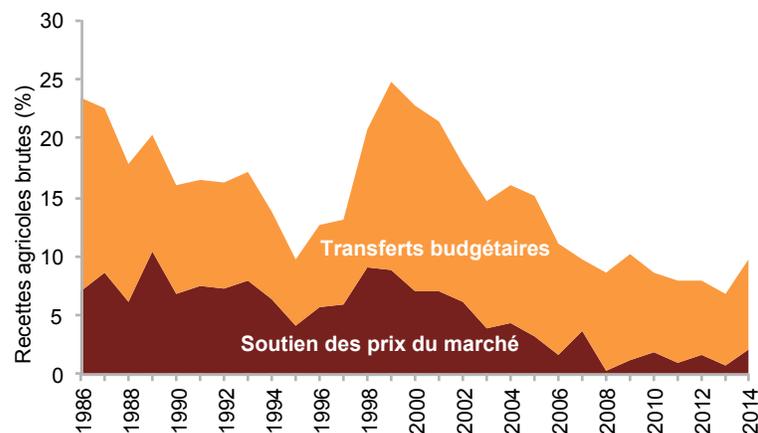
Source : OCDE, Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs.

En 2014, 78 % du soutien versé aux producteurs agricoles des États-Unis a été accordé sous forme de transferts budgétaires, comparativement à une moyenne de 68,3 % pour la période de 1986 à 2014.

Depuis 2002, la diminution de l'ESP aux États-Unis est essentiellement attribuable à une augmentation mondiale du prix des marchandises, ce qui a occasionné un SPM inférieur.

L'augmentation de l'ESP en 2014 en part des RAB est attribuable à l'aide financière accordée par le nouveau Farm Bill, en plus de certaines dépenses reportées du Farm Bill de 2008.

Tableau H.12
Composition du soutien aux producteurs (ESP), États-Unis, 1986-2014



Source : OCDE, Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs.

GLOSSAIRE

SECTION A : Exploitation des ressources naturelles et environnement

Classes de l'Inventaire des terres du Canada (ITC) : Système d'interprétation des caractéristiques du sol utilisé dans le domaine de l'agriculture pour les cultures communes. Il existe sept classes indiquant le degré de limites imposées par les sols dans leur utilisation à des fins agricoles.

Consommation d'eau : Eau puisée qui n'est pas directement retournée à sa source; eau qui n'est plus disponible en raison de son évaporation, de sa transpiration par les plantes, de son incorporation dans les produits ou cultures, de sa consommation par les personnes ou le bétail, ou eau qui est autrement prélevée de l'environnement aquatique immédiat.

Gaz à effet de serre (GES) : Comprennent tout gaz atmosphérique contribuant à l'effet de serre en absorbant la radiation infrarouge produite par le réchauffement solaire à la surface de la Terre.

Intensité des émissions : Taux d'émission moyen d'un polluant donné provenant d'une source par rapport à l'intensité d'une activité précise; par exemple, la quantité de GES émis par unité d'activité économique (\$ de PIB).

Irrigation de surface : Dans le cas de l'irrigation de surface, aussi connue sous le nom d'irrigation par submersion, l'eau est amenée dans les terres par gravité.

Irrigation par aspersion : Les réseaux d'irrigation par aspersion distribuent l'eau sur les cultures avec un arrosage à grande vitesse et à haut volume.

Micro-irrigation : Les systèmes de micro-irrigation envoient l'eau à la surface du sol, très près de la culture, ou sous le sol.

Piégeage du carbone dans le sol/puits : Processus de captage et de stockage à long terme du dioxyde de carbone atmosphérique.

Terres agricoles de grande qualité : Fondées sur l'ITC, les trois premières classes sont considérées comme pouvant assurer une production durable de grandes cultures et sont considérées comme des terres agricoles de choix.

Utilisation de l'eau : Toute utilisation de l'eau, que celle-ci soit consommée ou rendue à sa source originale.

SECTION B : PIB et emploi

Le produit intérieur brut d'un pays est la valeur totale sans double compte des produits et des services produits dans ce pays pendant une période donnée.

Secteur agricole et agroalimentaire

Le secteur agricole et agroalimentaire englobe toutes les industries dont l'activité principale consiste essentiellement à fabriquer des produits alimentaires et agricoles. Il inclut l'agriculture primaire et la fabrication des aliments, des boissons et des produits du tabac.

Système agricole et agroalimentaire canadien

Le système agricole et agroalimentaire du Canada est une chaîne de valeur formée d'industries qui produisent des denrées agricoles et alimentaires. Il regroupe les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire,

les fabricants d'aliments, de boissons et de produits du tabac, les détaillants et grossistes en alimentation, et les établissements de services alimentaires.

SECTION C : Commerce international

Commerce de produits agricoles primaires

Repose sur la structure de codification du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN); l'agriculture primaire est définie selon les codes 111 et 112.

Commerce de produits agricoles transformés

Utilise la définition de commerce agricole de l'Organisation mondiale du commerce et la structure de codification du SCIAN comme base, et définit les produits agricoles transformés par les codes de 311 et 3121, à l'exclusion de la plupart des produits de la catégorie Préparation et conditionnement de produits de la mer (3117 du SCIAN) et inclut certains produits agricoles transformés provenant des industries de fabrication ne produisant pas d'aliments et de boissons.

Commerce intrarégional

Commerce entre deux régions à un point donné, par exemple, le commerce entre provinces canadiennes ou entre pays membres de l'Union européenne.

Exportations agricoles et agroalimentaires

Les exportations agricoles et agroalimentaires comprennent l'exportation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées, des produits du tabac, et des produits de la floriculture et de pépinières.

Importations agricoles et agroalimentaires

Les importations agricoles et agroalimentaires comprennent l'importation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées, des produits du tabac, et des produits de la floriculture et de pépinières.

Part estimative de la production agricole primaire canadienne exportée directement sous forme de produits agricoles primaires

Il s'agit du ratio d'exportations de produits agricoles primaires par rapport à la part du total des recettes du marché agricole.

Part estimative de la production agricole primaire canadienne exportée indirectement sous forme de produits agricoles transformés

Il s'agit d'une estimation du ratio de la proportion de produits agricoles primaires dans les exportations de produits alimentaires transformés par rapport au total des recettes du marché agricole. Le ratio de la proportion de produits agricoles primaires dans les exportations de produits alimentaires transformés est estimé en fonction du total des recettes du marché agricole multiplié par la part de produits agricoles primaires vendus aux établissements de transformation des aliments et exportés.

SECTION D : Agriculture primaire

Revenu net d'exploitation

Le revenu net d'exploitation désigne la différence entre le revenu agricole brut et les charges totales de l'exploitation agricole.

Revenu net d'exploitation moyen

Le revenu net d'exploitation moyen correspondent au niveau de revenu obtenu en divisant le revenu net d'exploitation par le nombre d'exploitations agricoles.

Campagne agricole

Une campagne agricole est une période de douze mois utilisée pour recueillir des données sur une culture en particulier qui correspond généralement au cycle naturel de la plantation à la commercialisation pour celle-ci. Habituellement, une campagne agricole commence dans un mois autre que janvier.

Déduction pour amortissement

La déduction pour amortissement correspond au montant déduit pour des biens amortissables aux fins fiscales.

Dépenses d'exploitation des fermes

Les dépenses d'exploitation des fermes représentent les coûts assumés par les exploitants agricoles pour les biens et services utilisés pour produire les produits agricoles. Tous les renseignements sur les dépenses sont fournis sur la base d'une année civile. Si des rabais directs sont versés aux producteurs pour réduire le coût d'intrants en particulier, alors les estimations des dépenses nettes sont utilisées dans le calcul du revenu net. Puisque l'objectif est de produire des estimations provinciales du revenu net, les flux d'une ferme à l'autre sont exclus des estimations. La province peut être considérée comme une seule grande ferme.

Loyer en espèces : Généralement convenu en fonction du nombre d'acres dans le cadre d'une entente qui porte sur plusieurs années entre le propriétaire foncier et le producteur. Le même loyer est payé sans égard à la production de l'exploitation.

Loyer en nature (métayage) : Processus par lequel le propriétaire et l'agriculteur partagent les coûts des intrants et la production de l'exploitation. Un pourcentage est partagé dans des proportions convenues par les deux parties. Le loyer est fonction des décisions d'exploitation prises par les deux parties, ainsi que de la production de l'exploitation agricole.

Paiements directs

Les paiements directs incluent les montants payés aux termes de programmes agricoles gouvernementaux et de programmes agricoles financés par le secteur privé. Ces derniers sont des programmes d'assurance financés entièrement par les primes versées par les producteurs agricoles. Ne sont compris que les paiements qui se rapportent à la production agricole courante et qui sont versés directement aux personnes participant à celle-ci.

Ratio du rendement des capitaux propres

Le ratio du rendement des capitaux propres à l'échelle du secteur est calculé en divisant le bénéfice après impôt par l'avoir total x 100. Ce ratio permet de mesurer le rendement obtenu par les propriétaires (investisseurs) et constitue une évaluation de leur rentabilité. Le bénéfice est calculé après impôts, déduction faite des frais d'intérêts (paiements aux prêteurs). Il s'agit du bénéfice net qui reste à la disposition des propriétaires (investisseurs). Le ratio indique combien de cents rapporte chaque dollar investi par les propriétaires.

Recettes du marché

Les recettes du marché sont les recettes agricoles moins les paiements de programmes.

Recettes agricoles

Comprennent les revenus tirés de la vente de produits agricoles, les paiements versés par des organismes gouvernementaux au titre des programmes, ainsi que les paiements provenant des programmes privés d'assurance-récolte et d'assurance du bétail. Les recettes sont comptabilisées dans l'année civile où l'argent est versé (méthode de comptabilité de caisse) aux agriculteurs.

Revenus nets

Mesure les mouvements de l'encaisse d'une entreprise agricole (les recettes agricoles moins les dépenses d'exploitation) découlant de la production de produits agricoles. Le revenu net représente le montant disponible pour le remboursement des dettes, l'investissement ou les retraits par le propriétaire.

Taux de rendement des actifs

Le taux de rendement des actifs à l'échelle de l'exploitation agricole est calculé en additionnant le revenu d'exploitation net et les frais d'intérêt, et en soustrayant la déduction pour amortissement. On divise ensuite le résultat obtenu par la valeur totale des actifs au coût. Dans le cas des exploitations laitières et avicoles, on déduit aussi l'amortissement des immobilisations admissibles pour les contingents.

Taux de rendement des capitaux propres

Le taux de rendement des capitaux propres à l'échelle de l'exploitation agricole est calculé en soustrayant du revenu net d'exploitation la déduction pour amortissement et en divisant le résultat obtenu par la valeur totale de l'actif au coût. Dans le cas des exploitations laitières et avicoles, on déduit aussi l'amortissement des immobilisations admissibles pour le contingent.

Valeur nette ajoutée

La valeur nette ajoutée mesure la contribution de l'agriculture à la production par l'économie nationale de biens et de services créés au cours d'une année donnée. On obtient cette valeur en calculant la valeur totale de la production du secteur agricole, y compris les paiements de programmes, et en soustrayant les coûts liés à la production (dépenses en intrants, taxes d'affaires et dépréciation). La valeur nette ajoutée est répartie entre les divers facteurs de production, dont le loyer payé aux propriétaires fonciers non exploitants, l'intérêt versé aux prêteurs, les salaires et les profits.

Valeur nette de la ferme

L'actif total de la ferme calculé d'après sa valeur marchande, moins le passif total.

SECTION E : Innovation dans les exploitations agricoles

Innovation des processus

Une refonte des processus est la mise en œuvre d'un processus de production, d'un mode de distribution ou d'une activité de soutien nouveaux ou sensiblement améliorés pour les biens ou les services d'une entreprise. Les refontes de processus doivent être nouvelles pour l'entreprise et excluent les innovations purement organisationnelles.

Innovation des produits

Une innovation des produits est la mise en œuvre de la commercialisation d'un bien ou d'un service nouveau ou sensiblement amélioré quant à ses possibilités, sa convivialité, ses composants ou ses sous-systèmes. Les innovations au chapitre des produits doivent être nouvelles pour l'entreprise.

Technologie

La technologie est le terme générique qui désigne tout moyen technique et savoir-faire nécessaire pour générer un produit ou un service. Elle prend la forme d'équipement, de matériaux, de procédures, de plans détaillés et de connaissances.

SECTION F : Production en aval de la ferme

Chaînes de supermarchés

Les détaillants en alimentation sont répartis entre les chaînes de magasins et les magasins indépendants. Les chaînes de magasins sont définies comme l'exploitation de quatre emplacements ou plus au Canada (même secteur d'activité et même appartenance juridique).

Prix réels

Les prix réels (constants) désignent une valeur à partir de laquelle l'incidence générale de l'inflation a été supprimée.

Production à valeur ajoutée

La production à valeur ajoutée désigne les produits qui ont fait l'objet d'une certaine transformation.

Ratio d'endettement

Le ratio d'endettement au niveau industriel est l'endettement total divisé par le total des capitaux propres.

Ratio d'endettement passif-actif

Le ratio d'endettement passif-actif à l'échelle de l'exploitation agricole est l'endettement total divisé par le total de l'actif.

Stock de capital

Le capital fixe est constitué des bâtiments, des ouvrages de génie civil, de la machinerie et des équipements. L'investissement total dans le capital fixe correspond aux achats requis pour compenser la dépréciation (besoins de remplacement) et aux achats requis pour accroître le stock de capital. Lorsque les besoins de remplacement sont supérieurs à l'investissement, le stock de capital diminue parce que le stock existant n'est pas maintenu. Lorsque l'investissement est supérieur aux besoins de remplacement, le stock augmente.

SECTION G: Consommateurs

Aliments consommés à l'extérieur

Les aliments achetés au restaurant comprennent les aliments achetés dans les restaurants offrant le service aux tables, les restaurants à service rapide, les cafétérias et les autres points de vente (comptoirs-rafraîchissements, casse-croûte, machines distributrices, voitures à patates frites et traiteurs). On trouve généralement ces établissements dans les supermarchés, les cinémas, les salles de spectacles, les expositions, les manifestations sportives, les parcs, etc.

Aliments et boissons non alcoolisées achetés au magasin

Les aliments achetés au magasin comprennent les aliments achetés dans les supermarchés, les magasins d'alimentation spécialisés (boucheries, magasins de fruits et légumes frais, boulangeries, poissonneries, boutiques de mets fins, magasins d'aliments de santé, marchés ou étals, achats directs auprès des producteurs et des fournisseurs de produits surgelés, marchés et comptoirs de producteurs en plein air et tous les autres établissements sans service), les dépanneurs et les autres magasins (tout autre type de magasin qui vend des produits alimentaires, comme les grands magasins, les entrepôts-club, les pharmacies, etc.).

Boissons alcoolisées

Les boissons alcoolisées incluent les boissons achetées au magasin et au restaurant. Cette catégorie inclut aussi les dépenses en matière de fournitures et les coûts associés à la bière, au vin ou à la liqueur faits maison. Les achats de boissons alcoolisées peuvent être sous-estimés.

Dépenses des ménages en biens et services

Indique les dépenses engagées pour la nourriture, le logement, les meubles et accessoires de maison, l'habillement, le transport, les communications, les soins et les services de santé, les loisirs, l'éducation et la culture, les produits du tabac et les boissons alcoolisées, les jeux de hasard et un groupe d'éléments divers.

Dépenses personnelles en biens et services de consommation

Dépenses des ménages en biens de consommation neufs et en services de consommation, et marges sur biens usagés. Les dépenses réelles des particuliers représentent les dépenses des particuliers ajustées à l'inflation.

Marge bénéficiaire

La marge bénéficiaire au niveau de l'industrie est calculée en divisant le bénéfice d'exploitation par les revenus d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation représente les résultats nets des principales activités commerciales d'une

entreprise. Il est calculé avant la prise en compte des frais d'intérêts, du revenu de placement, des pertes non récurrentes découlant de la dépréciation d'éléments d'actif, du bénéfice réalisé ou des pertes subies lors de la cession d'éléments d'actif, ainsi que de la charge d'impôts. La marge bénéficiaire indique la capacité pour la direction de l'entreprise de réaliser un bénéfice à partir de ses activités principales.

SECTION H: Dépenses publiques et soutien aux producteurs

Autres dépenses

Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'aide alimentaire et à l'aide internationale, à la vulgarisation et à l'éducation, ainsi que les paiements au titre de programmes sociaux et les dépenses fiscales.

Dépenses de fonctionnement et d'investissement

Comprennent les dépenses publiques en administration générale et en gestion, et les dépenses consacrées à l'information sur les politiques et les services statistiques.

Dépenses de paiements de programmes

Comprennent les paiements de programmes de soutien et de stabilisation du revenu, de programmes spéciaux et de réduction des coûts, d'Agri-protection et de programmes d'aide financière.

Dépenses liées à la recherche

Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisation engagées par l'État pour les activités de recherche et d'inspection, ainsi que les subventions et contributions accordées par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses publiques

Sommes versées directement ou indirectement par les gouvernements (de tous les ordres) à l'agriculture et à la transformation des aliments dans une année, au profit de particuliers, d'organismes ou d'associations.

Dépenses publiques totales

Comprennent les dépenses des gouvernements fédéral et provinciaux.

Estimation du soutien aux producteurs (ESP)

Mesure annuelle de soutien aux producteurs agricoles qui est la somme du soutien des prix du marché et des dépenses budgétaires sous forme de paiements aux producteurs, exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes.

Recettes agricoles brutes

La valeur de la production des produits de base plus les transferts directs reçus par les producteurs dans l'année en cours.

Soutien des prix du marché (SPM)

Transferts aux producteurs agricoles découlant de mesures de politique qui créent un écart entre les prix du marché intérieur et les prix à la frontière pour un produit agricole particulier.

Transferts budgétaires

Dépenses budgétaires des gouvernements sous forme de paiements directs aux producteurs agricoles.

Industries – selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)

À moins d'indication contraire, les composantes du système agricole et agroalimentaire sont définies en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Une liste détaillée des industries constituant chaque segment du système figure ci-après.

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles

Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des quatre chiffres

- 1151 Activités de soutien aux cultures agricoles
- 1152 Activités de soutien à l'élevage
- 3253 Fabrication de pesticides, d'engrais et d'autres produits chimiques agricoles
- 4171 Grossistes-distributeurs de machines et matériel pour l'agriculture, l'entretien des pelouses et le jardinage
- 4183 Grossistes-distributeurs de fournitures agricoles

Au niveau des cinq chiffres

- 33311 Fabrication de machines agricoles

Agriculture primaire

L'agriculture primaire comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres

- 111 Cultures agricoles
- 112 Élevage d'animaux

Au niveau des quatre chiffres

- 1111 Culture de plantes oléagineuses et de céréales
- 1112 Culture de légumes et de melons
- 1113 Culture de fruits et de noix
- 1114 Culture en serre et en pépinière, et floriculture
- 1119 Autres cultures agricoles
- 1121 Élevage de bovins
- 1122 Élevage de porcs
- 1123 Élevage de volailles et production d'œufs
- 1124 Élevage de moutons et de chèvres
- 1125 Aquaculture
- 1129 Autres types d'élevage

Transformation des aliments, des boissons et du tabac

La transformation des aliments, des boissons et du tabac comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres

- 311 Fabrication d'aliments
- 312 Fabrication de boissons et de produits du tabac

Au niveau des quatre chiffres

- 3111 Fabrication d'aliments pour animaux

- 3112 Mouture de céréales et de graines oléagineuses
- 3113 Fabrication de sucre et de confiseries
- 3114 Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires
- 3115 Fabrication de produits laitiers
- 3116 Fabrication de produits de viande
- 3117 Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer
- 3118 Boulangeries et fabrication de tortillas
- 3119 Fabrication d'autres aliments
- 3121 Fabrication de boissons
- 3122 Fabrication du tabac

Détaillants et grossistes en alimentation

Les détaillants et grossistes en alimentation comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres

- 411 Grossistes-distributeurs de produits agricoles
- 413 Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac
- 445 Magasins d'alimentation

Services alimentaires

Les établissements de services alimentaires comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres

- 722 Services alimentaires et débits de boissons

Au niveau des quatre chiffres

- 4542 Exploitants de distributeurs automatiques

SOURCES DE DONNÉES ET RÉFÉRENCES

SECTION A : Exploitation des ressources naturelles et environnement

- A.1 Environnement Canada, *Rapport d'inventaire national 2015*, Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0031
- A.2-A.4 Environnement Canada, *Rapport d'inventaire national 2015*; Ressources naturelles Canada, Base de données nationale sur l'énergie, 1990-2012
- A.5 Environnement Canada, *Deuxième rapport biennal du Canada*, 2016
- A.6 Ensembles de données géospatiales, AAC
- A.7 Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture 2011*
- A.8 *Couverture des terres au Canada*, AAC, vers 2000, Ted Huffman
- A.9 Statistique Canada, *Compte physique de flux d'utilisation de l'eau*
- A.10 Environnement Canada (2004, 2006, 2009), *Enquête sur l'eau potable et les eaux usées des municipalités*; Statistique Canada (2005, 2007, 2009), Tableau CANSIM 153-0101 : *Utilisation de l'eau au Canada, selon le secteur, aux 2 ans*
- A.11 Statistique Canada, *Compte physique de flux d'utilisation de l'eau*
- A.12 Statistique Canada, *Enquête sur l'eau dans l'agriculture*
- A.13-A.14 Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture 2011*
- A.15-A.20 Statistique Canada, *Enquête sur l'eau dans l'agriculture*

SECTION B: PIB et emploi

- B.1 Calculs d'AAC fondés sur les données de Statistique Canada
- B.2-B.3 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 379-0031 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière (EAMEF) 2012*
- B.4-B.5 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 379-0030 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*, provinces et territoires, annuel
- B.6-B.9 Statistique Canada, *Enquête annuelle sur la population active, tableau spécial*

SECTION C : Commerce international

- C.1-C.2 Atlas sur le commerce mondial et calculs d'AAC
- C.3-C.4 Calculs d'AAC à partir de divers produits de Statistique Canada
- C.5-C.12 Statistique Canada, *Base de données sur le commerce international de marchandises du Canada* par le système de traitement des données commerciales d'AAC
- C.13-C.14 Calculs d'AAC, fondés sur la *Base de données sur le commerce international de marchandises du Canada* de Statistique Canada, par le système de traitement des données commerciales d'AAC

SECTION D : Agriculture primaire

SECTION D1 : Rendement des exploitations agricoles

- D.1.1 Statistique Canada, *Modèle d'entrées-sorties et calculs d'AAC*
- D.1.2 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 002-0001 : Recettes monétaires agricoles*, annuel (dollars)

- D.1.3 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 002-0001 : Recettes monétaires agricoles*, annuel (dollars); *Tableau CANSIM 001-0041 : Approvisionnement en grains et élimination au Canada* (tonnes métriques)
- D.1.4 United States Department of Agriculture, National Agricultural Statistics Service; Statistique Canada; et AAC, Information sur le marché des viandes rouges
- D.1.5-D.1.6 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 002-0001 : Recettes monétaires agricoles*, annuel (dollars)
- D.1.7 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0009 : Revenu agricole net*, annuel (dollars); *Tableau CANSIM 002-0001 : Recettes monétaires agricoles*, annuel (dollars)
- D.1.8-D.1.11 Statistique Canada, Programme des données fiscales agricoles
- D.1.12 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 002-0004, Compte de la valeur ajoutée agricole*, par année (dollars)
- D.1.13 Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, 2010 à 2013
- D.1.14 Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, 2013
- D.1.15-D.1.16 Statistique Canada, Programme des données fiscales agricoles

SECTION D2 : Intrants agricoles

- D.2.1-D.2.2 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 002-0005 : Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement*, annuel (dollars)
- D.2.3 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 328-0015 : Indices des prix des entrées dans l'agriculture*, trimestriel (indice, 2002=100)
- D.2.4 Alberta Agriculture et la Food, Economics and Competitiveness Division, Statistics and Data Development Unit's Alberta Agricultural Input Monitoring System (AIMS); United States Energy Information Administration
- D.2.5 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 002-0005 : Dépenses d'exploitation de la ferme et amortissement*, annuel (dollars), *Tableau CANSIM 002-0020 : Bilan du secteur agricole*, annuel (dollars)
- D.2.6 Weekly Petroleum Price Survey, the Kent Group Ltd.; and Quorum Corporation, Rail and Trucking Freight Rate Index (2002=100): 2013-2014 Annual Report Data Tables, Trucking Rates: Table 4A-1, Composite Freight Rates, and Railway Freight Rates: Table 4C-1, Composite Freight Rates

SECTION E : Innovation dans les exploitations agricoles

- E.1 Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes de 2013*
- E.2 Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes de 2013*
- E.3 Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes de 2013*
- E.4 Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes de 2013*
- E.5 Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes de 2013*
- E.6 Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes de 2013*
- E.7 Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes de 2013*
- E.8 Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes de 2013*

SECTION F: Production en aval de la ferme

SECTION F1 : Transformation des aliments et des boissons

- F.1.1 Statistique Canada, Modèle d'entrées-sorties et calculs d'AAC
- F.1.2 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 379-0031 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*, mensuel (dollars)
- F.1.3 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 281-0024 : Emploi (EERH), estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*, annuel (personnes)
- F.1.4 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 552-0001 : Structure des industries canadiennes, nombre d'emplacements, tranches d'effectif et Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), classes nationales, selon le Canada et les provinces*, semestriel (nombre)
- F.1.5-F.1.6 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 304-0014 : Stocks, ventes, commandes et rapport des stocks sur les ventes, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), Canada*, mensuel, CANSIM (base de données) et les calculs d'AAC.
- F.1.7-F.1.8 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 281-0024 : Emploi (EERH), estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé, pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*, annuel (personnes) et les calculs d'AAC
- F.1.9-F.1.10 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 301-0008 : Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*, annuel.
- F.1.11 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 330-0008 : Indices des prix des matières brutes*, mensuel (indice, 2010 = 100)
- F.1.12 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 281-0027 : Rémunération hebdomadaire moyenne (EERH), estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé, pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*, annuel (dollars courants)
- F.1.13-F.1.14 Statistique Canada, totalisation spéciale à partir de l'*Enquête trimestrielle sur les statistiques financières des entreprises* et calculs d'AAC
- F.1.15 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 358-0024 : Caractéristiques au titre de la recherche et développement dans les entreprises commerciales (DIRDE), selon le groupe d'industries, basées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) au Canada; Tableau CANSIM 380-0064 : Produit intérieur brut, fondé sur les dépenses*

SECTION F2 : Le commerce alimentaire de détail, le commerce de gros et les services alimentaires

- F.2.1 Canadian Grocer Magazine, Jan./Fév. 2001, Drake, Julia. « National Market Survey, Canadian Food Store Sales, 2000 », p. 22-31; Canadian Grocer, février 2015 (ventes de 2014 estimées à partir de données provisoires de 2014 de Statistique Canada sur les supermarchés et données d'enquête sur les chaînes et les groupes de Canadian Grocer)
- F.2.2 Canadian Grocer Magazine, février 2015

- F.2.3 Statistique Canada, *Enquête trimestrielle sur les statistiques financières des entreprises*; totalisation spéciale des ventes d'aliments et de boissons au détail; et toutes les ventes au détail – tableau CANSIM 187-0002 : *Les données trimestrielles de l'état de l'évolution de la situation financière, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), certains ratios financiers et certains composants désaisonnalisés, trimestriel (dollars sauf indication contraire)*
- F.2.4 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 355-0006 : Enquête mensuelle sur les services de restauration et débits de boissons, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel*; Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, totalisations spéciales effectuées pour AAC.
- F.2.5 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 180-0003 : Statistiques financières et fiscales des entreprises, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*, annuel (dollars sauf indication contraire)
- F.2.6 Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, à partir de Quarterly InfoStats 1991-2002; Industrie Canada, Bureau du surintendant des faillites, 2003-2014

SECTION G : Consommateurs

- G.1 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 380-0067 et tableau CANSIM 380-0085 – Dépenses de consommation finale des ménages en biens et en services*, par année et calculs d'AAC
- G.2 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 203-0021 : Enquête sur les dépenses des ménages (EDM), dépenses des ménages, Canada, régions et provinces*, annuel (dollars)
- G.3 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 380-0085 : Dépenses de consommation finale des ménages pour les biens et services*, annuel et calculs d'AAC
- G.4 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 203-0022 : Enquête sur les dépenses des ménages*, dépenses des ménages selon le quintile de revenu du ménage, par année (dollars)
- G.5 OCDE, Base de données OLIS pour l'Australie, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Statistique Canada, *Tableau CANSIM 203-0022 pour le Canada*. United States Bureau of Labour Statistics, *tableau 45 sur les dépenses des consommateurs en 2014 aux États-Unis*.
- G.6-G.7 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 326-0020 : Indice des prix à la consommation (IPC), panier 2012*, annuel (2002=100)
- G.8 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 203-0021 : Enquête sur les dépenses des ménages (EDM), dépenses des ménages, Canada, régions et provinces*, annuel (dollars)
- G.9-G.10 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 002-0011 – Aliments disponibles au Canada*, par année

SECTION H : Dépenses publiques et soutien aux producteurs

- H.1-H.6 AAC, Base de données des dépenses publiques (décembre 2015)
- H.7 AAC, Base de données des dépenses publiques (décembre 2015) Statistique Canada, *Tableau CANSIM 380-0102 : Indices du produit intérieur brut, indice des prix implicite, dépenses de consommation finale des ménages aux fins de déflation des dépenses gouvernementales réelles consacrées à la R et D dans le secteur agricole et agroalimentaire*
- H.8-H.12 OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, *Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs*, Base de données de l'OCDE, 2015. Fabrication de produits laitiers